



Institut des comptes nationaux

Comptes nationaux

Comptes des administrations publiques 2012

Contenu de la publication

Les comptes des administrations publiques de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995).

Les comptes des administrations publiques sont établis par la Banque nationale de Belgique en collaboration étroite avec le Bureau fédéral du Plan. La confection de ces comptes n'est possible que grâce à la coopération de nombreuses administrations fédérales, communautaires et régionales qui participent à l'élaboration des données de base.

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations annuelles, dont les résultats sont diffusés sur le site Internet de la Banque nationale de Belgique. Une première estimation est diffusée à la fin du mois de mars sous la forme de tableaux des principales recettes et dépenses des administrations publiques. La seconde estimation présente les comptes complets détaillés, qui sont intégrés et repris dans la publication des comptes nationaux du mois de septembre.

Cette publication présente les données relatives aux finances publiques pour la période allant de 2003 à 2012. Elle se compose d'un bref commentaire des évolutions les plus récentes, de tableaux reprenant les données statistiques et, occasionnellement, d'une partie de précisions méthodologiques sur les comptes des administrations publiques. Dans la partie relative aux tableaux, le premier chapitre présente les recettes et les dépenses publiques selon un schéma élaboré au niveau européen. Le deuxième reprend les comptes des différents sous-secteurs des administrations publiques, tandis que le troisième donne le détail des différentes recettes fiscales et parafiscales par sous-secteur receveur. Enfin, le quatrième chapitre fournit une information sur les différentes prestations sociales à charge des administrations publiques.

Les comptes ont été établis sur la base des données disponibles au 16 septembre 2013.

Avant-propos

Depuis plusieurs années l'ICN œuvre à l'accélération de la fourniture de données de base exhaustives pour tous les niveaux de pouvoir. Des avancées majeures ont été relevées en février de cette année tant au niveau des Communautés et régions, que du SPF Sécurité sociale pour ce qui concerne les institutions de sécurité sociale, qui ont fourni une première version des recettes et dépenses de l'année 2012, laquelle a été intégrée par l'ICN dans la version des comptes publics publiée à la fin du mois de mars.

Par ailleurs la coopération avec les autorités de tutelle des pouvoirs locaux a permis en septembre une avancée considérable avec une fourniture nettement plus rapide des données comptables de l'année précédente des administrations locales, permettant ainsi l'intégration des données 2012 dans la seconde version des comptes des administrations publiques faisant l'objet de cette publication.

L'ICN a continué à analyser l'ensemble du secteur public, pour examiner la classification sectorielle des sociétés publiques et améliorer la délimitation du secteur des administrations publiques. Les données nécessaires à cette analyse n'étant, dans une large mesure, disponibles qu'auprès des autorités contrôlant ces entités, l'ICN a demandé leur collaboration.

Les éléments susmentionnés font également l'objet de propositions formulées par la High Level Task Force en ce qui concerne l'accès aux informations nécessaires à l'établissement des comptes des administrations publiques et de la notification PDE. Ces propositions sont reprises dans un projet de protocole entre l'ICN et les pouvoirs fédéral et régionaux. Elles sont une conséquence d'une vive recommandation adressée par Eurostat à la suite de sa visite de dialogue en amont au titre de la PDE en 2012.

Ce protocole contribuera à un rendre plus complet l'apport d'informations de grande qualité dans le cadre des comptes des administrations publiques et à rendre exhaustif le périmètre des entités ressortissant aux administrations publiques.

Le Président du Conseil d'administration
de l'Institut des comptes nationaux

Jean-Marc Delporte

Bruxelles, septembre 2013

Table des matières

État des lieux	3
Commentaire	7
Tableaux	
1. Tableaux synoptiques	13
1.1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'ensemble des administrations publiques	14
1.2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement du pouvoir fédéral	15
1.3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des communautés et régions	16
1.4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales	17
1.5 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale	18
1.6 Détail du solde de financement des communautés et régions	19
2. Comptes	21
2.1 Administrations publiques (S.13)	22
2.2 Pouvoir fédéral (S.1311)	29
2.3 Communautés et régions (S.1312)	36
2.4 Administrations locales (S.1313)	43
2.5 Administrations de sécurité sociale (S.1314)	50
3. Impôts et cotisations sociales effectives par type	57
3.1 Reçus par les administrations publiques (S.13)	58
3.2 Reçus par le pouvoir fédéral (S.1311)	63
3.3 Reçus par les communautés et régions (S.1312)	68
3.4 Reçus par les administrations locales (S.1313)	73
3.5 Reçus par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	78
3.6 Reçus par les institutions de l'Union européenne (S.212)	83
3.7 Prélèvements pour financer d'autres sous-secteurs	88
4. Détail des prestations sociales	89
4.1 Payées par les administrations publiques (S.13)	90
4.2 Payées par le pouvoir fédéral (S.1311)	91

4.3	Payées par les communautés et régions (S.1312)	92
4.4	Payées par les administrations locales (S.1313)	93
4.5	Payées par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	94
	Nouveautés méthodologiques	95
	Publications de l'ICN et personnes de contact	F€F
	Remarques générales	10í
	Signes conventionnels	10ï
	Liste des abréviations	10J

Commentaire

Pour l'ensemble des administrations publiques, le solde de financement de 2012 établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs présente, un déficit de 4,0 % du PIB. Le transfert en capital réalisé à la fin de décembre 2012 dans le cadre de l'injection de capital dans Dexia a pesé sur le solde de financement à hauteur de 0,8 % du PIB. Dans le cadre du SEC 1995, le solde de financement n'inclut pas les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux. Ainsi défini, le solde SEC 1995 présente un déficit de 4,1 % du PIB.

Les recettes ont augmenté de 1,4 % du PIB et se sont établies à 51,0 % du PIB en 2012. Les dépenses primaires, pour leur part, sont en hausse de 1,6 % du PIB en 2012 et s'établissent à 51,6 %. Pour la première fois depuis vingt ans, les charges d'intérêts ont augmenté, à hauteur de 0,1 point de pourcentage du PIB, pour représenter 3,4 % du PIB en 2012.

TABLEAU 1 DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES SELON LA PROCÉDURE DES DÉFICITS EXCESSIFS¹

	2008	2009	2010	2011	2012
<i>(millions d'euros)</i>					
Recettes totales	168825,6	163846,8	173260,6	183132,9	191575,8
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	150637,6	145640,2	153569,3	160990,6	168249,5
Dépenses totales	172315,5	182792,9	186577,2	196848,3	206534,8
Dépenses primaires	159097,0	170431,4	174555,9	184679,5	193781,5
dont:					
Rémunérations	41858,3	43485,1	44666,5	46553,8	48382,0
Prestations sociales	80128,1	85989,0	88406,6	92876,8	97595,6
Charges d'intérêts	13218,5	12361,5	12021,3	12168,8	12753,3
Solde primaire	9728,6	-6584,6	-1295,3	-1546,6	-2205,7
Solde de financement selon la procédure déficits excessifs	-3489,9	-18946,1	-13316,6	-13715,4	-14959,0
<i>(pourcentage du PIB)</i>					
Recettes totales	48,7	48,1	48,7	49,6	51,0
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	43,5	42,8	43,2	43,6	44,8
Dépenses totales	49,7	53,7	52,4	53,3	54,9
Dépenses primaires	45,9	50,0	49,1	50,0	51,6
Charges d'intérêts	3,8	3,6	3,4	3,3	3,4
Solde primaire	2,8	-1,9	-0,4	-0,4	-0,6
Solde de financement selon la procédure déficits excessifs	-1,0	-5,6	-3,7	-3,7	-4,0

Source: ICN

¹ Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, le solde de financement est corrigé pour inclure les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux.

La croissance des *recettes* est due à l'évolution à la fois des recettes fiscales et parafiscales (1,2 % du PIB) et des recettes non fiscales et non parafiscales (0,2 % du PIB). L'accroissement des recettes fiscales et parafiscales résulte principalement d'un gonflement des recettes fiscales. Les impôts directs des sociétés (0,3 % du PIB) augmentent suite à l'évolution des enrôlements et à l'instauration de contributions à charge des institutions de crédit tandis que les impôts indirects (0,3 % du PIB) sont impactés favorablement par les versements de la contribution de répartition à charges des exploitants nucléaires. De leur côté, les cotisations sociales (0,3 % du PIB) ont été soutenue par de l'augmentation de la part salariale dans le PIB. Les recettes non fiscales et non parafiscales augmentent essentiellement sous l'effet de la hausse des cotisations au système de garantie des dépôts et du remboursement par bpost de subsides indûment perçus dans les années passées.

L'augmentation des *dépenses primaires* est essentiellement imputable aux prestations sociales (+0,8 % du PIB) et aux autres dépenses en capital (+0,5 % du PIB). Les autres dépenses en capital ont été influencées en 2012 par la recapitalisation du holding Dexia (+0,8 % du PIB) alors qu'elles l'avaient été en 2011 par la liquidation encadrée du Holding communal qui avait vu les régions reprendre une partie de ses dettes et abandonner des billets de trésorerie à hauteur de 0,2 % du PIB.

La hausse des *charges d'intérêts* en 2012 s'explique, d'une part, par l'augmentation du taux d'endettement et, d'autre part, par la réduction des revenus des swaps. Ces derniers avaient été particulièrement élevés en 2011.

L'évolution du *solde de financement* de l'ensemble des administrations publiques est le résultat de développements différents selon les sous-secteurs.

Le *pouvoir fédéral* a enregistré un déficit de 3,4 % du PIB en 2012, de même niveau que celui observé en 2011.

Les *communautés et régions* ont clôturé l'année 2012 à l'équilibre, en amélioration de 0,2 % du PIB.

Les comptes des *administrations locales* se sont clôturés avec un déficit de 0,4% du PIB, en détérioration de 0,3 % du PIB.

Les *administrations de sécurité sociale* ont affiché un déficit de 0,1 % du PIB, en détérioration de 0,1% du PIB.

TABLEAU 2 BESOIN (-) OU CAPACITÉ (+) DE FINANCEMENT DES SOUS-SECTEURS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES SELON LA PROCÉDURE DES DÉFICITS EXCESSIFS

	2008	2009	2010	2011	2012
	<i>(millions d'euros)</i>				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-5683,1	-14244,6	-10755,3	-12468,3	-12946,7
Communautés et régions (S.1312)	-93,6	-2527,0	-2324,5	-793,0	-177,5
Administrations locales (S.1313)	700,7	236,0	-106,1	-521,2	-1635,9
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	1586,4	-2410,5	-130,8	67,5	-198,8
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-3489,9	-18946,1	-13316,6	-13715,4	-14959,0
	<i>(pourcentage du PIB)</i>				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-1,6	-4,2	-3,0	-3,4	-3,4
Communautés et régions (S.1312)	0,0	-0,7	-0,7	-0,2	0,0
Administrations locales (S.1313)	0,2	0,1	0,0	-0,1	-0,4
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	0,5	-0,7	0,0	0,0	-0,1
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-1,0	-5,6	-3,7	-3,7	-4,0

Source: ICN

Focus sur les comptes des administrations locales

Au vu de la constante amélioration observée au niveau de la disponibilité des comptes individuels des administrations locales et de l'autorisation obtenue des autorités de tutelle, l'ICN a décidé de publier les résultats des administrations locales regroupés par autorité de tutelle et par type d'administration pour les exercices 2010-2012.

Il importe que ceux qui exploitent ces statistiques examinent toujours les résultats en les combinant au taux de couverture indiquant l'ampleur des comptes individuels dont dispose l'ICN. Si le taux de couverture est trop faible, les chiffres devront être interprétés avec toute la circonspection voulue. Les taux de couverture des différentes administrations figurent dans la partie « Nouveautés méthodologiques ». Compte tenu du taux de couverture encore relativement faible de la plupart des entités pour la dernière année, seul l'agrégat pour l'ensemble des autorités de tutelle est publié. La publication des comptes nationaux de mars 2011 fournit de plus amples explications méthodologiques à propos de l'établissement des comptes des pouvoirs locaux et, en particulier, de la correction pour impôts et de la correction statistique.

TABLEAU 3 ESTIMATIONS DES SOLDES DE FINANCEMENT SELON LE SEC DES ADMINISTRATIONS LOCALES (PAR AUTORITÉ DE TUTELLE ET PAR TYPE D'ADMINISTRATION)
(millions d'euros)

	2010	2011	2012
<i>Communauté flamande</i>	136	-148	-777
Communes	-9	-61	
CPAS	68	-75	
Provinces	77	-12	
<i>Région wallonne</i>	53	-173	-597
Communes	-2	-85	
CPAS	71	-80	
Provinces	-17	-9	
<i>Région de Bruxelles-Capitale et Commission communautaire commune</i>	35	-59	-84
Communes	26	-53	
CPAS	9	-6	
<i>Communauté germanophone</i>	-4	-5	-21
Communes	-4	-3	
CPAS		-1	
<i>Pouvoir fédéral</i>	-219	-199	-180
Zones de police	-219	-199	-180
Total ventilé	5	-580	-1.657
<i>Corrections non ventilables</i>	-111	59	21
Moment de l'imputation des taxes	-13	250	63
Correction statistique	-99	-191	-42
Solde de financement total des administrations locales	-106	-521	-1.636

Source: ICN

Mis à part la dégradation des finances locales traditionnellement enregistrée l'année précédant les élections locales, le solde de financement des administrations locales a également été influencé négativement en 2011 par le décompte relatif aux déficits des hôpitaux publics de la période comprise entre 1996 et 2002. Ce décompte a été relativement plus important pour les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour 2012, la détérioration habituelle des comptes des pouvoirs locaux imputable aux élections locales a pu être constatée pour tous les niveaux de pouvoir pour lesquels une extrapolation était possible sur la base d'un échantillon constant. Outre une hausse des investissements, l'on a également observé une augmentation de la masse salariale, et les administrations locales ont par ailleurs aussi été confrontées à une diminution des centimes additionnels sur l'impôt des personnes physiques parce que l'accélération du rythme d'enrôlement de l'impôt des personnes physiques au niveau fédéral ne s'est pas poursuivie.

Tableaux

1. Tableaux synoptiques

1.1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	121.325,0	128.538,6	133.818,1	139.396,0	145.011,0	150.637,6	145.640,2	153.569,3	160.990,6	168.249,5
Impôts directs	45.797,7	48.421,3	51.247,8	52.637,3	54.595,4	56.980,4	51.741,6	55.392,7	59.109,2	61.899,4
Ménages	37.237,7	38.821,5	40.594,7	40.674,9	42.186,3	44.748,1	42.799,5	45.334,2	47.692,9	49.083,4
Sociétés	8.214,8	9.373,3	10.446,7	11.786,2	12.193,5	12.093,0	8.773,3	9.891,3	11.273,9	12.678,1
Autres secteurs	345,2	226,5	206,4	176,2	215,6	139,3	168,8	167,2	142,4	137,9
Impôts indirects	34.888,0	37.507,3	39.330,3	41.621,5	42.665,8	43.209,8	42.575,8	45.494,1	46.539,3	48.465,2
Cotisations sociales effectives	39.248,9	40.433,4	41.367,2	42.983,9	45.534,1	48.077,3	49.088,1	50.192,7	52.675,6	54.745,5
Impôts en capital	1.390,4	2.176,6	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1	2.234,7	2.489,8	2.666,5	3.139,4
Cotisations sociales imputées	6.053,2	6.280,1	6.434,8	6.954,7	7.315,2	7.744,0	8.142,2	8.411,4	8.965,8	9.393,9
Intérêts reçus	827,2	628,3	599,8	675,3	831,3	1.108,5	889,8	744,6	779,6	781,2
Autres revenus de la propriété	1.501,5	1.038,7	1.381,0	1.547,8	1.612,5	1.904,2	1.654,2	2.322,0	3.050,2	2.951,1
Transferts courants en provenance des autres secteurs	1.079,9	1.109,5	1.375,2	1.464,8	1.358,1	1.683,0	2.040,3	2.464,8	3.153,6	3.468,2
Ventes courantes de biens et services produits	4.389,9	4.561,5	4.955,1	5.236,2	5.386,7	5.579,2	5.287,6	5.565,0	5.903,8	6.159,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	5.275,4	369,9	881,1	270,5	161,5	169,1	192,5	183,5	289,3	572,1
Total Recettes	140.452,1	142.526,6	149.445,1	155.545,3	161.676,3	168.825,6	163.846,8	173.260,6	183.132,9	191.575,8
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	117.490,2	121.938,9	128.488,0	133.705,1	139.656,4	149.770,3	159.017,1	164.834,9	173.017,9	179.897,1
Rémunérations des salariés	33.833,1	34.663,6	36.422,0	38.092,7	39.623,9	41.858,3	43.485,1	44.666,5	46.553,8	48.382,0
Consommation intermédiaire et impôts payés	10.429,5	10.665,8	10.958,9	11.418,4	11.743,8	12.505,9	13.121,6	13.245,9	13.674,9	13.960,7
Subventions aux entreprises	3.680,0	3.396,7	4.826,2	5.524,0	6.487,4	7.236,2	7.539,5	9.201,4	10.174,6	10.128,4
Prestations sociales	63.276,1	66.343,6	69.007,4	71.096,6	74.559,2	80.128,1	85.989,0	88.406,6	92.876,8	97.595,6
En espèces	44.339,8	46.020,7	47.649,5	49.290,1	51.587,5	54.881,3	58.866,8	60.564,5	63.293,7	66.644,6
En nature fournies par des producteurs marchands	18.936,3	20.322,9	21.357,9	21.806,5	22.971,7	25.246,8	27.122,2	27.842,1	29.583,1	30.951,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	2.819,6	3.099,8	3.325,8	3.548,4	3.768,2	4.242,1	4.616,4	5.063,6	5.419,4	5.376,1
Transferts courants aux entreprises	664,6	670,9	699,0	718,5	717,4	189,3	200,7	207,7	210,6	215,6
Transferts courants au reste du monde	2.787,3	3.098,5	3.248,7	3.306,5	3.302,5	3.610,4	4.064,8	4.043,2	4.107,8	4.238,7
Charges d'intérêts	14.713,2	13.915,8	13.083,4	12.821,2	13.117,1	13.386,7	12.639,6	12.469,7	12.742,7	13.070,5
Dépenses en capital	8.750,1	7.373,5	15.827,5	8.027,3	9.226,3	9.326,7	11.414,3	9.721,0	11.661,6	13.884,4
Formation brute de capital fixe	4.548,6	4.606,7	5.067,9	5.002,1	5.236,5	5.400,8	5.794,1	5.828,6	6.510,3	6.755,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	23,7	22,6	-49,4	-465,1	7,5	23,3	25,8	-204,4	-219,8	-110,6
Transferts en capital aux autres secteurs	4.177,8	2.744,2	10.809,0	3.490,3	3.982,3	3.902,6	5.594,4	4.096,8	5.371,1	7.239,4
Total Dépenses	140.953,5	143.228,2	157.398,9	154.553,6	161.999,8	172.483,7	183.071,0	187.025,6	197.422,2	206.852,0
Epargne brute	1.582,9	4.125,4	5.119,8	6.595,2	6.525,6	3.129,4	-10.237,1	-6.717,3	-5.583,5	-5.103,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-501,4	-701,6	-7.953,8	991,7	-323,5	-3.658,1	-19.224,2	-13.765,0	-14.289,3	-15.276,2
Solde primaire	14.211,8	13.214,2	5.129,6	13.812,9	12.793,6	9.728,6	-6.584,6	-1.295,3	-1.546,6	-2.205,7
p.m. Capacité (+) ou besoin de financement (-) selon la "Procédure déficit excessif"	-290,8	-379,0	-7.550,4	1.214,3	-173,2	-3.489,9	-18.946,1	-13.316,6	-13.715,4	-14.959,0
p.m. Impôts indirects (y compris les impôts cédés aux institutions de l'Union européenne)	36.588,2	39.023,0	41.017,1	43.367,6	44.575,0	45.290,7	44.204,5	47.202,6	48.310,3	50.238,6

1.2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes	79.391,3	79.197,7	84.041,7	86.848,1	89.163,1	93.536,9	87.293,8	94.141,0	99.218,5	105.034,3
Recettes fiscales et parafiscales	69.744,2	74.921,9	78.498,6	81.553,4	83.909,2	87.528,2	81.350,1	87.181,4	90.979,0	96.041,1
Impôts directs	41.462,1	43.928,1	46.615,7	47.703,9	49.107,5	52.237,1	46.271,6	49.784,4	53.082,7	56.167,2
Ménages	33.101,4	34.559,4	36.191,9	35.996,1	36.947,3	40.282,0	37.598,3	40.019,9	41.947,0	43.666,7
Sociétés	8.015,5	9.142,2	10.217,4	11.531,6	11.944,6	11.815,8	8.504,5	9.597,3	10.993,3	12.362,6
Autres secteurs	345,2	226,5	206,4	176,2	215,6	139,3	168,8	167,2	142,4	137,9
Impôts indirects	26.415,0	28.554,0	29.855,3	31.674,1	32.383,5	32.825,6	32.491,6	34.735,1	35.225,9	37.120,7
Cotisations sociales effectives	1.768,7	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.293,9	2.402,0	2.468,3	2.467,3	2.352,8
Impôts en capital	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1	400,4
Cotisations sociales imputées	1.760,8	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.048,8	2.088,8	2.228,3	2.318,0
Intérêts reçus	573,5	433,9	418,5	436,5	445,1	599,7	526,9	435,6	399,6	452,2
Autres revenus de la propriété	451,7	223,9	520,5	496,9	639,7	884,7	714,8	1.403,0	1.835,8	1.796,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs	551,0	485,8	682,9	775,5	647,8	773,7	1.224,9	1.495,7	2.140,2	2.422,4
Ventes courantes de biens et services produits	947,0	1.023,5	1.307,5	1.407,1	1.456,4	1.586,2	1.214,9	1.277,5	1.384,1	1.477,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	327,6	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8	170,7	168,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	5.032,3	187,0	728,1	145,8	49,2	50,9	43,1	73,1	80,8	357,8
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	3,2	3,2	4,0	97,6	3,1	5,1	6,6	6,1	0,0	0,0
Dépenses	78.624,4	79.872,6	92.026,5	87.011,6	92.999,1	99.388,1	101.816,5	105.344,6	112.260,8	118.298,2
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	62.124,8	65.259,1	70.261,1	73.489,7	77.773,2	84.237,8	85.581,8	90.937,4	97.141,8	100.175,6
Rémunérations des salariés	7.205,2	7.154,1	7.546,7	7.802,8	8.060,5	8.522,8	8.674,8	8.708,7	8.979,3	9.149,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.323,8	2.343,5	2.394,3	2.328,9	2.589,8	3.008,7	2.809,8	3.072,0	3.099,4	3.003,2
Subventions aux entreprises	1.637,5	1.267,7	2.030,6	2.357,0	2.960,1	3.400,6	3.684,0	4.563,6	4.977,4	4.692,8
Prestations sociales	6.564,5	5.816,8	6.032,4	6.184,5	7.233,6	7.687,0	8.228,0	8.422,3	8.870,2	9.016,3
En espèces	5.304,7	5.760,5	5.943,4	6.125,1	7.176,2	7.648,0	8.078,2	8.218,9	8.583,8	8.618,3
En nature fournies par des producteurs marchands	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4	286,4	398,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	450,8	425,9	573,8	533,5	483,5	473,9	630,6	601,1	760,8	781,9
Transferts courants aux entreprises	519,4	513,4	526,7	546,2	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	2.711,0	2.998,6	3.148,4	3.202,0	3.162,8	3.461,3	3.952,4	3.918,3	3.984,5	4.104,4
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	12.275,2	12.486,2	12.924,7	13.530,6	13.846,4	15.070,6	15.367,0	18.258,9	17.546,9	21.058,9
Charges d'intérêts	13.737,6	13.040,3	12.439,5	12.331,8	12.393,2	12.493,8	11.845,9	11.573,5	11.834,5	12.350,8
Dépenses en capital	2.762,0	1.573,2	9.325,9	1.190,1	2.832,7	2.656,5	4.388,8	2.833,7	3.284,5	5.771,8
Formation brute de capital fixe	439,4	430,4	510,2	53,2	623,2	736,8	812,7	593,5	589,5	726,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	2,9	7,7	-82,8	-430,4	8,5	7,3	-6,9	-43,0	-43,1	-67,2
Transferts en capital aux autres secteurs	2.173,5	458,9	8.736,3	1.511,5	2.143,3	1.830,2	3.458,4	2.124,3	2.596,1	4.994,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	146,2	676,2	162,2	55,8	57,7	82,2	124,6	158,9	142,0	118,3
Epargne brute	-1.605,0	93,8	485,6	579,7	-1.218,3	-3.422,3	-10.368,5	-8.642,7	-10.041,7	-8.250,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	766,9	-674,9	-7.984,8	-163,5	-3.836,0	-5.851,2	-14.522,7	-11.203,6	-13.042,3	-13.263,9

1.3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes	39.053,8	40.922,1	43.137,3	45.057,9	47.455,7	50.024,9	49.140,2	50.751,4	55.312,5	57.432,7
Recettes fiscales et parafiscales	5.961,8	6.395,7	6.981,6	7.439,7	7.774,2	7.796,8	6.899,9	8.007,5	8.698,4	8.926,2
Impôts directs	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	948,9	563,3	987,7	1.176,0	1.192,6
Ménages	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	948,9	563,3	987,7	1.176,0	1.192,6
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	3.640,9	3.774,9	4.145,5	4.408,2	4.668,3	4.604,0	4.246,7	4.683,0	5.018,4	4.954,0
Cotisations sociales effectives	28,5	37,8	37,5	41,7	37,6	45,4	40,1	40,6	40,6	40,6
Impôts en capital	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2	2.463,4	2.739,0
Cotisations sociales imputées	3.222,8	3.429,8	3.639,0	3.850,1	4.054,0	4.354,5	4.619,2	4.809,9	5.126,6	5.419,9
Intérêts reçus	90,0	106,7	78,3	108,1	182,4	220,9	172,5	123,0	165,5	145,2
Autres revenus de la propriété	92,6	111,0	112,5	89,8	94,0	91,8	116,9	157,6	417,5	439,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs	272,1	302,5	380,2	401,4	397,2	434,1	344,6	472,7	511,4	559,3
Ventes courantes de biens et services produits	2.051,7	2.070,0	2.106,9	2.311,6	2.282,2	2.326,9	2.351,5	2.512,5	2.589,4	2.666,4
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	3.553,9	3.754,0	3.967,9	4.169,2	4.502,7	4.760,9	5.120,0	5.339,5	5.632,8	6.037,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	35,8	30,4	35,7	45,7	41,4	40,2	49,1	48,5	118,8	90,7
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	134,5	491,0	123,3	42,2	48,0	69,3	106,2	137,6	140,5	95,5
Dépenses	39.028,1	40.931,2	42.760,3	44.519,1	46.201,2	50.118,5	51.667,2	53.075,9	56.105,5	57.610,2
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	34.541,1	35.875,5	37.827,1	39.743,0	41.496,9	44.276,5	46.342,4	47.655,3	49.667,1	51.845,9
Rémunérations des salariés	15.380,5	15.981,7	16.650,7	17.322,2	18.070,2	19.150,0	20.045,6	20.626,2	21.561,7	22.573,8
Consommation intermédiaire et impôts payés	4.593,2	4.752,4	4.771,3	5.163,8	5.269,0	5.463,1	5.949,2	5.704,8	5.955,6	6.177,8
Subventions aux entreprises	971,7	898,6	1.313,0	1.299,4	1.407,2	1.428,1	1.289,7	1.575,3	1.532,5	1.774,0
Prestations sociales	5.280,3	5.745,6	6.118,4	6.457,3	6.828,9	7.304,7	7.877,3	7.918,8	8.476,5	8.992,0
En espèces	3.707,5	3.955,7	4.197,6	4.427,4	4.682,9	4.924,3	5.289,4	5.424,0	5.766,2	6.045,9
En nature fournies par des producteurs marchands	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.710,3	2.946,1
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.679,7	1.917,5	1.967,7	2.099,4	2.305,0	2.700,3	2.829,5	3.228,1	3.363,8	3.250,0
Transferts courants aux entreprises	84,2	91,3	99,9	99,3	98,7	106,3	112,0	119,2	121,6	124,0
Transferts courants au reste du monde	76,3	78,4	81,2	84,8	87,1	87,8	92,7	86,9	92,4	95,3
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	6.475,2	6.410,0	6.824,9	7.216,8	7.430,8	8.036,2	8.146,4	8.396,0	8.563,0	8.859,0
Charges d'intérêts	665,9	593,5	456,8	364,8	461,2	521,2	601,7	687,0	688,6	697,6
Dépenses en capital	3.821,1	4.462,2	4.476,4	4.411,3	4.243,1	5.320,8	4.723,1	4.733,6	5.749,8	5.066,7
Formation brute de capital fixe	2.008,0	2.068,4	2.042,8	2.074,8	2.081,5	2.215,7	2.286,0	2.601,4	2.850,7	2.597,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	4,7	-3,9	9,4	2,9	5,0	11,9	18,9	-134,7	-140,1	-55,9
Transferts en capital aux autres secteurs	1.346,1	1.895,0	1.768,3	1.745,4	1.606,3	1.744,3	1.905,9	1.744,5	2.417,3	1.871,6
Transferts en capital aux autres administrations publiques	462,3	502,7	655,9	588,2	550,3	1.348,9	512,3	522,4	621,9	653,7
Epargne brute	2.384,5	2.369,4	2.945,0	2.912,4	3.355,2	2.919,2	-9,0	-73,2	2.234,1	1.964,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	25,7	-9,1	377,0	538,8	1.254,5	-93,6	-2.527,0	-2.324,5	-793,0	-177,5

1.4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes	19.029,0	19.272,6	20.339,9	21.532,7	22.741,6	23.828,4	24.388,9	24.686,4	25.818,0	25.933,4
Recettes fiscales et parafiscales	6.253,9	6.391,8	6.638,9	7.049,2	7.679,4	7.029,3	8.157,4	8.046,9	8.461,8	8.131,9
Impôts directs	2.391,6	2.421,0	2.529,0	2.789,2	3.267,1	2.547,3	3.590,3	3.294,7	3.500,7	3.142,7
Ménages	2.391,6	2.421,0	2.529,0	2.789,2	3.267,1	2.547,3	3.590,3	3.294,7	3.500,7	3.142,7
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	3.842,3	3.949,1	4.087,4	4.241,5	4.391,8	4.460,6	4.545,6	4.730,5	4.939,5	4.967,0
Cotisations sociales effectives	20,0	21,7	22,5	18,5	20,5	21,4	21,5	21,7	21,6	22,2
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.053,6	1.107,2	1.055,3	1.278,1	1.374,9	1.410,9	1.452,3	1.490,2	1.587,7	1.632,5
Intérêts reçus	136,2	135,9	140,3	173,6	227,7	256,3	194,5	182,6	185,6	179,8
Autres revenus de la propriété	957,2	703,8	748,0	961,1	878,8	927,7	822,5	761,4	796,9	715,3
Transferts courants en provenance des autres secteurs	181,9	204,7	213,1	248,0	268,6	396,3	363,7	392,8	390,1	375,6
Ventes courantes de biens et services produits	1.353,3	1.426,5	1.502,0	1.473,9	1.600,1	1.617,5	1.666,7	1.714,9	1.868,0	1.946,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	8.325,9	8.579,1	9.139,3	9.549,8	9.991,2	10.870,9	11.016,3	11.366,8	11.681,3	12.022,5
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	148,6	65,9	56,4	49,2	32,4	40,2	37,0	28,8	48,0	92,2
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	473,1	516,1	697,7	603,8	562,4	1.168,1	539,5	553,3	646,2	686,5
Dépenses	19.453,1	19.326,9	20.389,4	21.761,6	22.175,1	23.128,1	24.152,9	24.792,5	26.339,5	27.569,4
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	16.132,1	16.201,6	17.051,5	18.253,6	18.840,5	19.678,5	20.702,7	21.452,6	22.453,4	23.446,4
Rémunérations des salariés	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,5	12.211,3	12.851,7	13.362,7	13.894,4	14.530,6	15.157,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.733,0	2.764,7	2.956,7	3.061,5	2.990,5	3.105,1	3.379,2	3.472,1	3.597,7	3.732,3
Subventions aux entreprises	320,7	326,6	332,1	397,4	383,9	282,9	264,5	324,9	343,7	336,8
Prestations sociales	2.221,0	1.956,3	1.935,5	2.158,5	2.240,8	2.434,1	2.548,1	2.629,1	2.785,5	3.010,3
En espèces	1.797,3	1.708,6	1.682,7	1.917,6	2.000,6	2.147,6	2.259,4	2.312,5	2.452,5	2.652,6
En nature fournies par des producteurs marchands	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	333,0	357,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	527,4	523,8	551,5	666,6	703,7	749,2	828,4	840,8	889,8	885,6
Transferts courants aux entreprises	61,0	66,2	72,4	73,0	72,7	83,0	88,2	88,0	89,0	91,6
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	137,6	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	203,3	217,1	231,9
Charges d'intérêts	645,6	649,1	548,5	498,2	645,4	724,0	563,1	553,1	553,5	462,0
Dépenses en capital	2.675,4	2.476,2	2.789,4	3.009,8	2.689,2	2.725,6	2.887,1	2.786,8	3.332,6	3.661,0
Formation brute de capital fixe	2.013,0	2.067,2	2.464,7	2.825,9	2.472,5	2.398,8	2.647,0	2.585,2	3.016,8	3.380,0
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	16,1	18,8	24,0	-37,6	-6,0	4,1	13,8	-26,7	-36,6	12,5
Transferts en capital aux autres secteurs	644,0	384,1	293,8	216,2	217,2	311,3	210,9	212,6	329,6	258,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	2,3	6,1	6,9	5,3	5,5	11,4	15,4	15,7	22,8	10,0
Epargne brute	1.629,6	1.839,9	1.985,8	2.127,9	2.660,9	2.217,6	2.546,6	2.098,6	2.116,9	1.246,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-424,1	-54,3	-49,5	-228,9	566,5	700,3	236,0	-106,1	-521,5	-1.636,0

1.5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes	51.401,8	56.234,0	58.327,8	61.280,6	64.445,4	69.306,7	70.241,9	75.191,9	79.366,6	83.095,4
Recettes fiscales et parafiscales	39.365,1	40.829,2	41.699,0	43.353,7	45.648,2	48.283,3	49.232,8	50.333,5	52.851,4	55.150,3
Impôts directs	943,6	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.247,1	1.316,4	1.325,9	1.349,8	1.396,9
Ménages	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.081,4
Sociétés	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	315,5
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	989,8	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6	1.291,9	1.345,5	1.355,5	1.423,5
Cotisations sociales effectives	37.431,7	38.548,4	39.403,0	40.951,8	43.220,5	45.716,6	46.624,5	47.662,1	50.146,1	52.329,9
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	22,5	23,2	23,5
Intérêts reçus	369,3	326,6	324,8	331,2	359,8	384,4	369,6	354,2	372,1	435,5
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	74,9	116,5	99,0	39,9	44,5	78,9	107,1	103,6	111,9	110,9
Ventes courantes de biens et services produits	37,9	41,5	38,7	43,6	48,0	48,6	54,5	60,1	62,3	69,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	6.826,4	6.761,9	6.865,0	7.205,1	7.055,8	7.680,7	7.657,3	10.184,2	9.044,7	12.109,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	58,7	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8	63,3	33,1	41,7	31,4
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	174,7	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses	52.271,7	56.197,3	58.624,3	60.435,3	62.753,9	67.720,3	72.652,4	75.322,7	79.299,1	83.294,2
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	52.163,4	56.142,7	58.562,8	60.275,1	62.678,1	67.653,5	72.582,2	75.251,9	79.208,4	83.135,7
Rémunérations des salariés	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.437,2	1.482,2	1.500,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	779,5	805,2	836,6	864,2	894,5	929,0	983,4	997,0	1.022,2	1.047,4
Subventions aux entreprises	750,1	903,8	1.150,5	1.470,2	1.736,2	2.124,6	2.301,3	2.737,6	3.321,0	3.324,8
Prestations sociales	49.210,3	52.824,9	54.921,1	56.296,3	58.255,9	62.702,3	67.335,6	69.436,4	72.744,6	76.577,0
En espèces	33.530,3	34.595,9	35.825,8	36.820,0	37.727,8	40.161,4	43.239,8	44.609,1	46.491,2	49.327,8
En nature fournies par des producteurs marchands	15.680,0	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,1	22.540,9	24.095,8	24.827,3	26.253,4	27.249,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	161,7	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	393,6	405,0	458,6
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	21,5	19,1	19,7	52,6	61,3	19,7	38,0	30,9	39,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	145,8	205,5	210,8	135,6	181,0	183,8	212,3	212,1	202,5	188,0
Charges d'intérêts	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	6,9	9,3	-8,4
Dépenses en capital	102,4	46,9	60,8	159,7	74,8	66,3	67,6	63,9	81,4	166,9
Formation brute de capital fixe	88,2	40,7	50,2	48,2	59,3	49,5	48,4	48,5	53,3	52,1
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	14,2	6,2	10,6	17,2	15,5	16,8	19,2	15,4	28,1	114,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne brute	-826,2	-177,7	-296,6	975,2	1.727,8	1.414,9	-2.406,2	-100,0	107,2	-63,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-869,9	36,7	-296,5	845,3	1.691,5	1.586,4	-2.410,5	-130,8	67,5	-198,8

1.6 DÉTAIL DU SOLDE DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Communauté flamande	85,6	149,0	293,7	571,3	1.027,0	-60,3	-1.112,6	-981,3	195,9	311,8
Communauté française	-32,0	-10,5	7,6	15,6	-32,6	59,6	-265,3	-726,0	-228,9	-174,0
Région wallonne	-71,7	-100,3	-46,5	16,2	242,4	-56,8	-812,8	-367,6	-484,7	-191,3
Région de Bruxelles-Capitale	63,7	-92,7	65,3	-55,4	38,0	-49,5	-306,5	-261,7	-294,7	-84,4
Communauté germanophone	-4,1	2,8	1,2	0,2	2,1	3,9	-11,7	-7,3	-5,2	-1,3
Commission communautaire française	-5,0	-7,3	1,6	-8,9	5,5	0,1	-6,7	-0,3	0,7	-9,1
Commission communautaire flamande	23,0	14,7	20,9	0,9	-5,2	20,1	4,9	3,9	-2,6	-3,5
Commission communautaire commune	8,8	-7,6	-4,2	6,0	10,3	3,0	4,8	-0,1	2,1	2,6
Ajustement statistique	-42,6	42,8	37,5	-7,2	-33,0	-13,7	-21,1	15,9	24,4	-28,4
Total	25,7	-9,1	377,1	538,7	1.254,5	-93,6	-2.527,0	-2.324,5	-793,0	-177,6

2. Comptes

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	48.632,4	49.892,6	52.394,2	54.939,8	57.083,1	60.427,0	62.332,7	63.935,3	66.598,5	68.996,8
Production marchande (P.11)	1.822,8	1.848,9	1.950,1	2.092,4	2.161,9	2.158,4	2.137,3	2.210,0	2.333,8	2.419,9
Production pour usage final propre (P.12)	288,6	314,7	335,4	362,0	387,5	405,6	399,7	414,9	445,6	512,9
Autre production non marchande (P.13)	46.521,0	47.729,0	50.108,7	52.485,4	54.533,7	57.863,0	59.795,7	61.310,4	63.819,1	66.064,0
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	2.278,5	2.397,9	2.669,6	2.781,8	2.837,3	3.015,2	2.750,6	2.940,1	3.124,4	3.227,0
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	44.242,5	45.331,1	47.439,1	49.703,6	51.696,4	54.847,8	57.045,1	58.370,3	60.694,7	62.837,0
Total Ressources	48.632,4	49.892,6	52.394,2	54.939,8	57.083,1	60.427,0	62.332,7	63.935,3	66.598,5	68.996,8
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	10.324,6	10.640,0	10.930,9	11.376,8	11.690,9	12.510,7	13.112,3	13.235,4	13.664,0	13.942,5
Valeur ajoutée brute (B.1b)	38.307,8	39.252,6	41.463,3	43.563,0	45.392,2	47.916,3	49.220,4	50.699,9	52.934,5	55.054,3
Consommation de capital fixe (K.1)	4.449,0	4.560,3	5.004,7	5.434,1	5.733,1	6.020,2	5.696,7	5.993,9	6.337,5	6.624,9
Valeur ajoutée nette (B.1n)	33.858,8	34.692,3	36.458,6	38.128,9	39.659,1	41.896,1	43.523,7	44.706,0	46.597,0	48.429,4
Total Emplois	48.632,4	49.892,6	52.394,2	54.939,8	57.083,1	60.427,0	62.332,7	63.935,3	66.598,5	68.996,8
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	33.858,8	34.692,3	36.458,6	38.128,9	39.659,1	41.896,1	43.523,7	44.706,0	46.597,0	48.429,4
Total Ressources	33.858,8	34.692,3	36.458,6	38.128,9	39.659,1	41.896,1	43.523,7	44.706,0	46.597,0	48.429,4
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	33.833,1	34.663,6	36.422,0	38.092,7	39.623,9	41.858,3	43.485,1	44.666,5	46.553,8	48.382,0
Salaires et traitements bruts (D.11)	23.995,5	24.507,2	25.911,6	26.946,1	27.941,1	29.493,3	30.421,9	31.053,8	32.098,6	33.147,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	9.837,6	10.156,4	10.510,4	11.146,6	11.682,8	12.365,0	13.063,2	13.612,7	14.455,2	15.234,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	3.784,4	3.876,3	4.075,6	4.191,9	4.367,6	4.621,0	4.921,0	5.201,3	5.489,4	5.840,3
A destination des administrations publiques	3.450,9	3.561,7	3.734,4	3.898,5	4.059,7	4.298,6	4.586,5	4.806,3	5.077,9	5.624,6
A destination des autres secteurs	333,5	314,6	341,2	293,4	307,9	322,4	334,5	395,0	411,5	215,7
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	6.053,2	6.280,1	6.434,8	6.954,7	7.315,2	7.744,0	8.142,2	8.411,4	8.965,8	9.393,9
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	25,7	28,7	36,6	36,2	35,2	37,8	38,6	39,5	43,2	47,4
Total Emplois	33.858,8	34.692,3	36.458,6	38.128,9	39.659,1	41.896,1	43.523,7	44.706,0	46.597,0	48.429,4
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	25,7	28,7	36,6	36,2	35,2	37,8	38,6	39,5	43,2	47,4
Impôts sur la production et les importations (D.2)	34.888,0	37.507,3	39.330,3	41.621,5	42.665,8	43.209,8	42.575,8	45.494,1	46.539,3	48.465,2
Impôts sur les produits (D.21)	29.581,5	32.107,1	34.003,0	35.356,2	37.091,5	37.062,4	36.326,5	39.006,8	40.027,9	41.073,7
Taxe du type TVA (D.211)	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0	25.572,0	26.386,7
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	10.683,0	11.542,6	12.219,9	12.403,9	12.779,1	12.522,4	12.267,3	13.286,9	13.572,5	13.738,4
Autres impôts sur la production (D.29)	5.306,5	5.400,2	5.327,3	6.265,3	5.574,3	6.147,4	6.249,3	6.487,3	6.511,4	7.391,5
Subventions (D.3)	-3.680,0	-3.396,7	-4.826,2	-5.524,0	-6.487,4	-7.236,2	-7.539,5	-9.201,4	-10.174,6	-10.128,4
Subventions sur les produits (D.31)	-1.620,4	-1.158,6	-2.094,8	-2.075,7	-2.284,8	-2.246,1	-1.863,0	-2.242,7	-2.449,4	-2.187,7
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.620,4	-1.158,6	-2.094,8	-2.075,7	-2.284,8	-2.246,1	-1.863,0	-2.242,7	-2.449,4	-2.187,7
Autres subventions sur la production (D.39)	-2.059,6	-2.238,1	-2.731,4	-3.448,3	-4.202,6	-4.990,1	-5.676,5	-6.958,7	-7.725,2	-7.940,7

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Revenus de la propriété (D.4)	2.670,5	2.041,8	2.342,9	2.597,2	2.827,5	3.365,5	2.917,7	3.417,4	4.173,0	4.163,8
Intérêts (D.41)	1.169,0	1.003,1	961,9	1.049,4	1.215,0	1.461,3	1.263,5	1.095,4	1.122,8	1.212,7
En provenance des administrations publiques	341,8	374,8	362,1	374,1	383,7	352,8	373,7	350,8	343,2	431,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	261,5	286,2	299,0	300,6	313,6	255,3	302,6	288,8	304,6	391,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	80,3	88,6	63,1	73,5	70,1	97,5	71,1	62,0	38,6	39,9
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	827,2	628,3	599,8	675,3	831,3	1.108,5	889,8	744,6	779,6	781,2
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	792,9	603,3	548,1	614,9	743,2	1.036,9	702,0	581,4	655,9	678,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	1.343,4	842,5	1.170,5	1.376,5	1.435,7	1.721,2	1.476,2	2.082,7	2.749,0	2.642,4
Dividendes (D.421)	1.312,1	810,1	1.136,5	1.329,3	1.382,2	1.650,4	1.436,8	2.048,0	2.698,3	2.613,6
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	31,3	32,4	34,0	47,2	53,5	70,8	39,4	34,7	50,7	28,8
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	15,0	15,6	16,8	17,6	18,8	23,4	16,6	18,2	18,6	19,0
Loyers (D.45)	143,1	180,6	193,7	153,7	158,0	159,6	161,4	221,1	282,6	289,7
Total Ressources	33.904,2	36.181,1	36.883,6	38.730,9	39.041,1	39.376,9	37.992,6	39.749,6	40.580,9	42.548,0
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	15.060,6	14.296,3	13.451,0	13.205,6	13.507,2	13.742,3	13.017,1	12.825,3	13.090,7	13.506,8
Intérêts (D.41)	15.055,0	14.290,6	13.445,5	13.195,3	13.500,8	13.739,5	13.013,3	12.820,5	13.085,9	13.502,0
Versés aux administrations publiques	341,8	374,8	362,1	374,1	383,7	352,8	373,7	350,8	343,2	431,5
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5	55,4	39,1	13,6	20,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	5,8	5,1	5,6	5,2
Versés aux administrations locales	51,0	51,6	38,8	52,3	61,9	30,2	5,0	3,1	4,6	3,5
Versés aux administrations de sécurité sociale	255,8	286,1	284,8	268,3	276,2	246,4	307,5	303,5	319,4	402,8
Versés aux autres secteurs	14.713,2	13.915,8	13.083,4	12.821,2	13.117,1	13.386,7	12.639,6	12.469,7	12.742,7	13.070,5
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	14.880,6	14.072,4	13.413,5	13.296,3	13.404,2	13.525,0	12.898,3	12.678,4	12.966,8	13.462,6
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	6	6	6	10	6	3	4	5	5	5
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	18.843,6	21.884,8	23.432,6	25.525,3	25.533,9	25.634,6	24.975,5	26.924,3	27.490,2	29.041,2
Total Emplois	33.904,2	36.181,1	36.883,6	38.730,9	39.041,1	39.376,9	37.992,6	39.749,6	40.580,9	42.548,0
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	18.843,6	21.884,8	23.432,6	25.525,3	25.533,9	25.634,6	24.975,5	26.924,3	27.490,2	29.041,2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	45.797,7	48.421,3	51.247,8	52.637,3	54.595,4	56.980,4	51.741,6	55.392,7	59.109,2	61.899,4
Impôts sur le revenu (D.51)	44.064,0	46.578,5	48.894,0	50.746,6	52.671,1	54.994,2	49.754,9	53.293,5	56.909,3	59.252,4
En provenance des administrations publiques	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,3	10,5	10,9	18,2
En provenance des autres secteurs	43.959,1	46.552,7	48.866,0	50.705,0	52.618,2	54.999,0	49.745,6	53.283,0	56.898,4	59.234,2
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.372,2	11.762,5	11.602,5	8.295,9	9.360,9	10.735,2	11.680,3
En provenance des ménages	35.843,1	37.398,9	38.912,5	39.241,8	40.725,3	43.284,6	41.318,6	43.797,9	46.066,9	47.469,8
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2	96,3	84,1
Autres impôts courants (D.59)	1.733,7	1.842,8	2.353,8	1.890,7	1.924,3	1.986,2	1.986,7	2.099,2	2.199,9	2.647,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.733,7	1.842,8	2.353,8	1.890,7	1.924,3	1.986,2	1.986,7	2.099,2	2.199,9	2.647,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	303,2	381,9	630,9	414,0	431,0	490,5	477,4	530,4	538,7	997,8
En provenance des ménages	1.394,6	1.422,6	1.682,2	1.433,1	1.461,0	1.463,5	1.480,9	1.536,3	1.626,0	1.613,6
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5	35,2	35,6

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	45.302,1	46.713,5	47.802,0	49.938,6	52.849,3	55.821,3	57.230,3	58.604,1	61.641,4	64.139,4
Cotisations sociales effectives (D.611)	39.248,9	40.433,4	41.367,2	42.983,9	45.534,1	48.077,3	49.088,1	50.192,7	52.675,6	54.745,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.649,4	29.141,2	29.685,5	30.369,6	32.057,2	33.434,2
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.649,4	29.141,2	29.685,5	30.369,6	32.057,2	33.434,2
A charge des administrations publiques	3.450,9	3.561,7	3.734,4	3.898,5	4.059,7	4.298,6	4.586,5	4.806,3	5.077,9	5.624,6
A charge des autres secteurs	20.292,7	20.796,8	21.227,0	22.173,6	23.589,7	24.842,6	25.099,0	25.563,3	26.979,3	27.809,6
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	12.112,2	12.512,4	12.714,7	13.024,4	13.851,5	14.406,9	14.647,6	14.999,4	15.701,6	16.187,7
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	12.110,3	12.511,1	12.713,4	13.023,3	13.850,5	14.405,9	14.646,5	14.998,3	15.700,5	16.186,7
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	3.393,1	3.562,5	3.691,1	3.887,4	4.033,2	4.529,2	4.755,0	4.823,7	4.916,8	5.123,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	3.345,0	3.514,4	3.641,8	3.833,3	3.979,6	4.468,1	4.693,9	4.762,6	4.855,7	5.062,5
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	61,1	61,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	6.053,2	6.280,1	6.434,8	6.954,7	7.315,2	7.744,0	8.142,2	8.411,4	8.965,8	9.393,9
Autres transferts courants (D.7)	48.551,1	52.649,5	56.589,7	59.521,1	62.490,4	67.759,0	68.232,3	72.927,1	78.606,4	82.174,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	105,4	123,2	140,4	133,8	132,8	143,2	150,6	206,4	210,5	214,7
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	47.471,2	51.540,0	55.214,5	58.056,3	61.132,3	66.076,0	66.192,0	70.462,3	75.452,8	78.706,5
Transferts de recettes fiscales	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	19.033,8	19.287,1	20.131,0	21.052,1	21.695,8	23.463,1	23.957,3	27.070,3	26.529,5	30.337,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	12.275,2	12.486,2	12.924,7	13.530,6	13.846,4	15.070,6	15.367,0	18.258,9	17.546,9	21.058,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	6.475,2	6.410,0	6.824,9	7.216,8	7.430,8	8.036,2	8.146,4	8.396,0	8.563,0	8.859,0
En provenance des administrations locales	137,6	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	203,3	217,1	231,9
En provenance des administrations de sécurité sociale	145,8	205,5	210,8	135,6	181,0	183,8	212,3	212,1	202,5	188,0
Coopération internationale courante (D.74)	121,6	157,5	226,5	267,1	174,7	191,8	150,0	152,3	167,2	251,9
En provenance des états membres de l'Union européenne	15,0	101,2	126,9	127,6	97,9	49,2	49,5	31,8	32,1	128,2
En provenance des institutions de l'Union européenne	106,2	55,9	99,2	139,2	76,6	142,3	100,3	120,3	134,9	123,5
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Transferts courants divers (D.75)	852,9	828,8	1.008,3	1.063,9	1.050,6	1.348,0	1.739,7	2.106,1	2.775,9	3.001,6
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	852,9	828,8	1.008,3	1.063,9	1.050,6	1.348,0	1.739,7	2.106,1	2.775,9	3.001,6
En provenance des sociétés non financières	200,1	256,4	257,9	205,6	152,0	211,4	194,7	217,6	222,2	231,1
En provenance des sociétés financières	0,2	2,4	1,6	1,2	2,6	39,5	385,8	671,9	1.182,2	1.399,6
En provenance des ménages	507,3	570,0	639,0	649,8	733,1	895,7	840,1	939,6	1.004,5	1.014,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	201,4	319,1	277,0	367,0	356,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1	217,8	277,0	335,6	356,8

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance des institutions de l'Union européenne	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3	101,3	0,0	31,4	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	158.494,5	169.669,1	179.072,1	187.622,3	195.469,0	206.195,3	202.179,7	213.848,2	226.847,2	237.254,7
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,3	10,5	10,9	18,2
Impôts sur le revenu (D.51)	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,3	10,5	10,9	18,2
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	44.339,8	46.020,7	47.649,5	49.290,1	51.587,5	54.881,3	58.866,8	60.564,5	63.293,7	66.644,6
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	35.021,1	36.369,2	37.718,4	38.824,8	40.637,1	43.247,2	46.477,4	47.932,6	50.025,5	52.811,8
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	37,0	39,0	41,8	43,5	45,9	48,7	52,1	54,1	54,1	54,1
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	6.171,5	6.449,3	6.627,7	7.090,9	7.439,7	7.860,4	8.246,7	8.536,1	9.040,2	9.446,5
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	3.110,2	3.163,2	3.261,6	3.330,9	3.464,8	3.725,0	4.090,6	4.041,7	4.173,9	4.332,2
Autres transferts courants (D.7)	53.741,6	58.399,6	62.481,5	65.616,5	68.369,2	74.111,3	75.076,1	79.779,2	85.193,0	88.539,3
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	145,2	157,5	172,3	171,3	170,1	183,2	193,0	205,4	209,5	213,7
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	47.471,2	51.540,0	55.214,5	58.056,3	61.132,3	66.076,0	66.192,0	70.462,3	75.452,8	78.706,5
Transferts de recettes fiscales	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4
Aux administrations locales	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8
Aux administrations de sécurité sociale	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	19.033,8	19.287,1	20.131,0	21.052,1	21.695,8	23.463,1	23.957,3	27.070,3	26.529,5	30.337,8
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	327,6	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8	170,7	168,6
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	3.553,9	3.754,0	3.967,9	4.169,2	4.502,7	4.760,9	5.120,0	5.339,5	5.632,8	6.037,7
Aux administrations locales	8.325,9	8.579,1	9.139,3	9.549,8	9.991,2	10.870,9	11.016,3	11.366,8	11.681,3	12.022,5
Aux administrations de sécurité sociale	6.826,4	6.761,9	6.865,0	7.205,1	7.055,8	7.680,7	7.657,3	10.184,2	9.044,7	12.109,0
Coopération internationale courante (D.74)	682,5	666,8	703,1	710,9	713,0	784,8	743,1	856,2	880,9	796,5
Versée aux états membres de l'Union européenne	67,9	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,8	19,5	38,9	28,7
Versée aux institutions de l'Union européenne	87,0	114,1	111,1	119,0	149,6	185,5	149,8	176,5	144,0	135,9
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	527,6	552,7	592,0	591,9	563,4	598,1	591,5	660,2	698,0	631,9
Transferts courants divers (D.75)	5.442,7	6.035,3	6.391,6	6.678,0	6.353,8	7.067,3	7.948,0	8.255,3	8.649,8	8.822,6
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	5.442,7	6.035,3	6.391,6	6.678,0	6.353,8	7.067,3	7.948,0	8.255,3	8.649,8	8.822,6
Versés aux sociétés non financières	519,4	513,4	526,7	547,2	1,3	6,1	7,7	2,3	1,1	1,9
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	514,7	588,7	762,3	526,5	490,9	545,1	724,7	755,9	888,0	987,4
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	2.303,8	2.501,5	2.557,0	3.008,7	3.272,1	3.690,5	3.893,9	4.310,1	4.533,8	4.391,1
Versés au reste du monde	2.104,8	2.431,7	2.545,6	2.595,6	2.589,5	2.825,6	3.321,7	3.187,0	3.226,9	3.442,2
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,2	0,5	0,6	0,4	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	1,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	1.905,7	2.222,8	2.351,8	2.389,1	2.381,2	2.536,2	2.990,4	2.854,4	2.860,4	3.166,9
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	1.610,7	1.960,5	2.124,2	2.139,9	2.148,7	2.233,0	2.739,3	2.681,8	2.682,9	2.900,9
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	198,9	208,4	193,2	206,1	207,5	288,5	330,5	331,8	365,6	274,3
Revenu disponible (B.6n)	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.207,5	68.227,5	73.494,0	78.349,6	82.052,6
Total Emplois	158.494,5	169.669,1	179.072,1	187.622,3	195.469,0	206.195,3	202.179,7	213.848,2	226.847,2	237.254,7

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.207,5	68.227,5	73.494,0	78.349,6	82.052,6
Total Ressources	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.207,5	68.227,5	73.494,0	78.349,6	82.052,6
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	38.585,0	40.748,9	42.726,7	44.549,9	46.722,9	50.518,4	53.199,9	54.842,2	57.716,8	60.000,7
Prestations sociales en nature (D.631)	18.936,3	20.322,9	21.357,9	21.806,5	22.971,7	25.246,8	27.122,2	27.842,1	29.583,1	30.951,0
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.544,0	1.724,1	1.780,7	1.904,8	2.013,6	2.256,6	2.437,8	2.457,9	2.564,7	2.661,8
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.514,5	20.284,3	21.658,0	22.369,4	23.688,7	24.587,4
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.514,5	20.284,3	21.658,0	22.369,4	23.688,7	24.587,4
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	3.256,3	2.093,9	2.262,6	2.330,2	2.443,6	2.705,9	3.026,4	3.014,8	3.329,7	3.701,8
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	3.256,3	2.093,9	2.262,6	2.330,2	2.443,6	2.705,9	3.026,4	3.014,8	3.329,7	3.701,8
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	19.648,7	20.426,0	21.368,8	22.743,4	23.751,2	25.271,6	26.077,7	27.000,1	28.133,7	29.049,7
Revenu disponible ajusté (B.7n)	21.723,2	24.474,1	26.186,4	28.124,2	28.736,5	26.689,1	15.027,6	18.651,8	20.632,8	22.051,9
Total Emplois	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.207,5	68.227,5	73.494,0	78.349,6	82.052,6
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.207,5	68.227,5	73.494,0	78.349,6	82.052,6
Total Ressources	60.308,2	65.223,0	68.913,1	72.674,1	75.459,4	77.207,5	68.227,5	73.494,0	78.349,6	82.052,6
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	63.178,8	65.654,0	68.797,0	71.510,1	74.668,1	80.094,6	84.167,3	86.212,4	90.277,8	93.788,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	38.585,0	40.748,9	42.726,7	44.549,9	46.722,9	50.518,4	53.199,9	54.842,2	57.716,8	60.000,7
Dépenses de consommation collective (P.32)	24.593,8	24.905,1	26.070,3	26.960,2	27.945,2	29.576,2	30.967,4	31.370,2	32.561,0	33.787,3
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	-4	4	1	3	-1	4	-6	-7	-7	-7
Epargne (B.8n)	-2.866,1	-434,9	115,1	1.161,1	792,5	-2.890,8	-15.933,8	-12.711,2	-11.921,0	-11.728,2
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	21.723,2	24.474,1	26.186,4	28.124,2	28.736,5	26.689,1	15.027,6	18.651,8	20.632,8	22.051,9
Total Ressources	21.723,2	24.474,1	26.186,4	28.124,2	28.736,5	26.689,1	15.027,6	18.651,8	20.632,8	22.051,9
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	24.593,8	24.905,1	26.070,3	26.960,2	27.945,2	29.576,2	30.967,4	31.370,2	32.561,0	33.787,3
Consommation collective effective (P.42)	24.593,8	24.905,1	26.070,3	26.960,2	27.945,2	29.576,2	30.967,4	31.370,2	32.561,0	33.787,3
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	-4,5	3,9	1,0	2,9	-1,2	3,7	-6,0	-7,2	-7,2	-7,2
Epargne (B.8n)	-2.866,1	-434,9	115,1	1.161,1	792,5	-2.890,8	-15.933,8	-12.711,2	-11.921,0	-11.728,2
Total Emplois	21.723,2	24.474,1	26.186,4	28.124,2	28.736,5	26.689,1	15.027,6	18.651,8	20.632,8	22.051,9

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-2.866,1	-434,9	115,1	1.161,1	792,5	-2.890,8	-15.933,8	-12.711,2	-11.921,0	-11.728,2
Transferts en capital à recevoir (D.9)	7.276,6	3.731,5	3.578,9	3.167,4	2.990,7	3.981,7	3.079,5	3.370,3	3.742,5	4.493,5
Impôts en capital (D.91)	1.390,4	2.176,6	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1	2.234,7	2.489,8	2.666,5	3.139,4
Aides à l'investissement (D.92)	559,2	565,4	720,7	643,1	611,1	605,4	627,1	719,6	774,3	786,6
En provenance des administrations publiques	549,7	561,4	715,7	639,1	607,1	605,4	617,1	681,3	763,9	772,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	87,4	58,7	59,8	50,9	56,8	82,1	104,8	158,9	142,0	118,3
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	462,3	502,7	655,9	588,2	550,3	523,3	512,3	522,4	621,9	653,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	9,5	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	38,3	10,4	14,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	8,0	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	38,3	10,4	14,6
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	5.327,0	989,5	985,4	371,0	163,9	1.006,2	217,7	160,9	301,7	567,5
En provenance des administrations publiques	61,1	623,6	109,3	104,5	6,4	837,1	35,2	15,7	22,8	10,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	58,8	617,5	102,4	4,9	0,9	0,1	19,8	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	825,6	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	2,3	6,1	6,9	5,3	5,5	11,4	15,4	15,7	22,8	10,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	5.265,9	365,9	876,1	266,5	157,5	169,1	182,5	145,2	278,9	557,5
En provenance des sociétés non financières	5.216,8	308,4	809,6	108,7	84,3	90,3	121,1	83,1	163,6	459,2
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	29,7	32,8	35,4	32,9	43,7	40,0	46,6	45,1	96,7	76,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	19,4	24,7	31,1	124,9	29,5	38,8	14,8	17,0	18,6	22,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	3,8	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0	10,6	12,8	14,4	17,8
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	15,6	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8	4,2	4,2	4,2	4,2
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-4.788,6	-3.929,2	-11.634,0	-4.233,9	-4.595,8	-5.345,1	-6.246,7	-4.793,8	-6.157,8	-8.021,4
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-3.761,2	-2.249,8	-3.284,9	-3.398,2	-3.438,1	-3.675,6	-4.067,6	-4.013,0	-4.560,8	-4.318,7
Versées aux administrations publiques	-549,7	-561,4	-715,7	-639,1	-607,1	-605,4	-617,1	-681,3	-763,9	-772,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-0,9	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-75,7	-45,7	-45,4	-40,1	-45,6	-63,0	-77,8	-128,0	-117,7	-85,5
Versées aux administrations locales	-473,1	-515,7	-670,3	-598,9	-561,5	-542,4	-539,3	-553,3	-646,2	-686,5
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-3.211,5	-1.688,4	-2.569,2	-2.759,1	-2.831,0	-3.070,2	-3.450,5	-3.331,7	-3.796,9	-3.546,7
Versées aux sociétés non financières	-2.782,1	-1.321,1	-2.163,6	-2.407,3	-2.421,7	-2.566,9	-2.756,7	-2.676,5	-3.174,8	-2.924,2
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-141,6	-130,1	-152,5	-106,8	-162,3	-212,4	-285,5	-339,6	-279,1	-280,7
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-96,9	-110,2	-90,1	-76,6	-80,0	-92,2	-99,1	-89,8	-108,0	-118,7
Versées au reste du monde	-190,9	-127,0	-163,0	-168,4	-167,0	-198,7	-309,2	-225,8	-235,0	-223,1
Versées aux états membres de l'Union européenne	-26,0	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1	-9,2	-1,8	-0,6	-1,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	-22,7	-22,7	-39,5	-22,8	-22,8	-22,7	-85,9	0,0	0,0	-0,8
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-142,2	-60,6	-112,3	-144,9	-144,2	-175,9	-214,1	-224,0	-234,4	-221,3

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-1.027,4	-1.679,4	-8.349,1	-835,7	-1.157,7	-1.669,5	-2.179,1	-780,8	-1.597,0	-3.702,7
Versés aux administrations publiques	-61,1	-623,6	-109,3	-104,5	-6,4	-837,1	-35,2	-15,7	-22,8	-10,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-2,3	-3,2	-4,0	-97,5	-3,1	-5,1	-6,6	-6,1	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-58,8	-445,3	-77,9	-2,1	-2,4	-6,3	-28,4	-9,6	-22,8	-10,0
Versés aux administrations locales	0,0	-0,4	-27,4	-4,9	-0,9	-625,7	-0,2	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	-174,7	0,0	0,0	0,0	-200,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-966,3	-1.055,8	-8.239,8	-731,2	-1.151,3	-832,4	-2.143,9	-765,1	-1.574,2	-3.692,7
Versés aux sociétés non financières	-813,0	-29,1	-7.738,8	-336,9	-453,9	-326,6	-1.388,0	-280,5	-490,8	-382,5
Versés aux sociétés financières	-75,1	-745,4	-266,2	-80,6	-411,0	-147,0	-165,0	-194,2	-623,7	-2.932,7
Versés aux ménages	-27,8	-143,3	-9,7	-46,7	-44,6	-46,1	-359,6	-37,3	-44,4	-131,3
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-1,0
Versés au reste du monde	-50,4	-138,0	-225,1	-267,0	-241,8	-312,7	-231,3	-253,1	-415,0	-245,2
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-25,9
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	-12,2	-6,3	-8,8	-9,4	-5,7	-9,4	-7,8	-11,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-50,4	-138,0	-212,9	-260,7	-233,0	-303,3	-225,6	-243,7	-407,2	-208,3
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.254,2	-19.101,0	-14.134,7	-14.336,3	-15.256,1
Variations des actifs	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.254,2	-19.101,0	-14.134,7	-14.336,3	-15.256,1
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.254,2	-19.101,0	-14.134,7	-14.336,3	-15.256,1
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.254,2	-19.101,0	-14.134,7	-14.336,3	-15.256,1
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.254,2	-19.101,0	-14.134,7	-14.336,3	-15.256,1
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	4.553,3	4.602,8	5.071,3	5.005,0	5.241,5	5.412,7	5.813,0	5.837,5	6.510,2	6.757,6
Formation brute de capital fixe (P.51)	4.548,6	4.606,7	5.067,9	5.002,1	5.236,5	5.400,8	5.794,1	5.828,6	6.510,3	6.755,6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	4.286,6	4.326,1	4.761,5	4.672,4	4.885,6	5.025,6	5.426,0	5.443,3	6.094,9	6.271,1
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	4.587,0	5.010,6	5.069,9	5.514,0	5.093,5	5.189,3	5.635,0	5.595,6	6.236,7	6.538,5
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,1	0,5	0,2	0,1	0,6	10,4	3,0	4,2	3,1	3,8
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-300,5	-685,0	-308,6	-841,7	-208,5	-174,1	-212,0	-156,5	-144,9	-271,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	262,0	280,6	306,4	329,7	350,9	375,2	368,1	385,3	415,4	484,5
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	262,0	280,6	306,4	329,7	350,9	375,2	368,1	385,3	415,4	484,5
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-4.449,0	-4.560,3	-5.004,7	-5.434,1	-5.733,1	-6.020,2	-5.696,7	-5.993,9	-6.337,5	-6.624,9
Variation des stocks (P.52)	4,7	-3,9	3,4	2,9	5,0	11,9	18,9	8,9	-0,1	2,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	19,0	26,5	-52,8	-468,0	2,5	11,4	6,9	-213,3	-219,7	-112,6
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	19,0	26,5	-52,8	-468,0	2,5	11,4	6,9	-213,3	-148,2	-34,9
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-71,5	-77,7
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-501,4	-701,6	-7.953,8	991,7	-323,5	-3.658,1	-19.224,2	-13.765,0	-14.289,3	-15.276,2
Total Variations des actifs	-378,1	-632,6	-7.940,0	94,6	-812,6	-4.254,2	-19.101,0	-14.134,7	-14.336,3	-15.256,1

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	10.032,8	10.087,8	10.818,4	11.036,8	11.559,5	12.514,8	12.213,9	12.519,7	12.830,6	12.923,2
Production marchande (P.11)	425,2	416,9	455,1	499,3	545,1	564,9	519,9	562,9	588,4	599,6
Production pour usage final propre (P.12)	170,6	189,1	197,6	218,1	230,9	252,0	229,5	243,3	251,1	285,4
Autre production non marchande (P.13)	9.437,0	9.481,8	10.165,7	10.319,4	10.783,5	11.697,9	11.464,5	11.713,5	11.991,1	12.038,2
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	351,2	417,5	654,8	689,7	680,4	769,3	465,5	471,3	544,6	592,8
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	9.085,8	9.064,3	9.510,9	9.629,7	10.103,1	10.928,6	10.999,0	11.242,2	11.446,5	11.445,4
Total Ressources	10.032,8	10.087,8	10.818,4	11.036,8	11.559,5	12.514,8	12.213,9	12.519,7	12.830,6	12.923,2
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	2.236,0	2.335,0	2.377,1	2.294,1	2.543,5	3.020,5	2.808,4	3.070,9	3.099,4	3.001,9
Valeur ajoutée brute (B.1b)	7.796,8	7.752,8	8.441,3	8.742,7	9.016,0	9.494,3	9.405,5	9.448,8	9.731,2	9.921,3
Consommation de capital fixe (K.1)	565,9	569,9	858,0	903,7	920,4	933,7	692,2	700,7	708,7	724,7
Valeur ajoutée nette (B.1n)	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.095,6	8.560,6	8.713,3	8.748,1	9.022,5	9.196,6
Total Emplois	10.032,8	10.087,8	10.818,4	11.036,8	11.559,5	12.514,8	12.213,9	12.519,7	12.830,6	12.923,2
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.095,6	8.560,6	8.713,3	8.748,1	9.022,5	9.196,6
Total Ressources	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.095,6	8.560,6	8.713,3	8.748,1	9.022,5	9.196,6
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	7.205,2	7.154,1	7.546,7	7.802,8	8.060,5	8.522,8	8.674,8	8.708,7	8.979,3	9.149,4
Salaires et traitements bruts (D.11)	5.073,2	5.030,1	5.432,2	5.575,7	5.767,0	6.108,4	6.149,9	6.139,7	6.258,2	6.318,9
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.132,0	2.124,0	2.114,5	2.227,1	2.293,5	2.414,4	2.524,9	2.569,0	2.721,1	2.830,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	371,2	397,6	391,7	419,8	427,0	456,6	476,1	480,2	492,8	512,5
A destination des administrations publiques	371,2	397,6	391,7	419,8	427,0	456,6	476,1	480,2	492,8	512,5
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.760,8	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.048,8	2.088,8	2.228,3	2.318,0
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	25,7	28,8	36,6	36,2	35,1	37,8	38,5	39,4	43,2	47,2
Total Emplois	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.095,6	8.560,6	8.713,3	8.748,1	9.022,5	9.196,6
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	25,7	28,8	36,6	36,2	35,1	37,8	38,5	39,4	43,2	47,2
Impôts sur la production et les importations (D.2)	26.415,0	28.554,0	29.855,3	31.674,1	32.383,5	32.825,6	32.491,6	34.735,1	35.225,9	37.120,7
Impôts sur les produits (D.21)	26.088,3	28.255,4	29.564,8	30.780,2	32.337,4	32.392,5	32.042,6	34.276,8	35.038,2	36.048,8
Taxe du type TVA (D.211)	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0	25.572,0	26.386,7
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	7.189,8	7.690,9	7.781,7	7.827,9	8.025,0	7.852,5	7.983,4	8.556,9	8.582,8	8.713,5
Autres impôts sur la production (D.29)	326,7	298,6	290,5	893,9	46,1	433,1	449,0	458,3	187,7	1.071,9
Subventions (D.3)	-1.637,5	-1.267,7	-2.030,6	-2.357,0	-2.960,1	-3.400,6	-3.684,0	-4.563,6	-4.977,4	-4.692,8
Subventions sur les produits (D.31)	-1.483,6	-1.019,1	-1.689,7	-1.648,2	-1.819,9	-1.931,6	-1.722,5	-1.914,1	-2.126,4	-1.775,2
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.483,6	-1.019,1	-1.689,7	-1.648,2	-1.819,9	-1.931,6	-1.722,5	-1.914,1	-2.126,4	-1.775,2

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres subventions sur la production (D.39)	-153,9	-248,6	-340,9	-708,8	-1.140,2	-1.469,0	-1.961,5	-2.649,5	-2.851,0	-2.917,6
Revenus de la propriété (D.4)	1.025,2	657,8	939,0	933,4	1.084,8	1.484,4	1.241,7	1.838,6	2.235,4	2.248,6
Intérêts (D.41)	573,5	433,9	418,5	436,5	445,1	599,7	526,9	435,6	399,6	452,2
En provenance des administrations publiques	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5	55,4	39,1	13,6	20,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5	55,4	39,1	13,6	20,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	555,5	407,3	390,5	394,4	411,4	534,2	471,5	396,5	386,0	432,2
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	548,6	409,0	375,9	375,5	370,0	508,3	405,4	357,5	354,6	411,3
Revenus distribués des sociétés (D.42)	449,9	222,1	518,5	494,5	637,3	882,9	712,3	1.385,7	1.798,6	1.761,2
Dividendes (D.421)	448,4	219,7	514,5	485,9	635,5	878,9	711,7	1.385,4	1.798,6	1.741,8
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	1,5	2,4	4,0	8,6	1,8	4,0	0,6	0,3	0,0	19,4
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	1,8	1,8	2,0	2,4	2,4	1,8	2,5	17,3	37,2	35,2
Total Ressources	25.828,4	27.972,9	28.800,3	30.286,7	30.543,3	30.947,2	30.087,8	32.049,5	32.527,1	34.723,7
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	13.737,6	13.040,3	12.439,5	12.331,8	12.393,2	12.493,8	11.845,9	11.573,5	11.834,5	12.350,8
Intérêts (D.41)	13.737,6	13.040,3	12.439,5	12.331,8	12.393,2	12.493,8	11.845,9	11.573,5	11.834,5	12.350,8
Versés aux administrations publiques	261,5	286,2	299,0	300,6	313,6	255,3	302,6	288,8	304,6	391,6
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	5,8	5,1	5,6	5,2
Versés aux administrations locales	15,7	14,6	22,5	36,5	39,7	11,1	2,8	2,1	2,2	2,6
Versés aux administrations de sécurité sociale	228,8	261,1	266,0	252,7	262,0	233,5	294,0	281,6	296,8	383,8
Versés aux autres secteurs	13.476,1	12.754,1	12.140,5	12.031,2	12.079,6	12.238,5	11.543,3	11.284,7	11.529,9	11.959,2
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	13.493,5	12.762,1	12.182,3	12.062,6	12.097,7	12.253,8	11.565,8	11.299,8	11.549,4	12.000,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	12.090,8	14.932,6	16.360,8	17.954,9	18.150,1	18.453,4	18.241,9	20.476,0	20.692,6	22.372,9
Total Emplois	25.828,4	27.972,9	28.800,3	30.286,7	30.543,3	30.947,2	30.087,8	32.049,5	32.527,1	34.723,7
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	12.090,8	14.932,6	16.360,8	17.954,9	18.150,1	18.453,4	18.241,9	20.476,0	20.692,6	22.372,9
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	41.462,1	43.928,1	46.615,7	47.703,9	49.107,5	52.237,1	46.271,6	49.784,4	53.082,7	56.167,2
Impôts sur le revenu (D.51)	41.147,2	43.576,1	45.797,4	47.426,0	48.920,2	52.043,0	46.047,9	49.525,0	52.804,8	55.459,3
En provenance des administrations publiques	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,3	10,5	10,9	18,2
En provenance des autres secteurs	41.042,3	43.550,3	45.769,4	47.384,4	48.867,3	52.047,8	46.038,6	49.514,5	52.793,9	55.441,1
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.372,2	11.762,5	11.602,5	8.295,9	9.360,9	10.735,2	11.680,3
En provenance des ménages	32.926,3	34.396,5	35.815,9	35.921,2	36.974,4	40.333,4	37.611,6	40.029,4	41.962,4	43.676,7
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2	96,3	84,1
Autres impôts courants (D.59)	314,9	352,0	818,3	277,9	187,3	194,1	223,7	259,4	277,9	707,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	314,9	352,0	818,3	277,9	187,3	194,1	223,7	259,4	277,9	707,9
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	103,9	150,8	401,6	159,4	182,1	213,3	208,6	236,4	258,1	682,3
En provenance des ménages	175,1	162,9	376,0	74,9	-27,1	-51,4	-13,3	-9,5	-15,4	-10,0

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5	35,2	35,6
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	3.529,5	3.551,9	3.627,0	3.779,2	4.122,0	4.251,7	4.450,8	4.557,1	4.695,6	4.670,8
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.768,7	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.293,9	2.402,0	2.468,3	2.467,3	2.352,8
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6	847,2	749,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6	847,2	749,0
A charge des administrations publiques	468,5	480,7	482,1	491,4	532,7	527,8	597,3	642,4	606,5	516,1
A charge des autres secteurs	142,7	132,5	126,1	122,7	222,4	241,0	237,2	239,2	240,7	232,9
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9	1.421,6	1.391,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9	1.421,6	1.391,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8	198,5	212,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8	198,5	212,8
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.760,8	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.048,8	2.088,8	2.228,3	2.318,0
Autres transferts courants (D.7)	878,6	677,9	841,7	903,5	793,9	924,3	1.388,6	1.675,5	2.310,9	2.591,0
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	327,6	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8	170,7	168,6
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	327,6	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8	170,7	168,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	210,6	54,1	8,1	6,3	8,3	6,5	6,7	9,4	6,6	6,7
En provenance des administrations locales	0,1	0,6	1,5	45,8	37,7	40,5	38,1	39,2	41,3	51,3
En provenance des administrations de sécurité sociale	116,9	137,4	149,2	75,9	100,1	103,6	118,9	131,2	122,8	110,6
Coopération internationale courante (D.74)	49,0	96,1	129,7	119,0	89,0	57,7	68,0	33,2	49,2	120,7
En provenance des états membres de l'Union européenne	15,0	86,2	111,6	112,0	82,0	33,0	33,0	15,0	15,0	110,8
En provenance des institutions de l'Union européenne	33,6	9,5	17,7	6,7	6,8	24,4	34,8	18,0	34,0	9,7
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Transferts courants divers (D.75)	502,0	389,7	553,2	656,5	558,8	716,0	1.156,9	1.462,5	2.091,0	2.301,7
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	502,0	389,7	553,2	656,5	558,8	716,0	1.156,9	1.462,5	2.091,0	2.301,7
En provenance des sociétés non financières	103,1	106,7	124,1	115,4	54,8	102,1	76,5	103,7	101,1	110,2
En provenance des sociétés financières	0,2	2,4	1,6	1,2	2,6	39,5	385,8	671,9	1.182,2	1.399,6
En provenance des ménages	253,4	280,6	317,7	332,6	338,5	373,0	375,5	409,9	440,7	435,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	201,4	319,1	277,0	367,0	356,8

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1	217,8	277,0	335,6	356,8
En provenance des institutions de l'Union européenne	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3	101,3	0,0	31,4	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	57.961,0	63.090,5	67.445,2	70.341,5	72.173,5	75.866,5	70.352,9	76.493,0	80.781,8	85.801,9
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	87,8	8,5	17,2	34,8	46,3	-11,8	1,4	1,1	0,0	1,3
Impôts sur le revenu (D.51)	87,8	8,5	17,2	34,8	46,3	-11,8	1,4	1,1	0,0	1,3
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	5.304,7	5.760,5	5.943,4	6.125,1	7.176,2	7.648,0	8.078,2	8.218,9	8.583,8	8.618,3
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	1.539,3	1.819,7	1.940,5	2.061,3	2.962,0	3.141,8	3.297,0	3.392,2	3.606,7	3.558,6
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.860,7	1.876,4	1.895,8	1.927,3	1.974,5	2.056,8	2.135,8	2.196,2	2.285,4	2.352,8
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	1.904,7	2.064,4	2.107,1	2.136,5	2.239,7	2.449,4	2.645,4	2.630,5	2.691,7	2.706,9
Autres transferts courants (D.7)	44.393,8	48.677,0	52.257,1	54.816,5	56.929,2	61.618,7	62.185,2	66.170,8	71.215,5	74.313,9
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	40.712,6	44.739,1	48.008,2	50.534,8	53.282,9	57.683,5	57.601,7	61.650,9	66.470,2	69.427,6
Transferts de recettes fiscales	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4
Aux administrations locales	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8
Aux administrations de sécurité sociale	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	12.275,2	12.486,2	12.924,7	13.530,6	13.846,4	15.070,6	15.367,0	18.258,9	17.546,9	21.058,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	3.416,4	3.526,5	3.762,2	4.012,7	4.249,9	4.576,8	4.861,4	5.120,6	5.401,4	5.803,8
Aux administrations locales	2.176,3	2.288,5	2.396,6	2.567,6	2.666,7	2.942,1	2.999,1	3.111,3	3.289,4	3.351,0
Aux administrations de sécurité sociale	6.682,5	6.671,2	6.765,9	6.950,3	6.929,8	7.551,7	7.506,5	10.027,0	8.856,1	11.904,1
Coopération internationale courante (D.74)	663,6	624,8	642,2	650,6	615,2	679,6	676,5	777,9	806,6	712,4
Versée aux états membres de l'Union européenne	67,9	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,8	19,5	38,9	28,7
Versée aux institutions de l'Union européenne	87,0	92,6	92,0	99,3	97,0	124,2	130,1	138,5	113,1	96,9
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	508,7	532,2	550,2	551,3	518,2	554,2	544,6	619,9	654,6	586,8
Transferts courants divers (D.75)	3.017,6	3.313,1	3.606,7	3.631,1	3.031,1	3.255,6	3.907,0	3.742,0	3.938,7	4.173,9
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	3.017,6	3.313,1	3.606,7	3.631,1	3.031,1	3.255,6	3.907,0	3.742,0	3.938,7	4.173,9
Versés aux sociétés non financières	519,4	513,4	526,7	546,2	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	67,5	79,9	231,1	170,8	106,1	95,6	238,1	209,2	317,2	345,1
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	383,3	346,0	342,7	362,7	377,4	378,3	392,5	391,9	443,6	436,8
Versés au reste du monde	2.047,4	2.373,8	2.506,2	2.551,4	2.547,6	2.781,7	3.275,9	3.140,4	3.177,9	3.392,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,2	0,5	0,6	0,4	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	1,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	1.905,7	2.222,8	2.351,8	2.389,1	2.381,2	2.536,2	2.990,4	2.854,4	2.860,4	3.166,9
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	1.610,7	1.960,5	2.124,2	2.139,9	2.148,7	2.233,0	2.739,3	2.681,8	2.682,9	2.900,9
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	141,5	150,5	153,8	161,9	165,6	244,6	284,7	285,2	316,6	224,1
Revenu disponible (B.6n)	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.611,6	88,1	2.102,2	982,5	2.868,4
Total Emplois	57.961,0	63.090,5	67.445,2	70.341,5	72.173,5	75.866,5	70.352,9	76.493,0	80.781,8	85.801,9

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.611,6	88,1	2.102,2	982,5	2.868,4
Total Ressources	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.611,6	88,1	2.102,2	982,5	2.868,4
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	1.385,6	126,1	164,4	135,0	137,8	122,6	235,9	296,4	379,4	491,0
Prestations sociales en nature (D.631)	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4	286,4	398,0
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4	286,4	398,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4	286,4	398,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	125,8	69,8	75,4	75,6	80,4	83,6	86,1	93,0	93,0	93,0
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.230,1	7.884,0	6.489,0	-147,8	1.805,8	603,1	2.377,4
Total Emplois	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.611,6	88,1	2.102,2	982,5	2.868,4
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.611,6	88,1	2.102,2	982,5	2.868,4
Total Ressources	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.611,6	88,1	2.102,2	982,5	2.868,4
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	10.345,6	9.120,6	9.599,9	9.689,1	10.160,5	10.967,6	11.148,8	11.445,6	11.732,9	11.843,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	1.385,6	126,1	164,4	135,0	137,8	122,6	235,9	296,4	379,4	491,0
Dépenses de consommation collective (P.32)	8.960,0	8.994,5	9.435,5	9.554,1	10.022,7	10.845,0	10.912,9	11.149,2	11.353,5	11.352,4
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	-2.170,9	-476,1	-372,4	-324,0	-2.138,7	-4.356,0	-11.060,7	-9.343,4	-10.750,4	-8.975,0
Total Emplois	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.365,1	8.021,8	6.611,6	88,1	2.102,2	982,5	2.868,4
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.230,1	7.884,0	6.489,0	-147,8	1.805,8	603,1	2.377,4
Total Ressources	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.230,1	7.884,0	6.489,0	-147,8	1.805,8	603,1	2.377,4
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	8.960,0	8.994,5	9.435,5	9.554,1	10.022,7	10.845,0	10.912,9	11.149,2	11.353,5	11.352,4
Consommation collective effective (P.42)	8.960,0	8.994,5	9.435,5	9.554,1	10.022,7	10.845,0	10.912,9	11.149,2	11.353,5	11.352,4
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	-2.170,9	-476,1	-372,4	-324,0	-2.138,7	-4.356,0	-11.060,7	-9.343,4	-10.750,4	-8.975,0
Total Emplois	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.230,1	7.884,0	6.489,0	-147,8	1.805,8	603,1	2.377,4
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-2.170,9	-476,1	-372,4	-324,0	-2.138,7	-4.356,0	-11.060,7	-9.343,4	-10.750,4	-8.975,0
Transferts en capital à recevoir (D.9)	5.133,9	804,5	855,5	446,9	215,0	227,6	234,6	272,8	283,9	758,2
Impôts en capital (D.91)	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1	400,4

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Aides à l'investissement (D.92)	10,4	4,0	5,0	4,1	4,0	0,0	10,0	37,8	0,0	1,0
En provenance des administrations publiques	0,9	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,9	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	9,5	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	37,8	0,0	1,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	37,8	0,0	1,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	5.025,1	186,2	727,1	239,3	48,3	56,0	39,7	41,4	80,8	356,8
En provenance des administrations publiques	2,3	3,2	4,0	97,5	3,1	5,1	6,6	6,1	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	2,3	3,2	4,0	3,2	3,1	5,1	6,6	6,1	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	5.022,8	183,0	723,1	141,8	45,2	50,9	33,1	35,3	80,8	356,8
En provenance des sociétés non financières	4.999,6	151,1	687,7	19,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	301,2
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	7,6	9,0	10,0	18,4	26,7	24,1	28,9	31,1	75,8	51,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	15,6	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8	4,2	4,2	4,2	4,2
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	15,6	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8	4,2	4,2	4,2	4,2
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-2.319,7	-1.135,1	-8.898,5	-1.567,3	-2.201,0	-1.912,4	-3.583,0	-2.283,2	-2.738,1	-5.112,8
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-1.590,9	-193,4	-1.071,2	-1.165,3	-1.359,5	-1.495,3	-1.781,7	-1.830,6	-2.195,3	-1.776,6
Versées aux administrations publiques	-87,4	-58,7	-59,8	-50,9	-56,8	-82,1	-104,8	-158,9	-142,0	-118,3
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-75,7	-45,7	-45,4	-40,1	-45,6	-63,0	-77,8	-128,0	-117,7	-85,5
Versées aux administrations locales	-11,7	-13,0	-14,4	-10,8	-11,2	-19,1	-27,0	-30,9	-24,3	-32,8
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.503,5	-134,7	-1.011,4	-1.114,4	-1.302,7	-1.413,2	-1.676,9	-1.671,7	-2.053,3	-1.658,3
Versées aux sociétés non financières	-1.338,5	-51,3	-859,5	-946,6	-1.135,6	-1.214,0	-1.376,6	-1.447,5	-1.818,8	-1.435,9
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,6	-0,3	-0,2	-0,1	-0,3
Versées au reste du monde	-164,9	-83,3	-151,8	-167,7	-167,0	-198,6	-300,0	-224,0	-234,4	-222,1
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	-22,7	-22,7	-39,5	-22,8	-22,8	-22,7	-85,9	0,0	0,0	-0,8
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-142,2	-60,6	-112,3	-144,9	-144,2	-175,9	-214,1	-224,0	-234,4	-221,3
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-728,8	-941,7	-7.827,3	-402,0	-841,5	-417,1	-1.801,3	-452,6	-542,8	-3.336,2
Versés aux administrations publiques	-58,8	-617,5	-102,4	-4,9	-0,9	-0,1	-19,8	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-58,8	-442,4	-75,0	0,0	0,0	0,0	-19,6	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	-0,4	-27,4	-4,9	-0,9	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	-174,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-670,0	-324,2	-7.724,9	-397,1	-840,6	-417,0	-1.781,5	-452,6	-542,8	-3.336,2
Versés aux sociétés non financières	-553,0	38,2	-7.414,6	-35,8	-180,2	-5,2	-1.045,8	-35,4	-68,8	-60,5

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Versés aux sociétés financières	-50,1	-83,0	-76,8	-60,5	-381,8	-61,6	-155,1	-140,1	-29,1	-2.923,3
Versés aux ménages	-16,5	-141,4	-8,4	-33,8	-36,8	-37,5	-349,3	-24,0	-29,6	-106,2
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-1,0
Versés au reste du monde	-50,4	-138,0	-225,1	-267,0	-241,8	-312,7	-231,3	-253,1	-415,0	-245,2
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-25,9
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	-12,2	-6,3	-8,8	-9,4	-5,7	-9,4	-7,8	-11,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-50,4	-138,0	-212,9	-260,7	-233,0	-303,3	-225,6	-243,7	-407,2	-208,3
Total Variations des passifs et de la valeur nette	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-6.040,8	-14.409,1	-11.353,8	-13.204,6	-13.329,6
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-6.040,8	-14.409,1	-11.353,8	-13.204,6	-13.329,6
Total Variations des actifs	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-6.040,8	-14.409,1	-11.353,8	-13.204,6	-13.329,6
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-6.040,8	-14.409,1	-11.353,8	-13.204,6	-13.329,6
Total Variations des passifs et de la valeur nette	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-6.040,8	-14.409,1	-11.353,8	-13.204,6	-13.329,6
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	439,4	430,4	510,2	53,2	623,2	736,8	812,7	593,5	589,5	726,2
Formation brute de capital fixe (P.51)	439,4	430,4	510,2	53,2	623,2	736,8	812,7	593,5	589,5	726,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	268,2	240,9	311,6	-165,3	391,1	483,7	582,0	349,1	337,2	439,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	470,3	476,3	437,9	459,5	464,0	508,7	619,1	387,2	395,8	478,3
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,1	0,5	0,2	0,1	0,6	10,4	3,0	4,2	3,1	3,8
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-202,2	-235,9	-126,5	-624,9	-73,5	-35,4	-40,1	-42,3	-61,7	-42,4
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	171,2	189,5	198,6	218,5	232,1	253,1	230,7	244,4	252,3	286,5
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	171,2	189,5	198,6	218,5	232,1	253,1	230,7	244,4	252,3	286,5
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-565,9	-569,9	-858,0	-903,7	-920,4	-933,7	-692,2	-700,7	-708,7	-724,7
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	2,9	7,7	-82,8	-430,4	8,5	7,3	-6,9	-43,0	-43,1	-67,2
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	2,9	7,7	-82,8	-430,4	8,5	7,3	-6,9	-43,0	28,4	10,5
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-71,5	-77,7
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	766,9	-674,9	-7.984,8	-163,5	-3.836,0	-5.851,2	-14.522,7	-11.203,6	-13.042,3	-13.263,9
Total Variations des actifs	643,3	-806,7	-8.415,4	-1.444,4	-4.124,7	-6.040,8	-14.409,1	-11.353,8	-13.204,6	-13.329,6

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	22.458,9	23.285,9	24.038,8	25.315,0	26.302,5	27.712,3	29.043,1	29.515,5	30.869,5	32.236,0
Production marchande (P.11)	641,5	632,7	661,9	709,6	702,5	696,7	701,1	705,2	722,9	731,1
Production pour usage final propre (P.12)	104,8	109,1	120,8	125,1	136,9	132,6	151,1	151,5	173,7	203,9
Autre production non marchande (P.13)	21.712,6	22.544,1	23.256,1	24.480,3	25.463,1	26.883,0	28.190,9	28.658,8	29.972,9	31.301,0
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	1.305,4	1.328,2	1.324,2	1.476,9	1.442,8	1.497,6	1.499,3	1.655,8	1.692,8	1.731,4
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	20.407,2	21.215,9	21.931,9	23.003,4	24.020,3	25.385,4	26.691,6	27.003,0	28.280,1	29.569,6
Total Ressources	22.458,9	23.285,9	24.038,8	25.315,0	26.302,5	27.712,3	29.043,1	29.515,5	30.869,5	32.236,0
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	4.586,3	4.745,2	4.770,8	5.162,7	5.268,4	5.462,7	5.948,8	5.703,5	5.954,4	6.176,4
Valeur ajoutée brute (B.1b)	17.872,6	18.540,7	19.268,0	20.152,3	21.034,1	22.249,6	23.094,3	23.812,0	24.915,1	26.059,6
Consommation de capital fixe (K.1)	2.492,1	2.559,1	2.617,3	2.830,0	2.963,9	3.099,6	3.048,7	3.185,8	3.353,4	3.485,7
Valeur ajoutée nette (B.1n)	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.070,2	19.150,0	20.045,6	20.626,2	21.561,7	22.573,9
Total Emplois	22.458,9	23.285,9	24.038,8	25.315,0	26.302,5	27.712,3	29.043,1	29.515,5	30.869,5	32.236,0
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.070,2	19.150,0	20.045,6	20.626,2	21.561,7	22.573,9
Total Ressources	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.070,2	19.150,0	20.045,6	20.626,2	21.561,7	22.573,9
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	15.380,5	15.981,7	16.650,7	17.322,2	18.070,2	19.150,0	20.045,6	20.626,2	21.561,7	22.573,8
Salaires et traitements bruts (D.11)	10.829,9	11.155,7	11.614,9	12.005,2	12.461,0	13.162,4	13.704,3	14.049,0	14.559,5	15.190,5
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	4.550,6	4.826,0	5.035,8	5.317,0	5.609,2	5.987,6	6.341,3	6.577,2	7.002,2	7.383,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.327,8	1.396,2	1.396,8	1.466,9	1.555,2	1.633,1	1.722,1	1.767,3	1.875,6	1.963,4
A destination des administrations publiques	1.320,7	1.383,7	1.385,3	1.450,5	1.528,1	1.616,7	1.708,4	1.752,3	1.860,8	1.947,7
A destination des autres secteurs	7,1	12,5	11,5	16,4	27,1	16,4	13,7	15,0	14,8	15,7
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	3.222,8	3.429,8	3.639,0	3.850,1	4.054,0	4.354,5	4.619,2	4.809,9	5.126,6	5.419,9
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Total Emplois	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.070,2	19.150,0	20.045,6	20.626,2	21.561,7	22.573,9
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Impôts sur la production et les importations (D.2)	3.640,9	3.774,9	4.145,5	4.408,2	4.668,3	4.604,0	4.246,7	4.683,0	5.018,4	4.954,0
Impôts sur les produits (D.21)	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8	3.842,5	3.815,7
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8	3.842,5	3.815,7
Autres impôts sur la production (D.29)	1.030,9	980,3	972,2	962,5	1.013,7	1.036,4	1.081,3	1.101,2	1.175,9	1.138,3
Subventions (D.3)	-971,7	-898,6	-1.313,0	-1.299,4	-1.407,2	-1.428,1	-1.289,7	-1.575,3	-1.532,5	-1.774,0
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	-263,1	-264,3	-306,2	-253,5	-87,1	-255,2	-223,8	-317,8
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	-263,1	-264,3	-306,2	-253,5	-87,1	-255,2	-223,8	-317,8

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres subventions sur la production (D.39)	-971,7	-898,6	-1.049,9	-1.035,1	-1.101,0	-1.174,6	-1.202,6	-1.320,1	-1.308,7	-1.456,2
Revenus de la propriété (D.4)	182,6	217,7	190,8	197,9	276,4	312,7	289,4	280,6	583,0	584,6
Intérêts (D.41)	90,0	106,7	78,3	108,1	182,4	220,9	172,5	123,0	165,5	145,2
En provenance des administrations publiques	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	5,8	5,1	5,6	5,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	5,8	5,1	5,6	5,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	73,0	96,2	67,8	96,7	170,5	210,2	166,7	117,9	159,9	140,0
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	69,5	92,6	63,9	93,8	164,5	203,1	135,4	97,0	144,2	123,7
Revenus distribués des sociétés (D.42)	52,6	74,6	70,5	38,0	39,5	30,8	63,4	66,7	300,0	303,4
Dividendes (D.421)	52,6	74,6	70,5	38,0	39,5	30,8	63,4	66,7	300,0	303,4
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	8,7	9,0	9,7	10,2	10,9	13,6	9,6	10,6	10,8	11,0
Loyers (D.45)	31,3	27,4	32,3	41,6	43,6	47,4	43,9	80,3	106,7	125,0
Total Ressources	2.851,8	3.093,9	3.023,3	3.306,8	3.537,5	3.488,6	3.246,4	3.388,3	4.068,9	3.764,7
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	669,5	597,2	460,2	373,3	465,5	522,2	604,5	690,9	692,5	701,5
Intérêts (D.41)	665,9	593,5	456,8	364,8	461,2	521,2	601,7	687,0	688,6	697,6
Versés aux administrations publiques	80,3	88,6	63,1	73,5	70,1	97,5	71,1	62,0	38,6	39,9
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5	55,4	39,1	13,6	20,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	35,3	37,0	16,3	15,8	22,2	19,1	2,2	1,0	2,4	0,9
Versés aux administrations de sécurité sociale	27,0	25,0	18,8	15,6	14,2	12,9	13,5	21,9	22,6	19,0
Versés aux autres secteurs	585,6	504,9	393,7	291,3	391,1	423,7	530,6	625,0	650,0	657,7
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	649,8	566,2	499,8	447,7	482,7	465,6	614,8	710,0	733,9	797,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	4	4	3	9	4	1	3	4	4	4
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.182,3	2.496,7	2.563,1	2.933,5	3.072,0	2.966,4	2.641,9	2.697,4	3.376,4	3.063,2
Total Emplois	2.851,8	3.093,9	3.023,3	3.306,8	3.537,5	3.488,6	3.246,4	3.388,3	4.068,9	3.764,7
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.182,3	2.496,7	2.563,1	2.933,5	3.072,0	2.966,4	2.641,9	2.697,4	3.376,4	3.063,2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	948,9	563,3	987,7	1.176,0	1.192,6
Impôts sur le revenu (D.51)	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4	-49,7	-3,3
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4	-49,7	-3,3
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4	-49,7	-3,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.148,1	1.225,7	1.195,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.148,1	1.225,7	1.195,9
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.148,1	1.225,7	1.195,9

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	3.251,3	3.467,6	3.676,5	3.891,8	4.091,6	4.399,9	4.659,3	4.850,5	5.167,2	5.460,5
Cotisations sociales effectives (D.611)	28,5	37,8	37,5	41,7	37,6	45,4	40,1	40,6	40,6	40,6
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4
A charge des administrations publiques	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	3.222,8	3.429,8	3.639,0	3.850,1	4.054,0	4.354,5	4.619,2	4.809,9	5.126,6	5.419,9
Autres transferts courants (D.7)	27.464,6	28.287,5	30.060,0	31.170,7	32.979,5	35.124,5	34.824,9	34.954,8	38.055,8	39.649,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	63,3	74,0	84,3	80,3	79,7	85,9	90,3	123,8	126,3	128,8
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	27.192,5	27.985,0	29.679,8	30.769,3	32.582,3	34.690,4	34.480,3	34.482,1	37.544,4	39.090,1
Transferts de recettes fiscales	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	3.553,9	3.754,0	3.967,9	4.169,2	4.502,7	4.760,9	5.120,0	5.339,5	5.632,8	6.037,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	3.416,4	3.526,5	3.762,2	4.012,7	4.249,9	4.576,8	4.861,4	5.120,6	5.401,4	5.803,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	137,5	184,8	169,1	123,3	199,9	132,0	193,5	164,1	175,8	180,6
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	42,7	36,6	33,2	52,9	52,1	65,1	54,8	55,6	53,3
Coopération internationale courante (D.74)	72,6	46,4	81,5	132,5	69,8	117,9	65,5	102,3	100,9	113,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	72,6	46,4	81,5	132,5	69,8	117,9	65,5	102,3	100,9	113,8
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	136,2	182,1	214,4	188,6	247,7	230,3	188,8	246,6	284,2	316,7
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	136,2	182,1	214,4	188,6	247,7	230,3	188,8	246,6	284,2	316,7
En provenance des sociétés non financières	22,4	33,5	35,1	42,9	43,3	21,4	4,5	4,5	5,1	5,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	113,8	148,6	179,3	145,7	204,4	208,9	184,3	242,1	279,1	311,6
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	33.898,6	35.272,5	37.348,8	39.036,0	41.158,4	43.439,7	42.689,4	43.490,4	47.775,4	49.365,7
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	6,9	7,2	0,5	1,1	0,6	0,4	0,4	1,3	1,2	1,4
Impôts sur le revenu (D.51)	6,9	7,2	0,5	1,1	0,6	0,4	0,4	1,3	1,2	1,4
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	3.707,5	3.955,7	4.197,6	4.427,4	4.682,9	4.924,3	5.289,4	5.424,0	5.766,2	6.045,9
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	31,4	33,1	35,8	37,3	39,2	41,8	44,6	46,3	46,3	46,3
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	3.222,8	3.429,8	3.639,0	3.850,1	4.054,0	4.354,5	4.619,2	4.809,9	5.126,6	5.419,9
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	453,3	492,8	522,8	540,0	589,7	528,0	625,6	567,8	593,3	579,7
Autres transferts courants (D.7)	8.314,7	8.488,9	8.968,6	9.487,4	9.918,9	10.925,9	11.182,3	11.832,0	12.142,6	12.330,1
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	84,2	91,3	99,9	99,3	98,7	106,3	112,0	119,2	121,6	124,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	6.475,2	6.410,0	6.824,9	7.216,8	7.430,8	8.036,2	8.146,4	8.396,0	8.563,0	8.859,0
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.475,2	6.410,0	6.824,9	7.216,8	7.430,8	8.036,2	8.146,4	8.396,0	8.563,0	8.859,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	210,6	54,1	8,1	6,3	8,3	6,5	6,7	9,4	6,6	6,7
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	6.120,7	6.265,2	6.717,7	6.955,7	7.296,5	7.900,7	7.988,9	8.229,4	8.367,8	8.647,4
Aux administrations de sécurité sociale	143,9	90,7	99,1	254,8	126,0	129,0	150,8	157,2	188,6	204,9
Coopération internationale courante (D.74)	18,9	20,5	41,8	40,6	45,2	43,9	46,9	40,3	43,4	45,1
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	18,9	20,5	41,8	40,6	45,2	43,9	46,9	40,3	43,4	45,1
Transferts courants divers (D.75)	1.736,4	1.967,1	2.002,0	2.130,7	2.344,2	2.739,5	2.877,0	3.276,5	3.414,6	3.302,0
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.736,4	1.967,1	2.002,0	2.130,7	2.344,2	2.739,5	2.877,0	3.276,5	3.414,6	3.302,0
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.679,0	1.909,2	1.962,6	2.086,5	2.302,3	2.695,6	2.831,2	3.229,9	3.365,6	3.251,8
Versés au reste du monde	57,4	57,9	39,4	44,2	41,9	43,9	45,8	46,6	49,0	50,2
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	57,4	57,9	39,4	44,2	41,9	43,9	45,8	46,6	49,0	50,2
Revenu disponible (B.6n)	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.589,1	26.217,3	26.233,1	29.865,4	30.988,3
Total Emplois	33.898,6	35.272,5	37.348,8	39.036,0	41.158,4	43.439,7	42.689,4	43.490,4	47.775,4	49.365,7

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.589,1	26.217,3	26.233,1	29.865,4	30.988,3
Total Ressources	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.589,1	26.217,3	26.233,1	29.865,4	30.988,3
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	13.995,5	14.608,1	15.338,4	16.165,7	16.903,2	18.023,9	18.779,9	19.255,3	20.210,1	20.944,5
Prestations sociales en nature (D.631)	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.710,3	2.946,1
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.710,3	2.946,1
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.710,3	2.946,1
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	12.422,7	12.818,2	13.417,6	14.135,8	14.757,2	15.643,5	16.192,0	16.760,5	17.499,8	17.998,4
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.874,0	8.212,6	8.843,7	8.954,4	9.652,8	9.565,2	7.437,4	6.977,8	9.655,3	10.043,8
Total Emplois	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.589,1	26.217,3	26.233,1	29.865,4	30.988,3
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.589,1	26.217,3	26.233,1	29.865,4	30.988,3
Total Ressources	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.589,1	26.217,3	26.233,1	29.865,4	30.988,3
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	21.980,0	23.005,8	23.852,7	25.033,3	26.166,3	27.765,8	29.279,5	29.497,8	30.990,4	32.515,7
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	13.995,5	14.608,1	15.338,4	16.165,7	16.903,2	18.023,9	18.779,9	19.255,3	20.210,1	20.944,5
Dépenses de consommation collective (P.32)	7.984,5	8.397,7	8.514,3	8.867,6	9.263,1	9.741,9	10.499,6	10.242,5	10.780,3	11.571,2
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	-3	5	2	4	-2	4	-4	-6	-6	-6
Épargne (B.8n)	-107,6	-189,7	327,7	82,4	391,3	-180,4	-3.057,7	-3.259,0	-1.119,3	-1.521,7
Total Emplois	21.869,5	22.820,7	24.182,1	25.120,1	26.556,0	27.589,1	26.217,3	26.233,1	29.865,4	30.988,3
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.874,0	8.212,6	8.843,7	8.954,4	9.652,8	9.565,2	7.437,4	6.977,8	9.655,3	10.043,8
Total Ressources	7.874,0	8.212,6	8.843,7	8.954,4	9.652,8	9.565,2	7.437,4	6.977,8	9.655,3	10.043,8
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	7.984,5	8.397,7	8.514,3	8.867,6	9.263,1	9.741,9	10.499,6	10.242,5	10.780,3	11.571,2
Consommation collective effective (P.42)	7.984,5	8.397,7	8.514,3	8.867,6	9.263,1	9.741,9	10.499,6	10.242,5	10.780,3	11.571,2
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	-2,9	4,6	1,7	4,4	-1,6	3,7	-4,5	-5,7	-5,7	-5,7
Épargne (B.8n)	-107,6	-189,7	327,7	82,4	391,3	-180,4	-3.057,7	-3.259,0	-1.119,3	-1.521,7
Total Emplois	7.874,0	8.212,6	8.843,7	8.954,4	9.652,8	9.565,2	7.437,4	6.977,8	9.655,3	10.043,8
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Épargne nette (B.8n)	-107,6	-189,7	327,7	82,4	391,3	-180,4	-3.057,7	-3.259,0	-1.119,3	-1.521,7
Transferts en capital à recevoir (D.9)	1.462,3	2.083,7	1.908,4	2.037,7	2.142,4	2.308,0	2.205,1	2.482,3	2.722,7	2.925,2
Impôts en capital (D.91)	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2	2.463,4	2.739,0

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Aides à l'investissement (D.92)	75,7	45,7	45,4	40,1	45,6	63,0	77,8	128,5	128,1	99,1
En provenance des administrations publiques	75,7	45,7	45,4	40,1	45,6	63,0	77,8	128,0	117,7	85,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	75,7	45,7	45,4	40,1	45,6	63,0	77,8	128,0	117,7	85,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	10,4	13,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	10,4	13,6
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	94,6	475,7	113,6	47,8	43,8	46,5	77,5	57,6	131,2	87,1
En provenance des administrations publiques	58,8	445,3	77,9	2,1	2,4	6,3	28,4	9,6	22,8	10,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	58,8	442,4	75,0	0,0	0,0	0,0	19,6	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	2,9	2,9	2,1	2,4	6,3	8,8	9,6	22,8	10,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	35,8	30,4	35,7	45,7	41,4	40,2	49,1	48,0	108,4	77,1
En provenance des sociétés non financières	20,8	14,2	14,0	16,1	19,7	19,1	29,2	26,4	80,0	49,8
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	11,2	14,4	16,0	9,0	10,7	9,1	9,3	8,8	14,0	9,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	3,8	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0	10,6	12,8	14,4	17,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	3,8	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0	10,6	12,8	14,4	17,8
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.808,4	-2.397,7	-2.424,2	-2.333,6	-2.156,6	-3.093,2	-2.418,2	-2.266,9	-3.039,2	-2.525,3
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-1.798,8	-1.849,3	-1.965,9	-2.133,1	-1.966,6	-2.078,9	-2.218,8	-2.120,4	-2.273,5	-2.397,5
Versées aux administrations publiques	-462,3	-502,7	-655,9	-588,2	-550,3	-523,3	-512,3	-522,4	-621,9	-653,7
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-0,9	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	-461,4	-502,7	-655,9	-588,1	-550,3	-523,3	-512,3	-522,4	-621,9	-653,7
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.336,5	-1.346,6	-1.310,0	-1.544,9	-1.416,3	-1.555,6	-1.706,5	-1.598,0	-1.651,6	-1.743,8
Versées aux sociétés non financières	-1.155,5	-1.139,1	-1.147,7	-1.389,7	-1.206,7	-1.283,2	-1.346,7	-1.204,0	-1.316,7	-1.400,2
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-95,2	-89,6	-97,0	-101,2	-156,4	-206,5	-280,0	-333,8	-267,0	-270,5
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-59,8	-74,2	-54,1	-53,3	-53,2	-65,8	-70,6	-58,4	-67,3	-72,1
Versées au reste du monde	-26,0	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1	-9,2	-1,8	-0,6	-1,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	-26,0	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1	-9,2	-1,8	-0,6	-1,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-9,6	-548,4	-458,3	-200,5	-190,0	-1.014,3	-199,4	-146,5	-765,7	-127,8
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-825,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-625,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-200,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-9,6	-548,4	-458,3	-200,5	-190,0	-188,7	-199,4	-146,5	-765,7	-127,8
Versés aux sociétés non financières	0,0	-63,0	-314,9	-200,5	-184,6	-182,4	-199,4	-113,3	-187,7	-109,5

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Versés aux sociétés financières	0,0	-485,4	-143,4	0,0	-5,4	-6,3	0,0	-33,2	-578,0	-8,0
Versés aux ménages	-9,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,3
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.270,8	-3.043,6	-1.435,8	-1.121,8
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.270,8	-3.043,6	-1.435,8	-1.121,8
Total Variations des actifs	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.270,8	-3.043,6	-1.435,8	-1.121,8
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.270,8	-3.043,6	-1.435,8	-1.121,8
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.270,8	-3.043,6	-1.435,8	-1.121,8
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	2.012,7	2.064,5	2.046,2	2.077,7	2.086,5	2.227,6	2.304,9	2.610,3	2.850,6	2.599,3
Formation brute de capital fixe (P.51)	2.008,0	2.068,4	2.042,8	2.074,8	2.081,5	2.215,7	2.286,0	2.601,4	2.850,7	2.597,3
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.930,4	1.993,8	1.952,0	1.982,4	1.982,4	2.114,6	2.167,7	2.480,6	2.708,4	2.422,9
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	1.984,6	2.317,1	2.073,4	2.156,9	2.064,7	2.200,1	2.272,2	2.541,8	2.746,4	2.565,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-54,2	-323,3	-121,4	-174,5	-82,3	-85,5	-104,5	-61,2	-38,0	-142,8
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	77,6	74,6	90,8	92,4	99,1	101,1	118,3	120,8	142,3	174,4
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	77,6	74,6	90,8	92,4	99,1	101,1	118,3	120,8	142,3	174,4
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-2.492,1	-2.559,1	-2.617,3	-2.830,0	-2.963,9	-3.099,6	-3.048,7	-3.185,8	-3.353,4	-3.485,7
Variation des stocks (P.52)	4,7	-3,9	3,4	2,9	5,0	11,9	18,9	8,9	-0,1	2,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-143,6	-140,0	-57,9
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-143,6	-140,0	-57,9
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	25,7	-9,1	377,0	538,8	1.254,5	-93,6	-2.527,0	-2.324,5	-793,0	-177,5
Total Variations des actifs	-453,7	-503,7	-188,1	-213,5	377,1	-965,6	-3.270,8	-3.043,6	-1.435,8	-1.121,8

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	14.188,1	14.518,1	15.468,3	16.441,4	16.999,3	17.889,2	18.642,2	19.416,6	20.343,3	21.236,9
Production marchande (P.11)	744,4	787,6	821,4	871,8	902,6	885,1	904,6	930,2	1.010,8	1.077,5
Production pour usage final propre (P.12)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre production non marchande (P.13)	13.443,7	13.730,5	14.646,9	15.569,6	16.096,7	17.004,1	17.737,6	18.486,4	19.332,5	20.159,4
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	608,9	638,9	680,6	602,1	697,5	732,4	762,1	784,7	857,2	868,8
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	12.834,8	13.091,6	13.966,3	14.967,5	15.399,2	16.271,7	16.975,5	17.701,7	18.475,3	19.290,6
Total Ressources	14.188,1	14.518,1	15.468,3	16.441,4	16.999,3	17.889,2	18.642,2	19.416,6	20.343,3	21.236,9
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	2.722,8	2.754,6	2.946,4	3.055,8	2.984,5	3.098,5	3.371,7	3.464,0	3.588,0	3.716,8
Valeur ajoutée brute (B.1b)	11.465,3	11.763,5	12.521,9	13.385,6	14.014,8	14.790,7	15.270,5	15.952,6	16.755,3	17.520,1
Consommation de capital fixe (K.1)	1.333,9	1.384,9	1.489,2	1.658,2	1.803,4	1.939,0	1.907,7	2.058,1	2.224,7	2.362,1
Valeur ajoutée nette (B.1n)	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,4	12.211,4	12.851,7	13.362,8	13.894,5	14.530,6	15.158,0
Total Emplois	14.188,1	14.518,1	15.468,3	16.441,4	16.999,3	17.889,2	18.642,2	19.416,6	20.343,3	21.236,9
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,4	12.211,4	12.851,7	13.362,8	13.894,5	14.530,6	15.158,0
Total Ressources	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,4	12.211,4	12.851,7	13.362,8	13.894,5	14.530,6	15.158,0
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,5	12.211,3	12.851,7	13.362,7	13.894,4	14.530,6	15.157,9
Salaires et traitements bruts (D.11)	7.244,8	7.444,5	7.958,0	8.421,4	8.739,8	9.221,2	9.525,7	9.799,2	10.189,9	10.552,1
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.886,6	2.934,1	3.074,7	3.306,1	3.471,5	3.630,5	3.837,0	4.095,2	4.340,7	4.605,8
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.833,0	1.826,9	2.019,4	2.028,0	2.096,6	2.219,6	2.384,7	2.605,0	2.753,0	2.973,3
A destination des administrations publiques	1.506,6	1.524,8	1.689,7	1.751,0	1.815,8	1.913,6	2.063,9	2.225,0	2.356,3	2.773,3
A destination des autres secteurs	326,4	302,1	329,7	277,0	280,8	306,0	320,8	380,0	396,7	200,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.053,6	1.107,2	1.055,3	1.278,1	1.374,9	1.410,9	1.452,3	1.490,2	1.587,7	1.632,5
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Total Emplois	10.131,4	10.378,6	11.032,7	11.727,4	12.211,4	12.851,7	13.362,8	13.894,5	14.530,6	15.158,0
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Impôts sur la production et les importations (D.2)	3.842,3	3.949,1	4.087,4	4.241,5	4.391,8	4.460,6	4.545,6	4.730,5	4.939,5	4.967,0
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	3.842,3	3.949,1	3.987,0	4.241,5	4.391,8	4.460,6	4.545,6	4.730,5	4.939,5	4.967,0
Subventions (D.3)	-320,7	-326,6	-332,1	-397,4	-383,9	-282,9	-264,5	-324,9	-343,7	-336,8
Subventions sur les produits (D.31)	-136,8	-139,5	-142,0	-163,2	-158,7	-61,0	-53,4	-73,4	-99,2	-94,7
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-136,8	-139,5	-142,0	-163,2	-158,7	-61,0	-53,4	-73,4	-99,2	-94,7

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres subventions sur la production (D.39)	-183,9	-187,1	-190,1	-234,2	-225,2	-221,9	-211,1	-251,5	-244,5	-242,1
Revenus de la propriété (D.4)	1.093,4	839,7	888,3	1.134,7	1.106,5	1.184,0	1.017,0	944,0	982,5	895,1
Intérêts (D.41)	136,2	135,9	140,3	173,6	227,7	256,3	194,5	182,6	185,6	179,8
En provenance des administrations publiques	51,0	51,6	38,8	52,3	61,9	30,2	5,0	3,1	4,6	3,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	15,7	14,6	22,5	36,5	39,7	11,1	2,8	2,1	2,2	2,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	35,3	37,0	16,3	15,8	22,2	19,1	2,2	1,0	2,4	0,9
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	85,2	84,3	101,5	121,3	165,8	226,1	189,5	179,5	181,0	176,3
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	69,2	65,6	74,5	92,2	135,6	201,4	120,5	95,1	112,5	120,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	840,9	545,8	581,5	844,0	758,9	807,5	700,5	630,3	650,4	577,8
Dividendes (D.421)	811,1	515,8	551,5	805,4	707,2	740,7	661,7	595,9	599,7	568,4
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	29,8	30,0	30,0	38,6	51,7	66,8	38,8	34,4	50,7	9,4
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	6,3	6,6	7,1	7,4	7,9	9,8	7,0	7,6	7,8	8,0
Loyers (D.45)	110,0	151,4	159,4	109,7	112,0	110,4	115,0	123,5	138,7	129,5
Total Ressources	4.615,0	4.462,2	4.643,6	4.978,7	5.114,5	5.361,7	5.298,2	5.349,7	5.578,3	5.525,4
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	647,6	651,1	550,6	500,0	647,5	725,8	564,1	554,0	554,4	462,9
Intérêts (D.41)	645,6	649,1	548,5	498,2	645,4	724,0	563,1	553,1	553,5	462,0
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	645,6	649,1	548,5	498,2	645,4	724,0	563,1	553,1	553,5	462,0
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	731,4	736,4	730,7	785,5	822,8	805,1	715,1	660,0	667,4	659,3
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.967,4	3.811,1	4.093,0	4.478,7	4.467,0	4.635,9	4.734,1	4.795,7	5.023,9	5.062,5
Total Emplois	4.615,0	4.462,2	4.643,6	4.978,7	5.114,5	5.361,7	5.298,2	5.349,7	5.578,3	5.525,4
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.967,4	3.811,1	4.093,0	4.478,7	4.467,0	4.635,9	4.734,1	4.795,7	5.023,9	5.062,5
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	2.391,6	2.421,0	2.529,0	2.789,2	3.267,1	2.547,3	3.590,3	3.294,7	3.500,7	3.142,7
Impôts sur le revenu (D.51)	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0	3.085,0	2.715,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0	3.085,0	2.715,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0	3.085,0	2.715,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	218,6	239,0	257,0	318,2	351,1	391,3	382,3	397,7	415,7	427,7
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	218,6	239,0	257,0	318,2	351,1	391,3	382,3	397,7	415,7	427,7
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	218,6	239,0	257,0	318,2	351,1	391,3	382,3	397,7	415,7	427,7

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	1.073,6	1.128,9	1.077,8	1.296,6	1.395,4	1.432,3	1.473,8	1.511,9	1.609,3	1.654,7
Cotisations sociales effectives (D.611)	20,0	21,7	22,5	18,5	20,5	21,4	21,5	21,7	21,6	22,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4
A charge des administrations publiques	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	17,8
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	17,8
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.053,6	1.107,2	1.055,3	1.278,1	1.374,9	1.410,9	1.452,3	1.490,2	1.587,7	1.632,5
Autres transferts courants (D.7)	8.653,1	8.925,4	9.501,3	9.943,8	10.385,9	11.378,4	11.519,0	11.908,3	12.223,8	12.548,9
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	42,1	49,2	56,1	53,5	53,1	57,3	60,3	82,6	84,2	85,9
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	8.471,2	8.720,7	9.288,2	9.695,8	10.117,3	10.982,1	11.155,3	11.515,5	11.833,7	12.173,3
Transferts de recettes fiscales	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	8.325,9	8.579,1	9.139,3	9.549,8	9.991,2	10.870,9	11.016,3	11.366,8	11.681,3	12.022,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	2.176,3	2.288,5	2.396,6	2.567,6	2.666,7	2.942,1	2.999,1	3.111,3	3.289,4	3.351,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	6.120,7	6.265,2	6.717,7	6.955,7	7.296,5	7.900,7	7.988,9	8.229,4	8.367,8	8.647,4
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	28,9	25,4	25,0	26,5	28,0	28,1	28,3	26,1	24,1	24,1
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	15,0	15,3	15,6	15,9	16,2	16,5	16,8	17,1	17,4
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	15,0	15,3	15,6	15,9	16,2	16,5	16,8	17,1	17,4
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	139,8	140,5	141,7	178,9	199,6	322,8	286,9	293,4	288,8	272,3
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	139,8	140,5	141,7	178,9	199,6	322,8	286,9	293,4	288,8	272,3
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	7,7	9,7	9,3	11,6	10,8	12,2	13,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	139,8	140,5	141,7	171,2	189,9	313,5	275,3	282,6	276,6	259,2
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	16.085,7	16.286,4	17.201,1	18.508,3	19.515,4	19.993,9	21.317,2	21.510,6	22.357,7	22.408,8
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	10,2	10,1	10,3	5,7	6,0	6,6	7,5	8,1	9,7	15,5
Impôts sur le revenu (D.51)	10,2	10,1	10,3	5,7	6,0	6,6	7,5	8,1	9,7	15,5
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.797,3	1.708,6	1.682,7	1.917,6	2.000,6	2.147,6	2.259,4	2.312,5	2.452,5	2.652,6
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	5,6	5,9	6,0	6,2	6,7	6,9	7,5	7,8	7,8	7,8
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.072,0	1.126,4	1.075,2	1.294,3	1.391,4	1.428,3	1.469,8	1.507,5	1.605,0	1.650,3
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	719,7	576,3	601,5	617,1	602,5	712,4	782,1	797,2	839,7	994,5
Autres transferts courants (D.7)	725,6	774,1	793,1	908,4	1.011,5	1.002,9	1.148,7	1.132,7	1.196,5	1.209,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	61,0	66,2	72,4	72,0	71,4	76,9	81,0	86,2	87,9	89,7
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	137,6	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	203,3	217,1	231,9
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	137,6	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	203,3	217,1	231,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,1	0,6	1,5	45,8	37,7	40,5	38,1	39,2	41,3	51,3
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	137,5	184,8	169,1	123,3	199,9	132,0	193,5	164,1	175,8	180,6
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	527,0	522,5	550,1	667,3	702,5	753,5	836,1	843,2	891,5	888,1
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	527,0	522,5	550,1	667,3	702,5	753,5	836,1	843,2	891,5	888,1
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	1,0	1,3	6,1	7,2	1,8	1,1	1,9
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	285,5	276,2	298,4	106,8	108,8	130,8	158,7	153,1	165,8	183,7
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	241,5	246,3	251,7	559,5	592,4	616,6	670,2	688,3	724,6	702,5
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.836,8	17.901,6	18.057,3	18.699,0	18.531,0
Total Emplois	16.085,7	16.286,4	17.201,1	18.508,3	19.515,4	19.993,9	21.317,2	21.510,6	22.357,7	22.408,8

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.836,8	17.901,6	18.057,3	18.699,0	18.531,0
Total Ressources	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.836,8	17.901,6	18.057,3	18.699,0	18.531,0
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	5.609,2	5.826,4	6.098,6	6.669,9	6.980,0	7.568,9	7.709,3	8.039,8	8.381,1	8.784,6
Prestations sociales en nature (D.631)	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	333,0	357,7
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	333,0	357,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	333,0	357,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	5.185,5	5.578,7	5.845,8	6.429,0	6.739,8	7.282,4	7.420,6	7.723,2	8.048,1	8.426,9
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.943,4	7.967,2	8.616,4	9.006,7	9.517,3	9.267,9	10.192,3	10.017,5	10.317,9	9.746,4
Total Emplois	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.836,8	17.901,6	18.057,3	18.699,0	18.531,0
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.836,8	17.901,6	18.057,3	18.699,0	18.531,0
Total Ressources	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.836,8	17.901,6	18.057,3	18.699,0	18.531,0
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	13.258,5	13.339,3	14.219,1	15.208,4	15.639,4	16.558,2	17.264,2	18.018,3	18.808,3	19.648,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	5.609,2	5.826,4	6.098,6	6.669,9	6.980,0	7.568,9	7.709,3	8.039,8	8.381,1	8.784,6
Dépenses de consommation collective (P.32)	7.649,3	7.512,9	8.120,5	8.538,5	8.659,4	8.989,3	9.554,9	9.978,5	10.427,2	10.863,7
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	-2	-1	-1	-1	0	0	-1	-1	-1	-1
Epargne (B.8n)	295,7	455,0	496,6	469,7	857,5	278,6	638,9	40,5	-107,8	-1.115,8
Total Emplois	13.552,6	13.793,6	14.715,0	15.676,6	16.497,3	16.836,8	17.901,6	18.057,3	18.699,0	18.531,0
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.943,4	7.967,2	8.616,4	9.006,7	9.517,3	9.267,9	10.192,3	10.017,5	10.317,9	9.746,4
Total Ressources	7.943,4	7.967,2	8.616,4	9.006,7	9.517,3	9.267,9	10.192,3	10.017,5	10.317,9	9.746,4
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	7.649,3	7.512,9	8.120,5	8.538,5	8.659,4	8.989,3	9.554,9	9.978,5	10.427,2	10.863,7
Consommation collective effective (P.42)	7.649,3	7.512,9	8.120,5	8.538,5	8.659,4	8.989,3	9.554,9	9.978,5	10.427,2	10.863,7
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	-1,6	-0,7	-0,7	-1,5	0,4	0,0	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5
Epargne (B.8n)	295,7	455,0	496,6	469,7	857,5	278,6	638,9	40,5	-107,8	-1.115,8
Total Emplois	7.943,4	7.967,2	8.616,4	9.006,7	9.517,3	9.267,9	10.192,3	10.017,5	10.317,9	9.746,4
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	295,7	455,0	496,6	469,7	857,5	278,6	638,9	40,5	-107,8	-1.115,8
Transferts en capital à recevoir (D.9)	621,7	582,0	754,1	653,0	594,8	1.208,3	576,5	582,1	694,2	778,7
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Aides à l'investissement (D.92)	473,1	515,7	670,3	598,9	561,5	542,4	539,3	553,3	646,2	686,5
En provenance des administrations publiques	473,1	515,7	670,3	598,9	561,5	542,4	539,3	553,3	646,2	686,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	11,7	13,0	14,4	10,8	11,2	19,1	27,0	30,9	24,3	32,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	461,4	502,7	655,9	588,1	550,3	523,3	512,3	522,4	621,9	653,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	148,6	66,3	83,8	54,1	33,3	665,9	37,2	28,8	48,0	92,2
En provenance des administrations publiques	0,0	0,4	27,4	4,9	0,9	625,7	0,2	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,4	27,4	4,9	0,9	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	625,6	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	148,6	65,9	56,4	49,2	32,4	40,2	37,0	28,8	48,0	92,2
En provenance des sociétés non financières	137,7	56,5	47,0	43,7	26,1	33,4	28,6	23,6	41,1	76,8
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	10,9	9,4	9,4	5,5	6,3	6,8	8,4	5,2	6,9	15,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-646,3	-390,2	-300,7	-221,5	-222,7	-322,7	-226,3	-228,3	-352,4	-268,5
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-371,5	-207,1	-247,8	-99,8	-112,0	-101,4	-67,1	-62,0	-92,0	-144,6
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-371,5	-207,1	-247,8	-99,8	-112,0	-101,4	-67,1	-62,0	-92,0	-144,6
Versées aux sociétés non financières	-288,1	-130,7	-156,4	-71,0	-79,4	-69,7	-33,4	-25,0	-39,3	-88,1
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-46,4	-40,5	-55,5	-5,6	-5,9	-5,9	-5,5	-5,8	-12,1	-10,2
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-37,0	-35,9	-35,9	-23,2	-26,7	-25,8	-28,2	-31,2	-40,6	-46,3
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-274,8	-183,1	-52,9	-121,7	-110,7	-221,3	-159,2	-166,3	-260,4	-123,9
Versés aux administrations publiques	-2,3	-6,1	-6,9	-5,3	-5,5	-11,4	-15,4	-15,7	-22,8	-10,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-2,3	-3,2	-4,0	-3,2	-3,1	-5,1	-6,6	-6,1	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	-2,9	-2,9	-2,1	-2,4	-6,3	-8,8	-9,6	-22,8	-10,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-272,5	-177,0	-46,0	-116,4	-105,2	-209,9	-143,8	-150,6	-237,6	-113,9
Versés aux sociétés non financières	-247,5	0,0	0,0	-96,3	-81,4	-130,8	-133,9	-129,7	-221,0	-112,5

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Versés aux sociétés financières	-25,0	-177,0	-46,0	-20,1	-23,8	-79,1	-9,9	-20,9	-16,6	-1,4
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.164,2	989,1	394,3	234,0	-605,6
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.164,2	989,1	394,3	234,0	-605,6
Total Variations des actifs	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.164,2	989,1	394,3	234,0	-605,6
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.164,2	989,1	394,3	234,0	-605,6
Total Variations des passifs et de la valeur nette	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.164,2	989,1	394,3	234,0	-605,6
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	2.013,0	2.067,2	2.464,7	2.825,9	2.472,5	2.398,8	2.647,0	2.585,2	3.016,8	3.380,0
Formation brute de capital fixe (P.51)	2.013,0	2.067,2	2.464,7	2.825,9	2.472,5	2.398,8	2.647,0	2.585,2	3.016,8	3.380,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	2.013,0	2.067,2	2.464,7	2.825,9	2.472,5	2.398,8	2.647,0	2.585,2	3.016,8	3.380,0
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	2.057,1	2.193,0	2.525,4	2.868,2	2.525,2	2.452,0	2.714,4	2.638,2	3.062,0	3.466,0
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-44,1	-125,8	-60,7	-42,3	-52,7	-53,2	-67,4	-53,0	-45,2	-86,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-1.333,9	-1.384,9	-1.489,2	-1.658,2	-1.803,4	-1.939,0	-1.907,7	-2.058,1	-2.224,7	-2.362,1
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	16,1	18,8	24,0	-37,6	-6,0	4,1	13,8	-26,7	-36,6	12,5
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	16,1	18,8	24,0	-37,6	-6,0	4,1	13,8	-26,7	-36,6	12,5
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-424,1	-54,3	-49,5	-228,9	566,5	700,3	236,0	-106,1	-521,5	-1.636,0
Total Variations des actifs	271,1	646,8	950,0	901,2	1.229,6	1.164,2	989,1	394,3	234,0	-605,6

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	1.952,6	2.000,8	2.068,7	2.146,6	2.221,8	2.310,7	2.433,5	2.483,5	2.555,1	2.600,7
Production marchande (P.11)	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
Production pour usage final propre (P.12)	13,2	16,5	17,0	18,8	19,7	21,0	19,1	20,1	20,8	23,6
Autre production non marchande (P.13)	1.927,7	1.972,6	2.040,0	2.116,1	2.190,4	2.278,0	2.402,7	2.451,7	2.522,6	2.565,4
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	13,0	13,3	10,0	13,1	16,6	15,9	23,7	28,3	29,8	34,0
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	1.914,7	1.959,3	2.030,0	2.103,0	2.173,8	2.262,1	2.379,0	2.423,4	2.492,8	2.531,4
Total Ressources	1.952,6	2.000,8	2.068,7	2.146,6	2.221,8	2.310,7	2.433,5	2.483,5	2.555,1	2.600,7
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	779,5	805,2	836,6	864,2	894,5	929,0	983,4	997,0	1.022,2	1.047,4
Valeur ajoutée brute (B.1b)	1.173,1	1.195,6	1.232,1	1.282,4	1.327,3	1.381,7	1.450,1	1.486,5	1.532,9	1.553,3
Consommation de capital fixe (K.1)	57,1	46,4	40,2	42,2	45,4	47,9	48,1	49,3	50,7	52,4
Valeur ajoutée nette (B.1n)	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.437,2	1.482,2	1.500,9
Total Emplois	1.952,6	2.000,8	2.068,7	2.146,6	2.221,8	2.310,7	2.433,5	2.483,5	2.555,1	2.600,7
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.437,2	1.482,2	1.500,9
Total Ressources	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.437,2	1.482,2	1.500,9
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.437,2	1.482,2	1.500,9
Salaires et traitements bruts (D.11)	847,6	876,9	906,5	943,8	973,3	1.001,3	1.042,0	1.065,9	1.091,0	1.086,3
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	268,4	272,3	285,4	296,4	308,6	332,5	360,0	371,3	391,2	414,6
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	252,4	255,6	267,7	277,2	288,8	311,7	338,1	348,8	368,0	391,1
A destination des administrations publiques	252,4	255,6	267,7	277,2	288,8	311,7	338,1	348,8	368,0	391,1
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	22,5	23,2	23,5
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Emplois	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,9	1.333,8	1.402,0	1.437,2	1.482,2	1.500,9
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	989,8	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6	1.291,9	1.345,5	1.355,5	1.423,5
Impôts sur les produits (D.21)	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2	1.147,2	1.209,2
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2	1.147,2	1.209,2
Autres impôts sur la production (D.29)	106,6	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3	173,4	197,3	208,3	214,3
Subventions (D.3)	-750,1	-903,8	-1.150,5	-1.470,2	-1.736,2	-2.124,6	-2.301,3	-2.737,6	-3.321,0	-3.324,8
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres subventions sur la production (D.39)	-750,1	-903,8	-1.150,5	-1.470,2	-1.736,2	-2.124,6	-2.301,3	-2.737,6	-3.321,0	-3.324,8
Revenus de la propriété (D.4)	369,3	326,6	324,8	331,2	359,8	384,4	369,6	354,2	372,1	435,5
Intérêts (D.41)	369,3	326,6	324,8	331,2	359,8	384,4	369,6	354,2	372,1	435,5
En provenance des administrations publiques	255,8	286,1	284,8	268,3	276,2	246,4	307,5	303,5	319,4	402,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	228,8	261,1	266,0	252,7	262,0	233,5	294,0	281,6	296,8	383,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	27,0	25,0	18,8	15,6	14,2	12,9	13,5	21,9	22,6	19,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	113,5	40,5	40,0	62,9	83,6	138,0	62,1	50,7	52,7	32,7
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	105,6	36,1	33,8	53,4	73,1	124,1	40,7	31,8	44,6	23,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes (D.421)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	609,0	652,1	416,4	158,7	-154,2	-420,6	-639,8	-1.037,9	-1.593,4	-1.465,8
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	6,9	9,3	-8,4
Intérêts (D.41)	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	6,9	9,3	-8,4
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	6,9	9,3	-8,4
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,6	8,6	16,1	6,2
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	603,1	644,4	415,7	158,2	-155,2	-421,1	-642,4	-1.044,8	-1.602,7	-1.457,4
Total Emplois	609,0	652,1	416,4	158,7	-154,2	-420,6	-639,8	-1.037,9	-1.593,4	-1.465,8
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	603,1	644,4	415,7	158,2	-155,2	-421,1	-642,4	-1.044,8	-1.602,7	-1.457,4
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	943,6	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.247,1	1.316,4	1.325,9	1.349,8	1.396,9
Impôts sur le revenu (D.51)	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.081,4
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.081,4
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.081,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	315,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	315,5
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	315,5
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	37.447,7	38.565,1	39.420,7	40.971,0	43.240,3	45.737,4	46.646,4	47.684,6	50.169,3	52.353,4
Cotisations sociales effectives (D.611)	37.431,7	38.548,4	39.403,0	40.951,8	43.220,5	45.716,6	46.624,5	47.662,1	50.146,1	52.329,9
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.863,6	28.332,9	28.817,1	29.454,2	31.176,2	32.651,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.863,6	28.332,9	28.817,1	29.454,2	31.176,2	32.651,4
A charge des administrations publiques	2.960,9	3.051,2	3.222,4	3.378,2	3.496,3	3.731,3	3.955,3	4.130,1	4.437,6	5.074,7
A charge des autres secteurs	20.150,0	20.664,3	21.100,9	22.050,9	23.367,3	24.601,6	24.861,8	25.324,1	26.738,6	27.576,7
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	11.078,7	11.426,9	11.559,6	11.822,0	12.504,0	13.037,0	13.233,9	13.570,0	14.251,6	14.767,7
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	11.076,8	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.503,0	13.036,0	13.232,8	13.568,9	14.250,5	14.766,7
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	3.242,1	3.406,0	3.520,1	3.700,7	3.852,9	4.346,7	4.573,5	4.637,9	4.718,3	4.910,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	3.194,0	3.357,9	3.470,8	3.646,6	3.799,3	4.285,6	4.512,4	4.576,8	4.657,2	4.849,7
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	61,1	61,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	22,5	23,2	23,5
Autres transferts courants (D.7)	11.554,8	14.758,7	16.186,7	17.503,1	18.331,1	20.331,8	20.499,8	24.388,5	26.015,9	27.385,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	11.479,9	14.642,2	16.087,7	17.463,2	18.286,6	20.252,9	20.392,7	24.284,9	25.904,0	27.274,5
Transferts de recettes fiscales	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.826,4	6.761,9	6.865,0	7.205,1	7.055,8	7.680,7	7.657,3	10.184,2	9.044,7	12.109,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	6.682,5	6.671,2	6.765,9	6.950,3	6.929,8	7.551,7	7.506,5	10.027,0	8.856,1	11.904,1
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	143,9	90,7	99,1	254,8	126,0	129,0	150,8	157,2	188,6	204,9
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	74,9	116,5	99,0	39,9	44,5	78,9	107,1	103,6	111,9	110,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	74,9	116,5	99,0	39,9	44,5	78,9	107,1	103,6	111,9	110,9
En provenance des sociétés non financières	74,6	116,2	98,7	39,6	44,2	78,6	102,1	98,6	103,8	102,7
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	5,0	5,0	8,1	8,2
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	50.549,2	55.019,7	57.077,0	59.736,5	62.621,7	66.895,2	67.820,2	72.354,2	75.932,3	79.678,3
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	33.530,3	34.595,9	35.825,8	36.820,0	37.727,8	40.161,4	43.239,8	44.609,1	46.491,2	49.327,8
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	33.481,8	34.549,5	35.777,9	36.763,5	37.675,1	40.105,4	43.180,4	44.540,4	46.418,8	49.253,2
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	22,5	23,2	23,5
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	32,5	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2	37,5	46,2	49,2	51,1
Autres transferts courants (D.7)	307,5	459,6	462,7	404,2	509,6	563,8	559,9	643,7	638,4	685,6
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	145,8	205,5	210,8	135,6	181,0	183,8	212,3	212,1	202,5	188,0
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	145,8	205,5	210,8	135,6	181,0	183,8	212,3	212,1	202,5	188,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	116,9	137,4	149,2	75,9	100,1	103,6	118,9	131,2	122,8	110,6
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	42,7	36,6	33,2	52,9	52,1	65,1	54,8	55,6	53,3
Aux administrations locales	28,9	25,4	25,0	26,5	28,0	28,1	28,3	26,1	24,1	24,1
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	21,5	19,1	19,7	52,6	61,3	19,7	38,0	30,9	39,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	21,5	19,1	19,7	52,6	61,3	19,7	38,0	30,9	39,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	161,7	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	393,6	405,0	458,6
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	161,7	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	393,6	405,0	458,6
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	161,7	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	393,6	405,0	458,6
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.020,5	27.101,4	28.802,7	29.664,9
Total Emplois	50.549,2	55.019,7	57.077,0	59.736,5	62.621,7	66.895,2	67.820,2	72.354,2	75.932,3	79.678,3

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.020,5	27.101,4	28.802,7	29.664,9
Total Ressources	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.020,5	27.101,4	28.802,7	29.664,9
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	17.594,7	20.188,3	21.125,3	21.579,3	22.701,9	24.803,0	26.474,8	27.250,7	28.746,2	29.780,6
Prestations sociales en nature (D.631)	15.680,0	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,1	22.540,9	24.095,8	24.827,3	26.253,4	27.249,2
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.544,0	1.724,1	1.780,7	1.904,8	2.013,6	2.256,6	2.437,8	2.457,9	2.564,7	2.661,8
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.514,5	20.284,3	21.658,0	22.369,4	23.688,7	24.587,4
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.514,5	20.284,3	21.658,0	22.369,4	23.688,7	24.587,4
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	1.914,7	1.959,3	2.030,0	2.103,0	2.173,8	2.262,1	2.379,0	2.423,4	2.492,8	2.531,4
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.454,3	-149,3	56,5	-115,7
Total Emplois	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.020,5	27.101,4	28.802,7	29.664,9
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.020,5	27.101,4	28.802,7	29.664,9
Total Ressources	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.020,5	27.101,4	28.802,7	29.664,9
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	17.594,7	20.188,3	21.125,3	21.579,3	22.701,9	24.803,0	26.474,8	27.250,7	28.746,2	29.780,6
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	17.594,7	20.188,3	21.125,3	21.579,3	22.701,9	24.803,0	26.474,8	27.250,7	28.746,2	29.780,6
Dépenses de consommation collective (P.32)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Épargne (B.8n)	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.454,3	-149,3	56,5	-115,7
Total Emplois	16.711,4	19.964,2	20.788,5	22.512,3	24.384,3	26.170,0	24.020,5	27.101,4	28.802,7	29.664,9
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.454,3	-149,3	56,5	-115,7
Total Ressources	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.454,3	-149,3	56,5	-115,7
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation collective effective (P.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.454,3	-149,3	56,5	-115,7
Total Emplois	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.454,3	-149,3	56,5	-115,7
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Épargne nette (B.8n)	-883,3	-224,1	-336,8	933,0	1.682,4	1.367,0	-2.454,3	-149,3	56,5	-115,7
Transferts en capital à recevoir (D.9)	58,7	261,3	60,9	29,8	38,5	237,8	63,3	33,1	41,7	31,4
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Aides à l'investissement (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	58,7	261,3	60,9	29,8	38,5	237,8	63,3	33,1	41,7	31,4
En provenance des administrations publiques	0,0	174,7	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	174,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	58,7	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8	63,3	33,1	41,7	31,4
En provenance des sociétés non financières	58,7	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8	63,3	33,1	41,7	31,4
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-14,2	-6,2	-10,6	-111,5	-15,5	-16,8	-19,2	-15,4	-28,1	-114,8
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-14,2	-6,2	-10,6	-111,5	-15,5	-16,8	-19,2	-15,4	-28,1	-114,8
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	-94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	-94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-14,2	-6,2	-10,6	-17,2	-15,5	-16,8	-19,2	-15,4	-28,1	-114,8
Versés aux sociétés non financières	-12,5	-4,3	-9,3	-4,3	-7,7	-8,2	-8,9	-2,1	-13,3	-100,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	-1,7	-1,9	-1,3	-12,9	-7,8	-8,6	-10,3	-13,3	-14,8	-14,8
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.410,2	-131,6	70,1	-199,1
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.410,2	-131,6	70,1	-199,1
Total Variations des actifs	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.410,2	-131,6	70,1	-199,1
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.410,2	-131,6	70,1	-199,1
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.410,2	-131,6	70,1	-199,1
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	88,2	40,7	50,2	48,2	59,3	49,5	48,4	48,5	53,3	52,1
Formation brute de capital fixe (P.51)	88,2	40,7	50,2	48,2	59,3	49,5	48,4	48,5	53,3	52,1
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	75,0	24,2	33,2	29,4	39,6	28,5	29,3	28,4	32,5	28,5
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	75,0	24,2	33,2	29,4	39,6	28,5	29,3	28,4	32,5	28,5
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	13,2	16,5	17,0	18,8	19,7	21,0	19,1	20,1	20,8	23,6
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	13,2	16,5	17,0	18,8	19,7	21,0	19,1	20,1	20,8	23,6
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-57,1	-46,4	-40,2	-42,2	-45,4	-47,9	-48,1	-49,3	-50,7	-52,4
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-869,9	36,7	-296,5	845,3	1.691,5	1.586,4	-2.410,5	-130,8	67,5	-198,8
Total Variations des actifs	-838,8	31,0	-286,5	851,3	1.705,4	1.588,0	-2.410,2	-131,6	70,1	-199,1

3. Impôts et cotisations sociales effectives par type

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Impôts sur la production et les importations (D.2)	34.888,0	37.507,3	39.330,3	41.621,5	42.665,8	43.209,8	42.575,8	45.494,1	46.539,3	48.465,2
Impôts sur les produits (D.21)	29.581,5	32.107,1	34.003,0	35.356,2	37.091,5	37.062,4	36.326,5	39.006,8	40.027,9	41.073,7
Taxes du type TVA (D.211)	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0	25.572,0	26.386,7
TVA grevant les produits	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0	25.572,0	26.386,7
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Droits d'accises sur les huiles minérales	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	253,1	263,4	264,0	266,5	294,3	292,2	290,4	312,6	263,9	319,8
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	169,7	156,1	158,8	163,7	163,8	167,5	166,6	171,1	174,0	181,1
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	28,1	28,9	30,6	33,2	38,7	42,2	49,5	57,1	61,0	65,9
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	113,4	110,9	111,2	113,7	114,5	114,1	115,3	115,9	115,5	115,3
Droits d'accises sur les bières	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	76,3	43,3	22,4	22,1	22,0	22,2	23,7	24,3	25,2	24,4
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	13,2	13,9	13,6	12,8	12,4	12,8	13,0	13,1	14,3	13,7
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	91,7	171,5	147,3	148,0	154,2	154,9	159,8	159,5	158,4
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	10.683,0	11.542,6	12.219,9	12.403,9	12.779,1	12.522,4	12.267,3	13.286,9	13.572,5	13.738,4
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	5.774,4	6.291,0	6.419,1	6.144,4	6.248,0	6.097,8	6.256,5	6.714,9	6.808,6	6.825,1
Droits d'accises sur les huiles minérales	3.458,8	3.673,7	3.729,4	3.623,9	3.705,3	3.616,1	3.700,2	3.917,1	4.082,9	3.952,2
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	1.328,8	1.373,2	1.401,0	1.476,9	1.526,3	1.449,4	1.520,9	1.572,0	1.431,9	1.589,4
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	44,6	58,4	59,5	61,3	61,4	62,6	62,4	64,0	65,2	67,9
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	191,9	186,8	183,5	183,4	181,1	175,3	173,1	177,8	173,8	170,8
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	93,5	53,0	27,3	27,0	27,0	27,3	29,0	29,8	30,8	29,8
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	31,1	29,8	28,2	27,4	27,7	27,6	26,0	25,6	24,4	24,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	30,1	43,8	56,5	59,0	43,2	51,2	44,3	51,2	40,2	39,1
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	8,4	5,8	5,7	7,5	8,2	8,3	6,8	6,7
Cotisation sur l'énergie	264,1	367,9	345,4	362,3	341,0	330,9	335,2	383,2	341,1	328,1
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	77,5	159,6	272,3	122,9	143,6	162,0	175,0	291,6	414,0	425,6
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	234,6	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1	3,6	3,4	3,2	3,3
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	18,5	20,8	17,3	13,2	12,9	12,4	10,7	15,0	19,0	13,7
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	112,1	172,4	147,4	147,9	154,1	155,4	160,6	160,4	159,3
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	13,5	12,1	14,9	12,4	13,6
Ecotaxes	0,8	0,7	0,3	0,3	0,8	0,8	0,3	0,3	2,4	1,5
Droits de timbres (D.214 B)	159,0	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	159,0	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	2.541,4	2.714,3	3.129,2	3.476,4	3.701,1	3.544,9	3.095,9	3.493,0	3.771,2	3.781,8
Droits d'enregistrement	2.202,9	2.393,0	2.861,3	3.118,1	3.324,7	3.271,2	2.820,1	3.209,8	3.495,8	3.466,5
Droits d'hypothèque	58,3	61,5	80,6	79,7	75,7	69,7	74,4	75,3	75,4	74,4
Droits de greffe	34,6	30,4	30,6	31,2	31,2	31,6	33,5	34,4	33,7	34,9
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	199,2	166,2	146,9	241,8	233,9	129,0	129,4	133,7	127,8	163,8
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	46,4	63,2	9,8	5,6	3,1	0,3	0,0	0,0	0,0	3,7
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	32,5	43,1	38,5	39,8	38,5	38,5
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6	378,6	370,5
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6	378,6	370,5
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8	58,4	63,3
Taxes sur les jeux et les paris	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8	58,4	63,3
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	1.517,2	1.566,7	1.622,2	1.818,0	1.929,7	1.970,3	2.018,6	2.122,8	2.095,4	2.222,6
Taxes sur les contrats d'assurance	779,2	804,0	826,2	997,9	1.097,0	1.102,1	1.128,0	1.224,6	1.167,2	1.236,6
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	50,5	50,1	50,4	52,4	53,7	56,8	53,1	44,4	47,6	48,6
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	502,0	518,6	545,9	551,1	559,8	563,0	570,3	581,3	604,8	637,9
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	123,3	127,4	128,9	129,7	141,1	152,6	155,2	156,4	155,3	167,5
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	54,8	59,8	63,5	79,5	70,6	88,5	104,6	108,9	113,1	124,6
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	7,4	6,8	7,3	7,4	7,5	7,3	7,4	7,2	7,4	7,4
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	240,7	231,0	241,6
Bénéfices de la loterie nationale	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	240,7	231,0	241,6
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	154,9	304,2	377,6	319,5	277,1	243,6	238,2	260,1	229,3	233,5
Taxe d'affichage	2,3	3,0	1,8	1,9	2,8	2,2	2,9	2,9	2,9	2,9
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	149,7	298,2	372,8	314,5	271,1	238,0	231,7	253,2	222,3	226,4
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,9	3,0	3,0	3,1	3,2	3,4	3,6	4,0	4,1	4,2

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres impôts sur la production (D.29)	5.306,5	5.400,2	5.327,3	6.265,3	5.574,3	6.147,4	6.249,3	6.487,3	6.511,4	7.391,5
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	3.638,0	3.678,9	3.705,2	3.821,7	3.950,7	4.101,7	4.230,1	4.413,7	4.641,1	4.663,4
Précompte immobilier (PP)	2.373,4	2.423,2	2.448,8	2.528,1	2.615,8	2.712,3	2.799,8	2.925,0	3.070,3	3.090,4
Précompte immobilier (Soc)	1.186,8	1.172,9	1.183,8	1.224,3	1.268,9	1.314,6	1.357,9	1.415,9	1.485,3	1.499,0
Taxe d'ouverture	3,6	3,4	3,2	2,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Taxe de patente	5,5	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C). A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	68,7	74,1	69,3	66,9	65,6	74,5	72,1	72,5	85,2	73,8
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	631,1	651,6	703,6	650,9	697,6	673,7	715,8	706,2	775,8	716,7
Taxe de circulation payée par les entreprises	417,2	425,5	447,4	439,5	491,4	492,9	518,7	527,5	587,4	555,6
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	44,8	46,3	49,5	41,8	55,8	53,9	48,6	57,8	52,9	46,8
Eurovignette	81,5	98,4	128,6	107,6	115,7	121,1	148,1	120,7	135,4	114,2
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	87,6	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8	0,4	0,2	0,1	0,1
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3	-0,3	0,0
Taxe sur les centres de coordination	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3	-0,3	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	228,3	230,3	164,3	193,6	178,1	179,7	179,1	192,6	177,9	176,4
Taxe sur les déchets industriels (RF et RW)	74,8	62,2	66,4	76,0	68,2	71,5	56,0	54,0	58,7	52,9
Taxe sur le lisier (RF)	4,0	7,2	9,9	9,7	10,7	7,6	4,4	4,7	5,0	5,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	149,5	160,9	88,0	107,9	99,2	100,6	118,7	133,9	114,2	118,5
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	787,1	817,9	734,5	1.586,7	738,3	1.185,0	1.119,1	1.172,5	916,9	1.835,0
Annuité de brevets	7,1	8,7	7,5	7,7	7,2	11,2	9,0	5,5	7,3	6,9
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	73,5	74,0	73,7	75,9	73,7	73,7	73,7	82,6	80,8	114,8
Cotisation unique des sociétés	101,0	138,1	148,6	161,2	166,0	172,0	176,8	184,8	194,8	201,5
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	4,7	6,2	5,5	5,8	5,9	7,0	8,5	7,8
Remboursement biologie clinique et médicaments	5,6	34,1	-75,7	0,0	-48,8	39,5	-9,3	5,5	5,0	5,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	250,0	250,0	0,0	800,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	484,3	-251,4	-72,6	-43,9	-52,1	-39,8	-33,9
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	21,0	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	578,9	563,0	575,7	739,4	786,1	705,4	656,9	689,2	660,3	732,9
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	45.797,7	48.421,3	51.247,8	52.637,3	54.595,4	56.980,4	51.741,6	55.392,7	59.109,2	61.899,4
Impôts sur le revenu (D.51)	44.064,0	46.578,5	48.894,0	50.746,6	52.671,1	54.994,2	49.754,9	53.293,5	56.909,3	59.252,4
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	35.843,1	37.398,9	38.912,5	39.241,8	40.725,3	43.284,6	41.318,6	43.797,9	46.066,9	47.469,8
Précompte mobilier (PP)	1.626,2	1.773,9	2.063,7	2.225,1	2.351,1	2.604,8	2.294,5	2.425,6	2.686,7	3.323,0
Précompte professionnel (PP)	30.616,4	31.932,0	33.187,1	34.922,7	36.463,2	38.792,1	39.191,6	40.369,7	42.823,7	44.054,6
Versements anticipés (PP)	1.851,1	1.732,6	1.861,2	1.788,4	1.756,2	1.728,0	1.546,9	1.617,7	1.519,5	1.420,1
Rôles (PP)	978,7	1.097,0	921,8	-614,2	-885,7	-866,5	-2.865,2	-1.680,6	-2.070,7	-2.458,8
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	7,2	7,4	8,7	11,3	18,5	15,9	10,7	16,8	13,2	9,6
Cotisation spéciale de sécurité sociale	743,9	820,1	824,1	849,3	956,3	969,6	1.047,4	1.031,8	1.069,0	1.081,2
Cotisation sur les hauts revenus	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	16,9	30,1	30,8	31,8	20,3	15,1	8,8	12,8	7,5
Autres impôts sur le revenu	19,2	18,7	15,3	28,1	33,6	20,1	77,4	8,0	12,5	32,4
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.372,2	11.762,5	11.602,5	8.295,9	9.360,9	10.735,2	11.680,3

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Précompte mobilier (Soc)	502,1	465,0	557,5	530,0	689,3	680,8	301,6	317,9	401,0	422,5
Versements anticipés (Soc)	6.600,4	7.975,7	8.398,1	9.004,8	9.743,4	9.637,0	6.844,8	7.698,5	7.858,9	7.913,7
Impôts des non-résidents (Soc)	-13,0	-6,3	34,5	57,1	40,9	46,1	62,3	43,0	36,1	120,2
Rôles (Soc)	811,6	546,6	817,0	1.763,7	1.269,6	1.224,2	1.048,2	1.297,7	2.429,2	3.209,6
Autres impôts sur le revenu	10,5	10,4	8,7	16,6	19,3	14,4	39,0	3,8	10,0	14,3
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	309,3	188,2	165,7	132,6	183,3	107,1	140,4	134,7	107,2	102,3
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2	96,3	84,1
Autres impôts sur le revenu	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,3	10,5	10,9	18,2
Autres impôts courants (D.59)	1.733,7	1.842,8	2.353,8	1.890,7	1.924,3	1.986,2	1.986,7	2.099,2	2.199,9	2.647,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	402,6	497,1	547,9	726,6	680,5	747,5	686,6	753,5	768,7	1.242,5
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	63,5	76,9	89,1	149,3	163,3	192,0	180,8	190,3	192,2	209,1
Taxes sur les ASBL	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5	35,2	35,6
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	103,9	150,8	188,8	209,1	252,5	243,3	208,6	236,7	254,4	682,3
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	70,0	-16,5	2,8	0,0	0,0	6,3	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	315,5
Impôts de capitation (D.59 B)	76,1	62,1	70,5	71,5	60,7	58,4	58,9	60,3	61,6	68,8
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	12,0	3,4	2,4	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	64,1	58,7	68,1	70,5	60,7	58,4	58,9	60,3	61,6	68,8
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	1.177,1	1.199,4	1.216,1	1.172,0	1.235,0	1.166,3	1.148,1	1.187,1	1.272,1	1.229,9
Taxe de circulation payée par les ménages	848,8	856,9	893,3	875,5	981,9	984,3	1.036,5	1.053,6	1.175,0	1.119,1
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	175,1	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	0,5	0,3	0,3
Redevance radio et télévision (RW)	153,2	179,6	166,6	172,6	183,7	170,4	110,7	133,0	96,8	110,5
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	77,9	84,2	519,3	-79,4	-51,9	14,0	93,1	98,3	97,5	105,8
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	219,8	-49,0	-96,5	-63,0	-14,2	-13,0	-16,6	-11,1
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	212,8	-119,7	-53,9	-32,8	0,0	-0,3	-2,6	0,0
Autres taxes	77,9	84,2	86,7	89,3	98,5	109,8	107,3	111,6	116,7	116,9
Impôts en capital (D.91)	1.390,4	2.176,6	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1	2.234,7	2.489,8	2.666,5	3.139,4
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2	2.463,4	2.739,0
Droits de succession	1.229,3	1.395,8	1.484,9	1.611,1	1.702,2	1.881,7	1.779,9	1.965,9	2.093,3	2.342,5
Droits sur les donations	62,7	166,5	264,5	338,7	350,8	316,8	269,9	330,3	370,1	396,5
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1	400,4
Taxe sur l'épargne à long terme	98,4	116,2	123,4	153,4	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1	400,4
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	498,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	50,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	82.076,1	88.105,2	92.450,9	96.412,1	99.476,9	102.560,3	96.552,1	103.376,6	108.315,0	113.504,0
Cotisations sociales effectives (D.611)	39.248,9	40.433,4	41.367,2	42.983,9	45.534,1	48.077,3	49.088,1	50.192,7	52.675,6	54.745,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.649,4	29.141,2	29.685,5	30.369,6	32.057,2	33.434,2
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.649,4	29.141,2	29.685,5	30.369,6	32.057,2	33.434,2
A charge des administrations publiques	3.450,9	3.561,7	3.734,4	3.898,5	4.059,7	4.298,6	4.586,5	4.806,3	5.077,9	5.624,6
A charge des autres secteurs	20.292,7	20.796,8	21.227,0	22.173,6	23.589,7	24.842,6	25.099,0	25.563,3	26.979,3	27.809,6

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	12.112,2	12.512,4	12.714,7	13.024,4	13.851,5	14.406,9	14.647,6	14.999,4	15.701,6	16.187,7
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	12.110,3	12.511,1	12.713,4	13.023,3	13.850,5	14.405,9	14.646,5	14.998,3	15.700,5	16.186,7
Sur les salaires et traitements bruts	12.110,3	12.511,1	12.713,4	13.023,3	13.850,5	14.405,9	14.646,5	14.998,3	15.700,5	16.186,7
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	3.393,1	3.562,5	3.691,1	3.887,4	4.033,2	4.529,2	4.755,0	4.823,7	4.916,8	5.123,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	3.345,0	3.514,4	3.641,8	3.833,3	3.979,6	4.468,1	4.693,9	4.762,6	4.855,7	5.062,5
A charge des travailleurs indépendants	2.361,1	2.466,3	2.532,4	2.679,8	2.792,4	3.184,4	3.356,3	3.467,6	3.527,2	3.671,4
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	983,9	1.048,1	1.109,4	1.153,5	1.187,2	1.283,7	1.337,6	1.295,0	1.328,5	1.391,1
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	61,1	61,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	61,1	61,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	121.325,0	128.538,6	133.818,1	139.396,0	145.011,0	150.637,6	145.640,2	153.569,3	160.990,6	168.249,5

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Impôts sur la production et les importations (D.2)	26.415,0	28.554,0	29.855,3	31.674,1	32.383,5	32.825,6	32.491,6	34.735,1	35.225,9	37.120,7
Impôts sur les produits (D.21)	26.088,3	28.255,4	29.564,8	30.780,2	32.337,4	32.392,5	32.042,6	34.276,8	35.038,2	36.048,8
Taxes du type TVA (D.211)	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0	25.572,0	26.386,7
TVA grevant les produits	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8	23.175,8	24.796,0	25.572,0	26.386,7
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6
Droits d'accises sur les huiles minérales	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	253,1	263,4	264,0	266,5	294,3	292,2	290,4	312,6	263,9	319,8
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	169,7	156,1	158,8	163,7	163,8	167,5	166,6	171,1	174,0	181,1
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	28,1	28,9	30,6	33,2	38,7	42,2	49,5	57,1	61,0	65,9
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	113,4	110,9	111,2	113,7	114,5	114,1	115,3	115,9	115,5	115,3
Droits d'accises sur les bières	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	76,3	43,3	22,4	22,1	22,0	22,2	23,7	24,3	25,2	24,4
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	13,2	13,9	13,6	12,8	12,4	12,8	13,0	13,1	14,3	13,7
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	91,7	171,5	147,3	148,0	154,2	154,9	159,8	159,5	158,4
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	7.189,8	7.690,9	7.781,7	7.827,9	8.025,0	7.852,5	7.983,4	8.556,9	8.582,8	8.713,5
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	5.539,8	6.079,9	6.201,1	6.110,8	6.228,6	6.090,7	6.252,9	6.711,5	6.805,4	6.821,8
Droits d'accises sur les huiles minérales	3.458,8	3.673,7	3.729,4	3.623,9	3.705,3	3.616,1	3.700,2	3.917,1	4.082,9	3.952,2
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	1.328,8	1.373,2	1.401,0	1.476,9	1.526,3	1.449,4	1.520,9	1.572,0	1.431,9	1.589,4
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	44,6	58,4	59,5	61,3	61,4	62,6	62,4	64,0	65,2	67,9
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	191,9	186,8	183,5	183,4	181,1	175,3	173,1	177,8	173,8	170,8
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	93,5	53,0	27,3	27,0	27,0	27,3	29,0	29,8	30,8	29,8
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	31,1	29,8	28,2	27,4	27,7	27,6	26,0	25,6	24,4	24,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	30,1	43,8	56,5	59,0	43,2	51,2	44,3	51,2	40,2	39,1
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	8,4	5,8	5,7	7,5	8,2	8,3	6,8	6,7
Cotisation sur l'énergie	264,1	367,9	345,4	362,3	341,0	330,9	335,2	383,2	341,1	328,1
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	77,5	159,6	171,9	122,9	143,6	162,0	175,0	291,6	414,0	425,6
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	18,5	20,8	17,3	13,2	12,9	12,4	10,7	15,0	19,0	13,7
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	112,1	172,4	147,4	147,9	154,1	155,4	160,6	160,4	159,3
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	13,5	12,1	14,9	12,4	13,6
Ecotaxes	0,8	0,7	0,3	0,3	0,8	0,8	0,3	0,3	2,4	1,5
Droits de timbres (D.214 B)	159,0	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	159,0	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	456,5	443,7	401,4	441,5	461,4	410,3	351,8	370,0	368,9	403,2
Droits d'enregistrement	118,0	122,4	133,5	83,2	85,0	136,6	76,0	86,8	93,5	87,9
Droits d'hypothèque	58,3	61,5	80,6	79,7	75,7	69,7	74,4	75,3	75,4	74,4
Droits de greffe	34,6	30,4	30,6	31,2	31,2	31,6	33,5	34,4	33,7	34,9
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	199,2	166,2	146,9	241,8	233,9	129,0	129,4	133,7	127,8	163,8
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	46,4	63,2	9,8	5,6	3,1	0,3	0,0	0,0	0,0	3,7
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	32,5	43,1	38,5	39,8	38,5	38,5
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	786,6	810,8	833,5	1.005,3	1.104,5	1.109,4	1.135,4	1.231,8	1.174,6	1.244,0
Taxes sur les contrats d'assurance	779,2	804,0	826,2	997,9	1.097,0	1.102,1	1.128,0	1.224,6	1.167,2	1.236,6
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	7,4	6,8	7,3	7,4	7,5	7,3	7,4	7,2	7,4	7,4
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	240,7	231,0	241,6
Bénéfices de la loterie nationale	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	240,7	231,0	241,6
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	2,3	3,0	1,8	1,9	2,8	2,2	2,9	2,9	2,9	2,9
Taxe d'affichage	2,3	3,0	1,8	1,9	2,8	2,2	2,9	2,9	2,9	2,9
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres impôts sur la production (D.29)	326,7	298,6	290,5	893,9	46,1	433,1	449,0	458,3	187,7	1.071,9
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	5,5	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	5,5	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	87,6	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8	0,4	1,7	0,5	0,5
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,4	0,4
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	87,6	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8	0,4	0,2	0,1	0,1
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3	-0,3	0,0
Taxe sur les centres de coordination	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3	-0,3	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	211,6	190,4	192,6	819,4	1,8	420,0	443,4	454,3	187,5	1.071,4
Annuité de brevets	7,1	8,7	7,5	7,7	7,2	11,2	9,0	5,5	7,3	6,9
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	73,5	74,0	73,7	75,9	73,7	73,7	73,7	82,6	80,8	114,8
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	250,0	250,0	0,0	800,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	484,3	-251,4	-72,6	-43,9	-52,1	-39,8	-33,9
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	21,0	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	110,0	107,7	111,4	139,5	172,3	157,7	154,6	168,3	139,2	183,6
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	41.462,1	43.928,1	46.615,7	47.703,9	49.107,5	52.237,1	46.271,6	49.784,4	53.082,7	56.167,2
Impôts sur le revenu (D.51)	41.147,2	43.576,1	45.797,4	47.426,0	48.920,2	52.043,0	46.047,9	49.525,0	52.804,8	55.459,3
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	32.926,3	34.396,5	35.815,9	35.921,2	36.974,4	40.333,4	37.611,6	40.029,4	41.962,4	43.676,7
Précompte mobilier (PP)	1.626,2	1.773,9	2.063,7	2.225,1	2.351,1	2.604,8	2.294,5	2.425,6	2.686,7	3.323,0
Précompte professionnel (PP)	30.616,4	31.932,0	33.187,1	34.922,7	36.584,9	38.962,4	39.714,2	40.440,2	42.823,7	44.054,6
Versements anticipés (PP)	1.851,1	1.732,6	1.861,2	1.788,4	1.756,2	1.728,0	1.546,9	1.617,7	1.519,5	1.420,1
Rôles (PP)	-1.193,8	-1.085,0	-1.350,2	-3.085,2	-3.801,7	-3.018,1	-6.047,2	-4.487,7	-5.106,0	-5.170,5
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	7,2	7,4	8,7	11,3	18,5	15,9	10,7	16,8	13,2	9,6
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	16,9	30,1	30,8	31,8	20,3	15,1	8,8	12,8	7,5
Autres impôts sur le revenu	19,2	18,7	15,3	28,1	33,6	20,1	77,4	8,0	12,5	32,4
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.372,2	11.762,5	11.602,5	8.295,9	9.360,9	10.735,2	11.680,3

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Précompte mobilier (Soc)	502,1	465,0	557,5	530,0	689,3	680,8	301,6	317,9	401,0	422,5
Versements anticipés (Soc)	6.600,4	7.975,7	8.398,1	9.004,8	9.743,4	9.637,0	6.844,8	7.698,5	7.858,9	7.913,7
Impôts des non-résidents (Soc)	-13,0	-6,3	34,5	57,1	40,9	46,1	62,3	43,0	36,1	120,2
Rôles (Soc)	811,6	546,6	817,0	1.763,7	1.269,6	1.224,2	1.048,2	1.297,7	2.429,2	3.209,6
Autres impôts sur le revenu	10,5	10,4	8,7	16,6	19,3	14,4	39,0	3,8	10,0	14,3
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	309,3	188,2	165,7	132,6	183,3	107,1	140,4	134,7	107,2	102,3
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2	96,3	84,1
Autres impôts sur le revenu	104,9	25,8	28,0	41,6	52,9	-4,8	9,3	10,5	10,9	18,2
Autres impôts courants (D.59)	314,9	352,0	818,3	277,9	187,3	194,1	223,7	259,4	277,9	707,9
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	139,8	189,1	229,5	322,7	268,3	278,3	237,0	269,2	295,9	717,9
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5	35,2	35,6
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	103,9	150,8	188,8	209,1	252,5	243,3	208,6	236,7	254,4	682,3
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	70,0	-16,5	2,8	0,0	0,0	6,3	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	175,1	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	3,5	1,2	1,1
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,9	0,8
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	175,1	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	0,5	0,3	0,3
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	432,6	-168,7	-150,4	-95,8	-14,2	-13,3	-19,2	-11,1
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	219,8	-49,0	-96,5	-63,0	-14,2	-13,0	-16,6	-11,1
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	212,8	-119,7	-53,9	-32,8	0,0	-0,3	-2,6	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1	400,4
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1	400,4
Taxe sur l'épargne à long terme	98,4	116,2	123,4	153,4	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1	400,4
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	498,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	50,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	67.975,5	73.096,4	76.594,4	79.581,5	81.653,7	85.234,3	78.948,1	84.713,1	88.511,7	93.688,3
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.768,7	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.293,9	2.402,0	2.468,3	2.467,3	2.352,8
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6	847,2	749,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6	847,2	749,0
A charge des administrations publiques	468,5	480,7	482,1	491,4	532,7	527,8	597,3	642,4	606,5	516,1
A charge des autres secteurs	142,7	132,5	126,1	122,7	222,4	241,0	237,2	239,2	240,7	232,9

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9	1.421,6	1.391,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9	1.421,6	1.391,0
Sur les salaires et traitements bruts	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9	1.421,6	1.391,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8	198,5	212,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8	198,5	212,8
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8	198,5	212,8
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	69.744,2	74.921,9	78.498,6	81.553,4	83.909,2	87.528,2	81.350,1	87.181,4	90.979,0	96.041,1

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Impôts sur la production et les importations (D.2)	3.640,9	3.774,9	4.145,5	4.408,2	4.668,3	4.604,0	4.246,7	4.683,0	5.018,4	4.954,0
Impôts sur les produits (D.21)	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8	3.842,5	3.815,7
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8	3.842,5	3.815,7
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	234,6	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1	3,6	3,4	3,2	3,3
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	234,6	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1	3,6	3,4	3,2	3,3
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	2.084,9	2.270,6	2.727,8	3.034,9	3.239,7	3.134,6	2.744,1	3.123,0	3.402,3	3.378,6
Droits d'enregistrement	2.084,9	2.270,6	2.727,8	3.034,9	3.239,7	3.134,6	2.744,1	3.123,0	3.402,3	3.378,6
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6	378,6	370,5
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6	378,6	370,5
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8	58,4	63,3
Taxes sur les jeux et les paris	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8	58,4	63,3
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres impôts sur la production (D.29)	1.030,9	980,3	972,2	962,5	1.013,7	1.036,4	1.081,3	1.101,2	1.175,9	1.138,3
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	236,7	195,8	195,4	191,6	188,4	202,8	204,6	213,7	234,8	218,2
Précompte immobilier (PP)	109,2	104,7	109,0	108,1	107,6	113,0	116,3	124,9	132,8	126,9
Précompte immobilier (Soc)	55,2	13,6	13,9	14,3	14,8	15,0	15,9	16,0	16,5	17,3
Taxe d'ouverture	3,6	3,4	3,2	2,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	68,7	74,1	69,3	66,9	65,6	74,5	72,1	72,5	85,2	73,8
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	505,6	531,5	584,8	548,9	618,2	623,1	668,2	656,5	721,9	665,7
Taxe de circulation payée par les entreprises	379,3	386,8	406,7	399,5	446,7	448,1	471,5	478,0	533,6	504,7
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	44,8	46,3	49,5	41,8	55,8	53,9	48,6	57,8	52,9	46,8
Eurovignette	81,5	98,4	128,6	107,6	115,7	121,1	148,1	120,7	135,4	114,2
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	228,3	230,3	164,3	193,6	178,1	179,7	179,1	192,6	177,9	176,4
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	74,8	62,2	66,4	76,0	68,2	71,5	56,0	54,0	58,7	52,9
Taxe sur le lisier (RF)	4,0	7,2	9,9	9,7	10,7	7,6	4,4	4,7	5,0	5,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	149,5	160,9	88,0	107,9	99,2	100,6	118,7	133,9	114,2	118,5
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	60,3	22,7	27,7	28,4	29,0	30,8	29,4	38,4	41,3	78,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	60,3	22,7	27,7	28,4	29,0	30,8	29,4	38,4	41,3	78,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	948,9	563,3	987,7	1.176,0	1.192,6
Impôts sur le revenu (D.51)	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4	-49,7	-3,3
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-174,7	-548,6	-160,4	-49,7	-3,3
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	-121,7	-170,3	-522,6	-70,5	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-4,4	-26,0	-89,9	-49,7	-3,3
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.148,1	1.225,7	1.195,9
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	76,1	62,1	70,5	71,5	60,7	58,4	58,9	60,3	61,6	68,8
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	12,0	3,4	2,4	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	64,1	58,7	68,1	70,5	60,7	58,4	58,9	60,3	61,6	68,8
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	924,8	958,6	978,7	968,5	1.076,3	1.065,2	1.053,0	1.087,8	1.164,1	1.127,1
Taxe de circulation payée par les ménages	771,6	779,0	812,1	795,9	892,6	894,8	942,3	954,8	1.067,3	1.016,6
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	153,2	179,6	166,6	172,6	183,7	170,4	110,7	133,0	96,8	110,5
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2	2.463,4	2.739,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	1.292,0	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,2	2.463,4	2.739,0
Droits de succession	1.229,3	1.395,8	1.484,9	1.611,1	1.702,2	1.881,7	1.779,9	1.965,9	2.093,3	2.342,5
Droits sur les donations	62,7	166,5	264,5	338,7	350,8	316,8	269,9	330,3	370,1	396,5
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	5.933,3	6.357,9	6.944,1	7.398,0	7.736,6	7.751,4	6.859,8	7.966,9	8.657,8	8.885,6
Cotisations sociales effectives (D.611)	28,5	37,8	37,5	41,7	37,6	45,4	40,1	40,6	40,6	40,6
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4
A charge des administrations publiques	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2
Sur les salaires et traitements bruts	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	5.961,8	6.395,7	6.981,6	7.439,7	7.774,2	7.796,8	6.899,9	8.007,5	8.698,4	8.926,2

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Impôts sur la production et les importations (D.2)	3.842,3	3.949,1	4.087,4	4.241,5	4.391,8	4.460,6	4.545,6	4.730,5	4.939,5	4.967,0
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres impôts sur la production (D.29)	3.842,3	3.949,1	3.987,0	4.241,5	4.391,8	4.460,6	4.545,6	4.730,5	4.939,5	4.967,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	3.395,8	3.477,8	3.509,7	3.630,0	3.762,3	3.898,9	4.025,5	4.200,0	4.406,3	4.445,2
Précompte immobilier (PP)	2.264,2	2.318,5	2.339,8	2.420,0	2.508,2	2.599,3	2.683,5	2.800,1	2.937,5	2.963,5
Précompte immobilier (Soc)	1.131,6	1.159,3	1.169,9	1.210,0	1.254,1	1.299,6	1.342,0	1.399,9	1.468,8	1.481,7
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	37,9	38,7	40,7	40,0	44,7	44,8	47,2	48,0	53,4	50,5
Taxe de circulation payée par les entreprises	37,9	38,7	40,7	40,0	44,7	44,8	47,2	48,0	53,4	50,5
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	408,6	432,6	436,6	571,5	584,8	516,9	472,9	482,5	479,8	471,3
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	408,6	432,6	436,6	571,5	584,8	516,9	472,9	482,5	479,8	471,3
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	2.391,6	2.421,0	2.529,0	2.789,2	3.267,1	2.547,3	3.590,3	3.294,7	3.500,7	3.142,7
Impôts sur le revenu (D.51)	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0	3.085,0	2.715,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0	3.085,0	2.715,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0	3.208,0	2.897,0	3.085,0	2.715,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	218,6	239,0	257,0	318,2	351,1	391,3	382,3	397,7	415,7	427,7
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	63,5	76,9	89,1	149,3	163,3	192,0	180,8	190,3	192,2	209,1
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	63,5	76,9	89,1	149,3	163,3	192,0	180,8	190,3	192,2	209,1
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres côtés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	77,2	77,9	81,2	79,6	89,3	89,5	94,2	95,8	106,8	101,7
Taxe de circulation payée par les ménages	77,2	77,9	81,2	79,6	89,3	89,5	94,2	95,8	106,8	101,7
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	77,9	84,2	86,7	89,3	98,5	109,8	107,3	111,6	116,7	116,9
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	77,9	84,2	86,7	89,3	98,5	109,8	107,3	111,6	116,7	116,9
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	6.233,9	6.370,1	6.616,4	7.030,7	7.658,9	7.007,9	8.135,9	8.025,2	8.440,2	8.109,7
Cotisations sociales effectives (D.611)	20,0	21,7	22,5	18,5	20,5	21,4	21,5	21,7	21,6	22,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4
A charge des administrations publiques	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	17,8
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	17,8
Sur les salaires et traitements bruts	18,4	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	17,8
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	6.253,9	6.391,8	6.638,9	7.049,2	7.679,4	7.029,3	8.157,4	8.046,9	8.461,8	8.131,9

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Impôts sur la production et les importations (D.2)	989,8	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6	1.291,9	1.345,5	1.355,5	1.423,5
Impôts sur les produits (D.21)	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2	1.147,2	1.209,2
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2	1.147,2	1.209,2
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	730,6	755,9	788,7	812,7	825,2	860,9	883,2	891,0	920,8	978,6
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	50,5	50,1	50,4	52,4	53,7	56,8	53,1	44,4	47,6	48,6
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	502,0	518,6	545,9	551,1	559,8	563,0	570,3	581,3	604,8	637,9
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	123,3	127,4	128,9	129,7	141,1	152,6	155,2	156,4	155,3	167,5
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	54,8	59,8	63,5	79,5	70,6	88,5	104,6	108,9	113,1	124,6
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	152,6	301,2	375,8	317,6	274,3	241,4	235,3	257,2	226,4	230,6
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	149,7	298,2	372,8	314,5	271,1	238,0	231,7	253,2	222,3	226,4
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,9	3,0	3,0	3,1	3,2	3,4	3,6	4,0	4,1	4,2

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres impôts sur la production (D.29)	106,6	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3	173,4	197,3	208,3	214,3
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	106,6	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3	173,4	197,3	208,3	214,3
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation inique des sociétés	101,0	138,1	148,6	161,2	166,0	172,0	176,8	184,8	194,8	201,5
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	4,7	6,2	5,5	5,8	5,9	7,0	8,5	7,8
Remboursement biologie clinique et médicaments	5,6	34,1	-75,7	0,0	-48,8	39,5	-9,3	5,5	5,0	5,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	943,6	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.247,1	1.316,4	1.325,9	1.349,8	1.396,9
Impôts sur le revenu (D.51)	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.081,4
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.081,4
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	743,9	820,1	824,1	849,3	956,3	969,6	1.047,4	1.031,8	1.069,0	1.081,2
Cotisation sur les hauts revenus	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	315,5
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	315,5
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	315,5
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	1.933,4	2.280,8	2.296,0	2.401,9	2.427,7	2.566,7	2.608,3	2.671,4	2.705,3	2.820,4
Cotisations sociales effectives (D.611)	37.431,7	38.548,4	39.403,0	40.951,8	43.220,5	45.716,6	46.624,5	47.662,1	50.146,1	52.329,9
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.863,6	28.332,9	28.817,1	29.454,2	31.176,2	32.651,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.863,6	28.332,9	28.817,1	29.454,2	31.176,2	32.651,4
A charge des administrations publiques	2.960,9	3.051,2	3.222,4	3.378,2	3.496,3	3.731,3	3.955,3	4.130,1	4.437,6	5.074,7
A charge des autres secteurs	20.150,0	20.664,3	21.100,9	22.050,9	23.367,3	24.601,6	24.861,8	25.324,1	26.738,6	27.576,7

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	11.078,7	11.426,9	11.559,6	11.822,0	12.504,0	13.037,0	13.233,9	13.570,0	14.251,6	14.767,7
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	11.076,8	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.503,0	13.036,0	13.232,8	13.568,9	14.250,5	14.766,7
Sur les salaires et traitements bruts	11.076,8	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.503,0	13.036,0	13.232,8	13.568,9	14.250,5	14.766,7
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	3.242,1	3.406,0	3.520,1	3.700,7	3.852,9	4.346,7	4.573,5	4.637,9	4.718,3	4.910,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	3.194,0	3.357,9	3.470,8	3.646,6	3.799,3	4.285,6	4.512,4	4.576,8	4.657,2	4.849,7
A charge des travailleurs indépendants	2.361,1	2.466,3	2.532,4	2.679,8	2.792,4	3.184,4	3.356,3	3.467,6	3.527,2	3.671,4
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	832,9	891,6	938,4	966,8	1.006,9	1.101,2	1.156,1	1.109,2	1.130,0	1.178,3
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	61,1	61,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	61,1	61,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	39.365,1	40.829,2	41.699,0	43.353,7	45.648,2	48.283,3	49.232,8	50.333,5	52.851,4	55.150,3

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.700,2	1.515,7	1.686,8	1.746,1	1.909,2	2.080,9	1.628,7	1.708,5	1.771,0	1.773,4
Impôts sur les produits (D.21)	1.700,2	1.515,7	1.686,8	1.746,1	1.909,2	2.080,9	1.628,7	1.708,5	1.771,0	1.773,4
Taxes du type TVA (D.211)	555,7	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3	424,3	433,5	447,1	509,2
TVA grevant les produits	555,7	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3	424,3	433,5	447,1	509,2
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	1.114,5	1.141,2	1.208,3	1.287,9	1.388,0	1.419,8	1.146,5	1.233,5	1.315,1	1.255,4
Droits sur les importations (D.2121)	1.086,0	1.118,3	1.191,6	1.269,4	1.365,2	1.395,3	1.120,9	1.210,4	1.287,4	1.208,1
Droits d'entrée, y compris droits CECA	1.086,0	1.118,3	1.191,6	1.269,4	1.365,2	1.395,3	1.120,9	1.210,4	1.287,4	1.208,1
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	28,5	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5	25,6	23,1	27,7	47,3
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	28,5	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5	25,6	23,1	27,7	47,3
Prélèvements agricoles	28,5	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5	25,6	23,1	27,7	47,3
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	30,0	39,1	57,1	12,4	62,1	199,8	57,9	41,5	8,8	8,8
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	30,0	39,1	57,1	12,4	62,1	199,8	57,9	41,5	8,8	8,8
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	30,0	39,1	57,1	12,4	62,1	199,8	57,9	41,5	8,8	8,8
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	220,2	234,5	243,6	254,3	270,4	284,5	310,8	343,4	331,5	331,0
Impôts sur le revenu (D.51)	220,2	234,5	243,6	254,3	270,4	284,5	310,8	343,4	331,5	331,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	220,2	234,5	243,6	254,3	270,4	284,5	310,8	343,4	331,5	331,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	220,2	234,5	243,6	254,3	270,4	284,5	310,8	343,4	331,5	331,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	1.920,4	1.750,2	1.930,4	2.000,4	2.179,6	2.365,4	1.939,5	2.051,9	2.102,5	2.104,4
Cotisations sociales effectives (D.611)	186,6	197,1	193,8	219,9	250,3	259,5	275,5	339,1	327,8	327,4
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	186,6	197,1	193,8	219,9	250,3	259,5	275,5	339,1	327,8	327,4
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	186,6	197,1	193,8	219,9	250,3	259,5	275,5	339,1	327,8	327,4
Sur les salaires et traitements bruts	186,6	197,1	193,8	219,9	250,3	259,5	275,5	339,1	327,8	327,4
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	2.107,0	1.947,3	2.124,2	2.220,3	2.429,9	2.624,9	2.215,0	2.391,0	2.430,3	2.431,8

3.7 PRÉLEVÉS POUR FINANCER D'AUTRES SOUS-SECTEURS

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Transferts de recettes fiscales	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4
TVA grevant les produits	10.294,4	10.607,8	11.345,6	11.847,4	12.288,9	13.205,2	13.002,7	12.950,6	14.237,1	14.778,0
Précompte professionnel (PP)	13.344,2	13.623,2	14.366,3	14.752,7	15.790,7	16.724,3	16.357,6	16.192,0	17.674,5	18.274,4
Aux administrations locales	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8
TVA grevant les produits	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8
Aux administrations de sécurité sociale	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5
TVA grevant les produits	4.523,1	7.607,8	8.432,1	9.019,2	9.728,4	10.992,4	8.737,8	11.312,8	11.146,2	11.175,5
Droits d'accise	62,5	208,2	741,9	754,2	870,4	893,3	938,5	893,0	928,9	964,5
Droits d'accise sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur le tabac	62,5	208,2	611,9	624,2	740,4	763,3	808,5	763,0	798,9	834,5
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2.333,3	1.170,7	4.026,8	2.200,3
Précompte mobilier	0,0	0,0	0,0	430,4	447,4	494,2	457,7	464,6	482,5	532,2
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	1,5	2,1	2,5	2,5	2,6	2,7	2,8
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	76,6	74,6	121,3	119,5	120,8	123,8
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	51,1	53,0	54,5	53,6	52,6	52,3
Rôles (NR)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,4
Rôles (PP) - Stock options	67,9	55,8	33,6	37,4	38,8	51,9	82,2	79,4	92,0	109,9
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	8,5	15,1	15,4	15,9	10,2	7,5	4,4	6,4	3,8
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

4. Détail des prestations sociales

4.1 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Détail des prestations sociales	63.276,1	66.343,6	69.007,4	71.096,6	74.559,2	80.128,0	85.989,1	88.406,5	92.876,7	97.595,6
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	18.936,3	20.322,9	21.357,9	21.806,5	22.971,7	25.246,8	27.122,2	27.842,1	29.583,1	30.951,0
Soins de santé	16.744,5	18.052,8	18.896,1	19.255,6	20.285,8	22.262,3	23.778,0	24.487,7	25.907,5	26.882,6
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	15.488,8	16.685,1	17.520,5	17.858,8	18.790,5	-	-	-	-	-
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	1.166,1	1.281,4	1.293,9	1.322,8	1.424,3	-	-	-	-	-
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	59,6	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4	30,2	25,8
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,7	23,9	23,9	24,5	24,5
Assurance soins	133,2	168,6	186,0	198,5	217,5	245,3	279,0	290,7	303,1	315,7
Autres prestations sociales en nature	2.058,6	2.101,5	2.275,8	2.352,4	2.468,4	2.739,2	3.065,2	3.063,7	3.372,5	3.752,7
Prestations sociales en espèces	44.339,8	46.020,7	47.649,5	49.290,1	51.587,5	54.881,2	58.866,9	60.564,4	63.293,6	66.644,6
Indemnités maladie-invalidité	3.366,1	3.485,4	3.636,4	3.838,5	4.143,8	4.553,5	4.921,8	5.334,7	5.802,1	6.294,3
Salariés	3.179,1	3.289,5	3.434,0	3.617,0	3.891,9	4.275,3	4.621,5	5.013,5	5.458,8	5.931,2
Indépendants	187,0	195,9	202,4	221,5	251,9	278,2	300,3	321,2	343,3	363,1
Chômage	5.746,9	6.024,2	6.120,8	6.096,9	5.746,4	5.774,2	6.902,9	6.817,4	6.605,0	6.810,8
Prépensions	1.183,5	1.238,9	1.256,6	1.300,7	1.359,2	1.442,7	1.501,9	1.591,5	1.637,3	1.626,4
Interruption de carrière et crédit-temps	432,0	487,9	556,4	589,5	646,5	699,9	749,5	782,7	814,3	831,8
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	16.253,1	16.663,9	17.320,8	17.822,8	18.441,2	19.807,0	20.900,4	21.506,6	22.723,5	24.221,1
Salariés	14.013,0	14.353,6	14.921,1	15.325,2	15.821,8	16.947,9	17.875,9	18.372,9	19.434,5	20.742,2
Indépendants	1.959,1	2.023,3	2.109,3	2.197,4	2.310,7	2.537,2	2.693,7	2.805,4	2.952,1	3.127,2
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	281,0	287,0	290,4	300,2	308,7	321,9	330,8	328,3	336,9	351,7
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	7.558,9	8.115,1	8.600,1	9.198,6	10.454,1	11.144,6	11.830,2	12.359,8	13.136,4	13.904,0
Fonds des veuves et orphelins	933,4	954,6	977,3	996,3	1.019,6	1.054,6	1.082,4	1.085,2	1.115,7	1.141,7
Pool des parastataux	212,2	227,3	229,2	239,2	256,7	276,0	297,7	317,2	345,4	375,5
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	566,6	585,8	778,4	837,4	864,9	999,7	1.159,1	1.316,9	1.406,4	1.812,7
Personnel statutaire de LA POSTE	338,7	354,1	372,1	391,2	413,3	457,7	482,2	499,7	541,6	579,5
Fonds des Pensions de la Police intégrée	55,0	83,5	113,0	147,4	182,6	226,2	266,0	301,2	349,4	415,6
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	200,2	225,7	236,9	253,2	265,2	278,0	285,0	302,9	321,7
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	788,4	813,1	840,8	854,7	901,8	939,2
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	10,9	10,8	34,2	62,3	60,0	60,6	61,5	60,3	60,8	61,1
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	4.911,6	5.192,1	5.379,0	5.833,9	6.219,7	6.612,3	6.962,4	7.182,3	7.629,7	8.011,4
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	530,5	506,7	491,2	454,0	395,7	379,2	400,1	457,3	482,7	510,6
Allocations familiales (secteur privé)	3.669,8	3.734,2	3.827,6	3.963,8	4.074,9	4.284,9	4.492,8	4.584,2	4.758,6	4.953,6
Salariés	3.309,1	3.377,2	3.469,0	3.589,1	3.687,0	3.859,2	4.040,1	4.124,8	4.286,5	4.459,6
Indépendants	328,2	327,3	328,4	337,4	355,0	390,5	415,2	413,2	422,9	442,9
Prestations familiales garanties	32,5	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2	37,5	46,2	49,2	51,1
Allocations familiales (secteur public)	966,8	996,4	1.021,9	1.059,1	1.079,3	1.136,4	1.170,2	1.177,0	1.259,9	1.230,5
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	322,9	334,5	355,4	375,2	379,5	396,9	421,2	416,7	478,2	450,8
Régime d'employeurs	643,9	661,9	666,5	683,9	699,8	739,5	749,0	760,3	781,7	779,7
Accidents de travail	164,1	169,2	176,1	178,4	182,7	189,7	188,6	193,7	200,2	204,4
Maladies professionnelles	329,9	325,5	327,1	325,0	325,5	340,8	329,5	326,3	280,6	282,6
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	514,4	417,7	439,7	462,8	477,7	569,9	631,2	634,2	642,9	760,9
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	263,7	283,4	275,8	268,8	339,9	429,7	390,3	435,6	450,2	456,4
Allocations aux handicapés	1.295,4	1.356,0	1.397,4	1.427,1	1.484,4	1.594,8	1.724,8	1.772,4	1.790,5	1.850,1
Pensions de guerre	212,0	200,3	190,5	182,0	167,6	157,4	141,5	127,0	115,9	104,9
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	1.242,2	1.272,1	1.240,6	1.188,8	1.139,2	1.234,5	1.272,2	1.336,7	1.382,6	1.468,2
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	111,5	121,7	157,7	148,2	168,9	227,4	218,9	253,5	216,4
Autres prestations sociales en espèces	1.141,0	1.139,0	1.140,0	1.229,6	1.376,9	1.352,3	1.491,7	1.365,7	1.440,1	1.428,2

4.2 PAYÉES PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Détail des prestations sociales	6.564,5	5.816,8	6.032,4	6.184,5	7.233,6	7.687,0	8.228,0	8.422,3	8.870,2	9.016,3
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	39,0	149,8	203,4	286,4	398,0
Soins de santé	1.259,8	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4	30,2	25,8
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	1.108,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	92,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	59,6	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4	30,2	25,8
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	0,0	0,0	37,3	15,4	16,4	5,0	114,0	179,0	256,2	372,2
Prestations sociales en espèces	5.304,7	5.760,5	5.943,4	6.125,1	7.176,2	7.648,0	8.078,2	8.218,9	8.583,8	8.618,3
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	3.103,0	3.393,7	3.544,6	3.699,5	4.641,2	4.885,5	5.123,3	5.277,8	5.579,8	5.623,4
Fonds des veuves et orphelins	933,4	954,6	977,3	996,3	1.019,6	1.054,6	1.082,4	1.085,2	1.115,7	1.141,7
Pool des parastataux	212,2	227,3	229,2	239,2	256,7	276,0	297,7	317,2	345,4	375,5
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	338,7	354,1	372,1	391,2	413,3	457,7	482,2	499,7	541,6	579,5
Fonds des Pensions de la Police intégrée	55,0	83,5	113,0	147,4	182,6	226,2	266,0	301,2	349,4	150,6
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	200,2	225,7	236,9	253,2	265,2	278,0	285,0	302,9	321,7
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	788,4	813,1	840,8	854,7	901,8	939,2
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	10,9	10,8	34,2	62,3	60,0	60,6	61,5	60,3	60,8	61,1
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	1.552,8	1.563,2	1.593,1	1.626,2	1.667,4	1.732,1	1.800,3	1.820,0	1.874,9	1.938,9
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,4	54,5	87,3	115,2
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	232,4	235,0	222,5	220,3	223,7	237,1	231,3	231,9	231,5	204,1
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	232,4	235,0	222,5	220,3	223,7	237,1	231,3	231,9	231,5	204,1
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	263,7	283,4	275,8	268,8	339,9	429,7	390,3	435,6	450,2	456,4
Allocations aux handicapés	1.295,4	1.356,0	1.397,4	1.427,1	1.484,4	1.594,8	1.724,8	1.772,4	1.790,5	1.850,1
Pensions de guerre	212,0	200,3	190,5	182,0	167,6	157,4	141,5	127,0	115,9	104,9
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	111,5	121,7	157,7	148,2	168,9	227,4	218,9	253,5	216,4
Autres prestations sociales en espèces	198,2	180,6	190,9	169,7	171,2	174,6	239,6	155,3	162,4	163,0

4.3 PAYÉES PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Détail des prestations sociales	5.280,3	5.745,6	6.118,4	6.457,3	6.828,9	7.304,7	7.877,3	7.918,8	8.476,5	8.992,0
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.710,3	2.946,1
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.710,3	2.946,1
Prestations sociales en espèces	3.707,5	3.955,7	4.197,6	4.427,4	4.682,9	4.924,3	5.289,4	5.424,0	5.766,2	6.045,9
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	2.860,2	3.054,0	3.249,3	3.443,1	3.636,2	3.914,9	4.165,8	4.349,2	4.646,9	4.916,6
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	2.433,4	2.649,3	2.855,4	3.083,2	3.323,8	3.612,1	3.856,6	4.027,5	4.332,3	4.602,0
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	426,8	404,7	393,9	359,9	312,4	302,8	309,2	321,7	314,6	314,6
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	362,6	375,8	389,7	407,0	417,8	439,6	453,4	460,7	479,7	503,3
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	362,6	375,8	389,7	407,0	417,8	439,6	453,4	460,7	479,7	503,3
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	484,7	525,9	558,6	577,3	628,9	569,8	670,2	614,1	639,6	626,0

4.4 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Détail des prestations sociales	2.221,0	1.956,3	1.935,5	2.158,5	2.240,8	2.434,0	2.548,2	2.629,0	2.785,4	3.010,3
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	333,0	357,7
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	423,7	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	333,0	357,7
Prestations sociales en espèces	1.797,3	1.708,6	1.682,7	1.917,6	2.000,6	2.147,5	2.259,5	2.312,4	2.452,4	2.652,6
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	1.029,1	1.081,6	1.027,8	1.218,6	1.311,8	1.344,5	1.382,0	1.415,9	1.503,3	1.551,3
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	925,4	979,6	930,5	1.124,5	1.228,5	1.268,1	1.305,5	1.334,8	1.422,5	1.470,5
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	103,7	102,0	97,3	94,1	83,3	76,4	76,5	81,1	80,8	80,8
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	32,9	34,4	36,6	37,4	38,5	42,0	42,4	45,2	47,3	48,8
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	32,9	34,4	36,6	37,4	38,5	42,0	42,4	45,2	47,3	48,8
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	514,4	417,7	439,7	462,8	477,7	569,9	631,2	634,2	642,9	760,9
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	220,9	174,9	178,6	198,8	172,6	191,1	203,9	217,1	258,9	291,6

4.5 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Détail des prestations sociales	49.210,3	52.824,9	54.921,1	56.296,3	58.255,9	62.702,3	67.335,6	69.436,4	72.744,6	76.577,0
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	15.680,0	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,1	22.540,9	24.095,8	24.827,3	26.253,4	27.249,2
Soins de santé	15.484,7	17.996,5	18.844,4	19.211,6	20.244,8	22.228,3	23.742,2	24.463,3	25.877,3	26.856,8
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	14.380,6	16.685,1	17.520,5	17.858,8	18.790,5	-	-	-	-	-
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	1.074,1	1.281,4	1.293,9	1.322,8	1.424,3	-	-	-	-	-
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,7	23,9	23,9	24,5	24,5
Assurance soins	133,2	168,6	186,0	198,5	217,5	245,3	279,0	290,7	303,1	315,7
Autres prestations sociales en nature	62,1	63,9	64,9	66,2	65,8	67,3	74,6	73,3	73,0	76,7
Prestations sociales en espèces	33.530,3	34.595,9	35.825,8	36.820,0	37.727,8	40.161,4	43.239,8	44.609,1	46.491,2	49.327,8
Indemnités maladie-invalidité	3.366,1	3.485,4	3.636,4	3.838,5	4.143,8	4.553,5	4.921,8	5.334,7	5.802,1	6.294,3
Salariés	3.179,1	3.289,5	3.434,0	3.617,0	3.891,9	4.275,3	4.621,5	5.013,5	5.458,8	5.931,2
Indépendants	187,0	195,9	202,4	221,5	251,9	278,2	300,3	321,2	343,3	363,1
Chômage	5.746,9	6.024,2	6.120,8	6.096,9	5.746,4	5.774,2	6.902,9	6.817,4	6.605,0	6.810,8
Prépensions	1.183,5	1.238,9	1.256,6	1.300,7	1.359,2	1.442,7	1.501,9	1.591,5	1.637,3	1.626,4
Interruption de carrière et crédit-temps	432,0	487,9	556,4	589,5	646,5	699,9	749,5	782,7	814,3	831,8
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	16.253,1	16.663,9	17.320,8	17.822,8	18.441,2	19.807,0	20.900,4	21.506,6	22.723,5	24.221,1
Salariés	14.013,0	14.353,6	14.921,1	15.325,2	15.821,8	16.947,9	17.875,9	18.372,9	19.434,5	20.742,2
Indépendants	1.959,1	2.023,3	2.109,3	2.197,4	2.310,7	2.537,2	2.693,7	2.805,4	2.952,1	3.127,2
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	281,0	287,0	290,4	300,2	308,7	321,9	330,8	328,3	336,9	351,7
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	566,6	585,8	778,4	837,4	864,9	999,7	1.159,1	1.316,9	1.406,4	1.812,7
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	566,6	585,8	778,4	837,4	864,9	999,7	1.159,1	1.316,9	1.406,4	1.812,7
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur privé)	3.669,8	3.734,2	3.827,6	3.963,8	4.074,9	4.284,9	4.492,8	4.584,2	4.758,6	4.953,6
Salariés	3.309,1	3.377,2	3.469,0	3.589,1	3.687,0	3.859,2	4.040,1	4.124,8	4.286,5	4.459,6
Indépendants	328,2	327,3	328,4	337,4	355,0	390,5	415,2	413,2	422,9	442,9
Prestations familiales garanties	32,5	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2	37,5	46,2	49,2	51,1
Allocations familiales (secteur public)	338,9	351,2	373,1	394,4	399,3	417,7	443,1	439,2	501,4	474,3
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	322,9	334,5	355,4	375,2	379,5	396,9	421,2	416,7	478,2	450,8
Régime d'employeurs	16,0	16,7	17,7	19,2	19,8	20,8	21,9	22,5	23,2	23,5
Accidents de travail	164,1	169,2	176,1	178,4	182,7	189,7	188,6	193,7	200,2	204,4
Maladies professionnelles	329,9	325,5	327,1	325,0	325,5	340,8	329,5	326,3	280,6	282,6
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	1.242,2	1.272,1	1.240,6	1.188,8	1.139,2	1.234,5	1.272,2	1.336,7	1.382,6	1.468,2
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	237,2	257,6	211,9	283,8	404,2	416,8	378,0	379,2	379,2	347,6

Nouveautés méthodologiques

1. Établissement des statistiques du secteur des pouvoirs locaux

L'amélioration de la qualité des comptes des pouvoirs locaux a été l'une des grandes préoccupations de l'ICN et d'Eurostat au cours de ces dernières années. Dans les recommandations qu'il a formulées à la suite de la visite de dialogue en amont qu'il a effectuée du 5 au 7 mars 2012, Eurostat formulait comme point d'action que pour septembre 2013, les comptes 2012 des pouvoirs locaux belges soient établis sur la base d'une couverture exhaustive des comptes des administrations faisant partie de ce sous-secteur ¹.

Pour satisfaire à ce point d'action, l'ICN a fait savoir aux autorités de tutelle qu'elles devaient fournir les données des comptes disponibles fin août pour les administrations locales dont elles étaient responsables. Toutes les autorités de tutelle se sont conformées à cette demande et ont fourni des données complémentaires, ce qui a permis de baser les comptes des pouvoirs locaux établis par l'ICN sur les comptes individuels. L'ICN apprécie vivement les progrès que les autorités de tutelle ont réalisés cette année et les années précédentes au niveau de la mise à disposition des données de base.

Le taux de couverture des données disponibles n'est pas exhaustif, mais les données disponibles donnent lieu à une importante révision à la baisse du solde enregistré par les pouvoirs locaux en 2012.

Cette révision montre que pour réduire les révisions du solde de financement du secteur des pouvoirs locaux, l'ICN doit pouvoir se fonder sur les données des comptes des administrations locales individuelles, et ce avant même la première notification qui suit la clôture de l'exercice (fin mars). L'initiative qu'a prise la Région wallonne en ce qui concerne la fourniture des données des comptes des administrations locales, et en particulier la fourniture, prévue à la fin de février 2014, des comptes 2013 provisoires, permettra, si elle est bien suivie, d'améliorer encore la qualité des comptes des administrations publiques. L'ICN est d'avis que pour éliminer totalement l'incertitude qui plane aujourd'hui encore sur les statistiques de finances locales, toutes les autorités de tutelle devraient à relativement court terme être en mesure de garantir un tel reporting à l'ICN.

¹ « For municipalities, Public Social Assistance Centres (CPAS), and other primary public entities: to obtain an exhaustive coverage of the accounts of all entities at T+9 months. This should be in place in September 2013. »

1.1 Données fournies¹

Depuis la publication de mars dernier, le taux de couverture des communes a augmenté de 10 points de pourcentage pour l'année 2011, de sorte qu'il atteint, sur la base du nombre d'habitants, 96,4 %. Toutes les régions ainsi que la Communauté germanophone ont également consenti des efforts pour fournir les données disponibles pour 2012. À 53,4 %, le taux de couverture global est encore relativement bas.

TABLEAU 4 TAUX DE COUVERTURE DES COMMUNES SUR LA BASE DU NOMBRE D'HABITANTS

	Données disponibles pour la publication en mars 2013			Données disponibles pour la publication en septembre 2013		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Communes bruxelloises	100,0 %	90,2 %	-	100,0 %	100,0 %	20,9 %
Communes flamandes	99,8 %	85,0 %	-	99,8 %	95,5 %	55,0 %
Communes wallonnes	95,3 %	86,1 %	-	95,3 %	96,8 %	60,1 %
Communes germanophones	100,0 %	100,0 %	-	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Communes belges	98,4 %	86,0 %	-	98,4 %	96,4 %	53,4 %

Source: ICN

En ce qui concerne les CPAS, les progrès réalisés en matière de fourniture des données sont moins importants, sauf en Région wallonne, où une très sensible remontée a été enregistrée.

TABLEAU 5 TAUX DE COUVERTURE DES CPAS SUR LA BASE DU NOMBRE D'HABITANTS

	Données disponibles pour la publication en mars 2013			Données disponibles pour la publication en septembre 2013		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
CPAS bruxellois	88,9 %	68,9 %	-	88,9 %	68,9 %	-
CPAS flamands	86,9 %	81,1 %	-	86,9 %	81,1 %	-
CPAS wallons	82,2 %	57,2 %	-	82,2 %	87,1 %	60,4 %
CPAS germanophones	100,0 %	100,0 %	-	100,0 %	100,0 %	100,0 %
CPAS belges	85,7 %	72,4 %	-	85,7 %	81,8 %	19,7 %

Source: ICN

Le taux de couverture des zones de police locale n'a progressé que de manière limitée pour l'exercice 2011. Le taux de couverture atteint pour les dernières années demeure encore trop faible pour permettre une ventilation par région².

TABLEAU 6 TAUX DE COUVERTURE DES ZONES DE POLICE SUR LA BASE DE LA MASSE SALARIALE TOTALE COMMUNIQUÉE À L'ONSSAPL

	Données disponibles pour la publication en mars 2013			Données disponibles pour la publication en septembre 2013		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Zones de police	85,4 %	37,5 %	-	85,4 %	45,7 %	-

Source: ICN

¹ Les taux de couverture présentés ici reflètent les données utilisées pour établir les statistiques. Faute de temps, un nombre limité de données relatives aux CPAS bruxellois n'ont pas pu être traitées. Les statistiques établies font par ailleurs abstraction des comptes 2012 de l'une des zones de police. S'agissant des provinces, les données de deux provinces wallonnes étaient disponibles.
² L'absence de données pour les zones de police est dans une large mesure compensée par l'utilisation des données de l'ONSSAPL relatives à la masse salariale puisque celles-ci constituent environ 83 % des dépenses totales des zones de police.

La fourniture de données supplémentaires a amélioré la qualité des statistiques en 2011. Pour 2012, en ce qui concerne les pouvoirs locaux, les données fournies ont permis, sur la base de la méthode de l'échantillon constant, de fonder les comptes des communes et des CPAS wallons sur les comptes réels, ce qui représente un progrès important par rapport au passé puisque la méthode utilisée impliquait notamment un grand degré d'incertitude quant à l'ampleur des investissements. Compte tenu de la divergence entre les différentes entités au niveau des taux de couverture, les chiffres doivent être interprétés avec prudence.

Pour ce qui est des autres entités pour lesquelles les comptes disponibles étaient inexistantes ou insuffisants, tels les CPAS flamands et bruxellois, les zones de police locale et les provinces, les évolutions observées dans les autres régions en 2012 ont été extrapolées, ou les agrégats ont été estimés sur la base d'autres sources de données (comme l'ONSSAPL, les budgets, etc.). Cette méthode n'est certes pas idéale, et les résultats doivent dès lors a fortiori être considérés comme des indications aussi longtemps que les chiffres ne reposent pas sur les comptes effectifs.

2. Apports de capitaux

Compte tenu des compléments d'informations reçus au mois de juillet, l'ICN a décidé de requalifier des opérations d'octrois de crédits et prises de participations dites «codes 8» de la Région wallonne pour les années 2009-2012 qui avaient été considérées dans un premier temps par l'ICN comme des dépenses, faute d'informations suffisantes. Ces opérations ont trait au renforcement des moyens financiers des Invests, aux garanties octroyées en mission déléguée par la Sowalfin, et au renforcement des investissements publics à l'intervention de la SOFIPOLE.

Une meilleure compréhension des modes d'intervention des Invests a par ailleurs conduit l'ICN à reclasser les neuf Invests dans le périmètre de la Région wallonne, compte tenu de la décision d'Eurostat sur le classement sectoriel des trois sociétés régionales d'investissement et du traitement des institutions financières captives publiques dans le SEC2010¹.

Hormis une participation symbolique du secteur privé dans le capital des Invests, le financement des Invests est exclusivement assuré par la Région wallonne sous la forme d'avances assorties d'un système d'abandon provisoire de créances dont le but est de lisser l'impact comptable des éventuelles réductions de valeur enregistrées sur les octrois de crédits et prises de participation des Invests. Par conséquent, les Invests ne peuvent être considérés comme des intermédiaires financiers au sens du SEC 1995, c'est à dire comme des intermédiaires ayant recours au marché financier pour se financer en supportant les risques liés à ce financement. Les Invests poursuivent des objectifs de politique économique (accompagnement des entreprises lors de leur création, leur développement ou leur transmission), sont financés par la Région wallonne et doivent être considérés comme des administrations publiques.

¹ Les institutions financières captives sont des sociétés ou quasi-sociétés qui n'exercent aucune activité d'intermédiation financière ni ne fournissent de services financiers auxiliaires et dont la plus grande partie des actifs ou des passifs ne fait pas l'objet d'opérations sur les marchés financiers ouverts. Les institutions financières captives sous le contrôle du gouvernement se comportent différemment d'une institutions financières privées. Leur but n'est pas la maximisation du profit mais la poursuite d'objectifs de politiques publiques, sous le contrôle du gouvernement. Il s'agit d'une alternative au fait que le gouvernement procède lui-même aux opérations financières, évitant ainsi l'enregistrement des actifs et passifs dans les comptes de l'administration publique, ce qui est en substance largement artificiel dans la mesure où l'institution captive ne peut effectuer qu'une gamme d'activité limitée, ne bénéficie vraisemblablement pas d'une large indépendance et qui du point de vue des risques bénéficie d'une couverture de la part du gouvernement en cas de défaillance en terme de performance. Le SEC 2010 prévoit explicitement que les institutions financières captives, les filiales artificielles et les unités des administrations publiques à vocation spéciale doivent être classées dans le secteur de leur organe de contrôle (SEC2010 2.20 et 2.27).

Les décisions de l'ICN consécutives à la transmission des compléments d'informations par la Région wallonne, consiste:

- à enregistrer les constitutions de réserves mathématiques pour octrois de garanties en mission déléguée par la Sowalfin comme des opérations financières dans les comptes SEC, et à enregistrer les appels de garanties, les récupérations sur sinistres, les commissions reçues et les intérêts sur réserve dans les comptes non financiers de la Région;
- à reclasser les Invests dans le périmètre de la Région wallonne, à enregistrer le renforcement de leurs moyens financiers en opérations internes, les abandons/reprises d'abandons de créances dans les comptes non financiers de la région;
- à enregistrer dans les comptes de la Région l'utilisation de la ligne de crédit dont dispose la SOFIPOLE auprès de la SRIW et non le total des fonds disponibles mis à disposition de la SOFIPOLE pour effectuer ses missions.

3. Fonds de participation

Dans le cadre de la sixième réforme de l'État (article 58 de la proposition de loi spéciale relative à la réforme de l'État), les régions deviendront compétentes pour les activités du Fonds de participation à partir du 1er juillet 2014 et le Fonds de participation sera dissous. Une structure légère dans laquelle seront gérés les crédits et les participations en cours sera toutefois maintenue durant huit ans.

Le Fonds de participation a comme activité principale l'octroi de crédit aux et la prise de participation dans des petites entreprises, ainsi que l'octroi de crédit à des indépendants et à des titulaires de professions libérales. Ce Fonds fournit en outre des services à d'autres institutions. Cette dernière activité sera normalement progressivement supprimée durant la période transitoire et prendra fin au plus tard le 1er juillet 2022.

Les activités que le Fonds de participation exerce pour d'autres institutions telles que le Fonds de garantie et la Société fédérale de participations et d'investissement se poursuivront pendant quelque temps. Le Fonds de participation continuera également de fournir un soutien administratif et technique à la SCRL Fonds Starters jusqu'au remboursement de l'emprunt obligataire que le Fonds Starters a émis en 2009, après quoi ce Fonds sera dissous et liquidé.

Dans les comptes nationaux, le Fonds de participation fait actuellement partie du sous-secteur des autres intermédiaires financiers, à l'exclusion des sociétés d'assurance et des fonds de pension (S.123).

Le financement du Fonds de participation s'effectue partiellement via le marché par l'emprunt obligataire à hauteur de 106 millions d'euros qui a été émis en 2009 par le Fonds Starters. Cet emprunt obligataire est couvert par une garantie publique générale. L'emprunt obligataire précédent (période 2004-2009) n'était pas couvert par une telle garantie.

Le principal critère pour faire partie du secteur des sociétés financières (S.12), à l'exception des auxiliaires financiers, est, selon le SEC, que les sociétés aient comme fonction principale la fourniture de services d'intermédiation financière. Par intermédiation financière, on entend l'activité par laquelle une unité institutionnelle acquiert des actifs financiers et, simultanément, contracte des engagements pour son propre compte sur un marché (paragraphe 2.32). Pour son propre compte signifie que l'unité institutionnelle n'intervient pas uniquement comme intermédiaire, mais qu'elle supporte elle-même un risque en acquérant des actifs et en contractant des engagements pour son propre compte. Pour les entités publiques, il est essentiel à cet égard que cela soit le cas à la fois à l'actif et au passif. Sur la base des données disponibles, le Fonds de participation n'est financé qu'à hauteur d'un tiers via des fonds de

tiers, qui bénéficient en outre d'une garantie publique. Le risque de financement est finalement assumé par les administrations publiques, et par conséquent il ne peut être considéré que le Fonds supporte les risques lié à son financement¹.

C'est pourquoi l'ICN estime que tant le Fonds de participation que le Fonds Starters doivent être consolidés avec le pouvoir fédéral à partir de l'année 2009, année où la dette garantie par les pouvoirs publics a été émise par le Fonds Starters. La dette du Fonds Starters (106 millions d'euros) accroît la dette du pouvoir fédéral.

4. Universités et hautes écoles

Les universités et hautes écoles belges font partie du secteur des administrations publiques. Jusqu'il y a peu, l'ICN ne disposait pas des comptes de ces établissements, qui ne pouvaient dès lors pas être correctement intégrés aux comptes des administrations publiques. La Communauté française, pour l'exercice 2011, et la Communauté flamande, pour les exercices 2011 et 2012, ont toutes deux transmis des données qui permettent à l'ICN de mieux rendre compte correctement de l'incidence sur le solde de financement selon le SEC de ces établissements. En ce qui concerne la Communauté française, seules les données des universités ont été consolidées; les données des hautes écoles manquent encore.

¹ Par ailleurs, Les revenus issus de ses activités de services, à l'exclusion des transferts des administrations publiques, ne couvrent pas 50 % de ses coûts, si bien qu'une classification dans le secteur des sociétés non financières (S.11) ou comme auxiliaire financier (S.124) est exclue.

Publications de l'ICN - Personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat Online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin juillet. Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs, le stock de capital et le marché du travail.

2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes de l'économie belge. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

3. Comptes des secteurs institutionnels

Les comptes annuels des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés à la fin du mois de juillet dans la base de données Belgostat Online de la Banque nationale de Belgique.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde (et sous-secteurs).

Les comptes trimestriels des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, environ 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques qui, avant octobre 2010, étaient repris dans la publication relative aux principaux agrégats.

4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de juillet, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute

de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

7. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;

- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétopolés que jusqu'en 1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétopolé par sous-secteur.

8. Personnes de contact

Méthodologie

Geert Detombe Tél. +32 2 221 30 40 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: geert.detombe@nbb.be

Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn Tél. +32 2 221 30 38 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: hans.dedyn@nbb.be

Optique dépenses du PIB et stock de capital

Isabelle Brumagne Tél. +32 2 221 28 77 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: isabelle.brumagne@nbb.be

Comptes des secteurs et compte satellite des ISBL

Marie Vander Donckt Tel. +32 2 221 36 50 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: marie.vanderdonckt@nbb.be

Comptes des administrations publiques

Claude Modart Tél. +32 2 221 30 26 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: claudemodart@nbb.be

Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Thomas Stragier Tél. +32 2 221 54 26 Fax +32 2 221 31 07
e-mail: thomas.stragier@nbb.be

Comptes régionaux

Monica Maesele Tél. +32 2 221 30 28 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: monica.maesele@nbb.be

Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket Tél. +32 2 221 30 45 Fax +32 2 221 32 30
e-mail : alexander.foket@nbb.be

Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

(<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>)

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BNB	Banque nationale de Belgique
ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
NACE-Bel	Nomenclature statistique des activités économiques dans les communautés européennes - Version belge
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SNA	System of National Accounts
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "e-service", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication. (http://www.nbb.be/doc/DQ/F_form/bestel.htm)

Via la rubrique "Print-on-demand", il y a la possibilité de commander une version papier de cette publication contre paiement. (<http://www.nbb.be/pub/stats/stats.htm?l=fr&tab=Publications>)

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30
nationalaccounts@nbb.be

Banque nationale de Belgique
Société anonyme
RPM Bruxelles - Numéro d'entreprise: 0203.201.340
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 - BE-1000 Bruxelles
www.nbb.be

Éditeur responsable

Rudi Acx
Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale
Couverture: BNB TS - Prepress & Image

Publié en septembre 2013